LA

PRESSE PÉRIODIQUE

DANS LES TROIS ROYAUMES SCANDINAVES.

Les hommes d'état du Nord sont dans ce moment très préoccupés de la situation de la presse dans leur pays, de la législation à laquelle elle est soumise, et des réformes à apporter à cette législation. En Danemark, l'avénement du prince Chrétien au trône a fait éclater parmi les libéraux des vœux long-temps contenus, et des espérances qu'on n'avouait encore que tout bas, il y a quelques semaines. Dans toutes les adresses présentées au nouveau roi, il est question de la liberté de la presse; dans presque toutes, une idée de réforme constitutionnelle se manifeste à travers les protestations d'un dévouement sincère et les formules d'un langage très respectueux.

En Suède, l'ouverture de la diète préoccupe les esprits d'une autre façon. Là, la presse est libre, et il ne s'agit pas de lui donner plus de franchise; il est question, au contraire, d'imposer une limite à ses priviléges.

En Norvége, le peuple, maître de sa charte démocratique, fier de son indépendance, sûr de son avenir, assiste paisiblement aux débats de ses voisins, et semble, du haut de ses montagnes, contempler cette lutte des idées progressives et des idées absolutistes, comme le voyageur qui, parvenu au port, contemple avec un sentiment de bien-être la barque chassée encore par les vents et battue par les flots.

Pour comprendre cette différence d'action dans les trois royaumes scandi-

naves, il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière, de rechercher dans le passé les évènemens qui ont préparé la situation actuelle. Nous commencerons par le Danemark.

Il y a deux siècles que la royauté de Danemark était encore élective. Un sénat composé d'une vingtaine de nobles la tenait en tutelle. Le souverain n'avait qu'une autorité très restreinte, souvent contestée et souvent illusoire. Il ne pouvait, sans l'assentiment du sénat, faire aucun traité de paix ou de guerre, ni disposer des revenus de l'état, ni modifier une loi, ni même régir librement sa maison. Le pouvoir de la noblesse devait être contrebalancé par les assemblées de la diète composée des quatre ordres de l'état; mais peu à peu l'usage de convoquer la diète à certaines époques tomba en désuétude. La bourgeoisie fut maîtrisée comme la royauté, et rien ne semblait devoir ébranler l'impérieuse domination de l'oligarchie, lorsqu'elle devint elle-même victime de son égoïsme et de ses exigences. En 1660, après l'invasion des Suédois, le siége de Copenhague et le traité de paix qui enleva au Danemark ses trois belles provinces situées au-delà du Sund, il fallut convoquer la diète pour aviser aux moyens d'adoucir les malheurs de l'état. Le trésor était vide, et le royaume grevé de dettes. Le peuple comprenait lui-même la nécessité de subir un nouvel impôt, mais la noblesse aurait voulu s'en exempter. Les bourgeois, las enfin de toutes ces arrogantes prérogatives, résolurent de les anéantir et de remettre le suprême pouvoir entre les mains du roi. Leur projet, dirigé par deux hommes habiles, soutenu par le roi, et plus fortement encore par la reine, ne fut pas plus tôt connu des nobles, que pour le faire avorter ils résolurent de quitter Copenhague, afin de rompre la diète par leur absence. Mais ils trouvèrent les portes de la ville fermées, et dans leur effroi signèrent le pacte qui leur était proposé. La royauté de Danemark fut déclarée héréditaire, et Frédéric III devint roi absolu.

La noblesse perdit à cette révolution ses nombreux priviléges, son autorité, ses moyens de fortune. Elle fut forcée d'abandonner les terres de la couronne, qui lui étaient affermées pour une très faible redevance, de payer des impôts considérables, et, dans l'espace d'un demi-siècle, ces vieilles familles, jadis si fières et si puissantes, tombèrent, de degré en degré, au niveau de la bourgeoisie. Cependant les taxes auxquelles elles furent assujéties ne rétablirent point l'ordre dans les finances. Les guerres de Chrétien V et de Frédéric IV, les habitudes fastueuses de Chrétien VI, aggravèrent les charges de l'état. A la mort de Frédéric V, la dette du Danemark s'élevait à 25,000,000 de rigsdalers (75,000,000 de fr.), et Chrétien VII, par ses passions ruineuses, par ses voyages extravagans, acheva de mettre le désordre dans un pays qui, pour se relever de son état de malaise, aurait eu besoin de longues années de paix et d'une sage et patiente administration. Les premières années du règne de Frédéric VI, à l'époque où il n'était encore que prince royal et où il gouvernait le Danemark au nom de son père, s'annonçaient sous d'heureux auspices. C'était un homme d'un esprit droit, d'un cœur noble et généreux. Dans un autre temps, il aurait pu relever peu à peu la prospérité de ses états, assurer par de sages institutions

le bien-être de ses sujets; mais il monta sur le trône à une époque où il n'était pas permis aux rois de gouverner pacifiquement leur royaume. Il fut, comme tous les souverains de l'Europe, entraîné dans le tourbillon qui agita le monde pendant vingt ans. Jeune, il était devenu l'allié de Napoléon; il lui resta fidèle, et paya cher cette fidélité. Deux fois il vit sa flotte ravagée et enlevée par les Anglais, et, en 1814, il perdit la Norvége, cette antique sœur du Danemark. Ces malheurs ne purent altérer la sérénité de son caractère; il est mort vénéré et chéri. En 1834, il abdiqua lui-même une partie de ses prérogatives de roi absolu, et, sans attendre que ses sujets lui demandassent par la voix de l'émeute une constitution, il établit une sorte de représentation nationale sur le modèle des états provinciaux de la Prusse. Cet acte de libéralisme n'a été qu'un palliatif à des souffrances invétérées, un indice d'amélioration dans un ordre de choses qui a besoin de grandes réformes. Ce que les hommes de l'opposition demandent, c'est la publicité du budget, une plus grande extension dans le système de représentation nationale, des économies nombreuses dans les diverses branches de l'administration, et surtout la liberté de la presse. Ce dernier point est celui qui paraît le plus difficile à conquérir. Les rois de Danemark n'ont cependant pas été aveuglés par le prestige de l'absolutisme : en lisant leur histoire, on voit qu'ils ont usé assez débonnairement du pouvoir sans bornes dont ils étaient investis, qu'ils auraient pu faire beaucoup de mal, et qu'ils ont eu presque constamment le désir de faire le bien; néanmoins la presse, et la presse même la moins agressive, leur causa toujours une sorte d'effroi qu'ils ne surent ni maîtriser, ni même dissimuler aux yeux de leurs sujets. En 1770, les journaux, les brochures, les écrits périodiques étaient soumis à une censure sévère. Quelque temps après, la censure fut abolie; mais cet éclair de liberté passa rapidement : la presse, affranchie pendant environ deux années de ses rigoureuses entraves, retomba sous le joug du chef de la police, qui pouvait à son gré, sans discussion et sans procès, saisir un journal et le condamner à l'amende. En 1779, l'ordonnance qui attribuait tant de pouvoir à la police fut remplacée par la loi qui régit encore aujourd'hui la presse en Danemark. Quelques articles de cette loi sont d'une effrayante sévérité. Il y a peine de mort pour quiconque publie un écrit tendant à provoquer un changement dans la forme du gouvernement ou à exciter une rébellion contre les ordres du roi, bannissement à perpétuité pour quiconque essaie de tourner en dérision une mesure prise par le roi, bannissement de trois à dix ans pour l'auteur d'un écrit inconvenant contre le roi, la reine ou les princes. Tout ouvrage publié par un Danois dans un pays étranger et toute traduction sont passibles des mêmes peines. Si un écrivain a été ou puni, ou seulement admonesté par le tribunal, son jugement est publié à ses frais dans tous les journaux du royaume, et défense est faite aux imprimeurs de mettre sous presse un nouvel ouvrage de lui, si cet ouvrage n'est revêtu du visa de la police. Si quelqu'un a chez lui des exemplaires d'un écrit incriminé, il doit immédiatement les livrer à la police, sous peine d'une amende de 1,500 francs.

En 1810 parut une autre ordonnance qui défendait de publier dans un

journal des nouvelles politiques sans un privilége spécial du roi. En 1818, une troisième ordonnance interdit aux feuilles périodiques toute attaque contre une puissance étrangère, et défend jusqu'à la reproduction d'un article satirique écrit dans une autre langue et dans un autre pays.

Par suite de cette ordonnance, on vit apparaître en Danemark deux classes de journaux. Les uns obtinrent le privilége de publier les nouvelles étrangères en se soumettant à la censure; d'autres, ne pouvant obtenir ce privilége, ou ne voulant pas se courber sous le poids de la censure, se résignèrent à laisser de côté la politique étrangère.

Un autre réglement entrave la circulation des journaux. Ils ne peuvent être expédiés par la poste aux lettres, qui part chaque jour, mais seulement une fois par semaine, par le *pakkepost*, autrement dit le fourgon, qui porte les marchandises et les bagages (1). Il y en a même à qui la loi refuse ce modeste privilége de voyager par le fourgon, et qui ne peuvent être expédiés que par des occasions particulières. Tous sont cependant soumis à un énorme droit de poste, qui se règle, non point d'après l'étendue ou le volume du journal, mais d'après le prix de l'abonnement. Aussi les abonnemens dans la province n'offrent-ils qu'un très faible avantage à l'éditeur d'une feuille périodique, car c'est lui-même qui paie les frais de poste. L'éditeur de la *Kiœbenhavnspost*, par exemple, reçoit pour chaque abonnement de Copenhague dix écus par an; pour ceux du dehors, il n'en reçoit que six; la poste en prend elle-même six et demi.

Dans un pays de commerce maritime comme le Danemark, dans une grande capitale comme Copenhague, les annonces pourraient très facilement servir à accroître la recette des journaux; mais elles ont été monopolisées. Un des officiers du palais obtint un jour le privilége d'établir à Copenhague des chaises à porteur. Pour additionner ses recettes et ses dépenses, il prit un secrétaire, et, pour occuper les momens de loisir de ce secrétaire, il obtint le droit exclusif de fonder un journal d'annonces. Bientôt le privilége des chaises à porteurs devint nul, car on ne se servait plus que de voitures; celui du journal d'annonces, au contraire, se vendit comme une bonne et féconde propriété.

(1) La même loi qui interdit la circulation quotidienne des journaux danois impose aussi des bornes à celle des journaux étrangers. Les nôtres ne parviennent à Copenhague qu'en vertu d'une permission spéciale, et le tableau de ceux qu'on peut recevoir chaque jour, et de ceux qui ne sont autorisés à entrer en Danemark qu'une fois par semaine, présente de singulières anomalies. *Le Messager des Chambres*, par exemple, obtint sa libre entrée à l'époque où il était ministériel; il s'est rangé depuis dans le parti de l'opposition, et il a gardé son privilége que d'autres feuilles aujourd'hui ministérielles n'ont pas. L'Angleterre est le seul pays avec lequel tous les échanges de journaux soient parfaitement libres. On peut expédier chaque matin, du Danemark, les feuilles de l'opposition pour Londres, et on ne peut pas les expédier pour la ville la plus voisine de Copenhague. Du reste, les envois de journaux par la poste sont fort chers. Le *Journal des Débats* coûte à Copenhague 175 francs.

Il y a quelques années, un spéculateur hardi essaya de lutter contre ce vieux monopole. Il publia une feuille d'annonces à deux tiers meilleur marché que la feuille privilégiée. On lui intenta un procès, et il fut condamné; toutefois, immédiatement après son jugement, il continua sa publication, sous prétexte que le privilége de son concurrent ne s'étendait pas au-delà de Copenhague, et que lui avait le droit d'imprimer des annonces pour la banlieue et les provinces. Là-dessus nouveau procès, dont nous ignorons encore la décision. Les débats de cette affaire mirent en émoi tout le peuple de Copenhague; les domestiques, les ouvriers, les gens du petit commerce, pour qui la création d'une feuille d'annonces à bas prix était une bonne fortune, se pressaient autour du tribunal où l'on discutait cette grave question, et la sensation produite par le jugement qui maintenait le monopole de l'ancien journal fut telle que, quand le terme de ce monopole viendra, on n'osera sans doute pas le renouveler.

Le plus ancien des journaux de Copenhague est le *Berlingske Tidende* (ainsi appelé du nom de ses fondateurs). C'est une feuille quotidienne fort peu osée et fort inoffensive, qui se borne à enregistrer sans commentaire aucun les actes du gouvernement et à publier jour par jour un résumé succinct des nouvelles étrangères. La France est le seul pays sur lequel ce digne journal se permette de temps à autre de publier une nouvelle incertaine, ou une phrase qui frise légèrement l'opposition; car nous ne pouvons invoquer auprès des puissances étrangères l'appui de la censure, puisqu'elles l'invoqueraient vainement pour elles-mêmes chez nous. Mais les ministres des diverses puissances de l'Allemagne, et surtout les ministres de Russie, semblent tenir entre leurs mains les ciseaux vengeurs, et, en fait d'articles *de fonds* sur leur pays, ils ne permettent guère que le panégyrique.

Le *Berlingske Tidende* a seul le droit d'être expédié chaque jour par la poste aux lettres. Il a en outre le monopole des annonces judiciaires et administratives, ce qui lui donne un revenu assez considérable. Ces deux grands priviléges ont fait penser à tort à quelques personnes qu'il était le journal officiel du gouvernement. Le gouvernement danois n'a point de journal officiel : il a pour se défendre contre les tentatives de l'opposition la censure et deux ou trois articles du Code pénal, qui, comme nous l'avons vu, ne plaisante guère avec les écrivains. Puis il est juste de reconnaître que, s'il n'aime pas à être attaqué, il ne paraît pas très désireux non plus de se voir louer. De temps en temps un des employés du ministère lui fait bien la galanterie d'une petite dissertation apologétique dans la *Gazette d'Augsbourg;* mais, à vrai dire, je crois qu'il aimerait encore mieux qu'on ne parlât pas de lui et qu'on le laissât parfaitement tranquille.

Le *Dagen* paraît, comme le *Berlingske Tidende,* tous les jours, et publie les nouvelles politiques. Son numéro du dimanche est consacré à la littérature, c'est-à-dire à des traductions en prose ou en vers, à des notices sur les écrivains étrangers. C'est là qu'un beau jour un jeune poète de Copenhague, qui venait de faire un voyage en Allemagne et en France, apprit au public danois que George Sand n'était qu'un pseudonyme, et révéla le véritable nom

de l'auteur d'*Indiana*. Cette nouvelle, tombant tout à coup au milieu de la paisible société de Copenhague, y produisit à peu près l'effet qui résulterait pour nous d'un bulletin télégraphique annonçant une révolution en Prusse; le soir même, on ne faisait que la répéter dans tous les salons. Quelques incrédules doutaient encore; d'autres, par une basse envie, niaient le fait, afin d'ôter au jeune voyageur le mérite de sa découverte. J'étais dans la capitale du Danemark à l'époque de ce grave évènement, et pendant plus de huit jours chacun m'abordait en me disant: Eh bien! est-ce vrai? avez-vous lu le *Dagen*? George Sand n'est-il réellement pas George Sand? et cent autres questions auxquelles je répondais avec le modeste orgueil d'un homme qui peut, par un seul monosyllabe, confirmer un fait important. Le jeune écrivain danois se fit par son récit une réputation de voyageur distingué et d'observateur profond. Le *Dagen* y gagna plusieurs abonnés, et ceux qui y gagnèrent le plus, ce furent les contrefacteurs belges, à qui les libraires demandèrent aussitôt de nouvelles collections des œuvres de George Sand; car nos productions littéraires modernes n'arrivent guère dans le Nord que par les contrefaçons belges. Depuis quelques années, cette honteuse piraterie a envahi toutes les bibliothèques et tous les cabinets de lecture des villes scandinaves. C'est quand on a passé le Rhin, l'Elbe et la mer Baltique, qu'on reconnaît l'effroyable développement qu'elle a pris, et le tort immense qu'elle nous fait chaque jour par sa merveilleuse habileté à s'emparer des lieux où l'on achète encore des livres, où l'on se fait des bibliothèques. Il y a tel ouvrage qui reste ici douloureusement enfermé dans les magasins de la librairie, et qui se vend là-bas à des milliers d'exemplaires. Comment notre gouvernement n'essaie-t-il pas de conclure avec les différentes puissances de l'Allemagne un traité en vertu duquel elles s'engageraient à ne pas laisser entrer dans leurs états un livre contrefait? Cette tâche n'est pas très difficile à accomplir; elle serait digne de l'ambition de M. Villemain: nous la signalons à la sollicitude de M. le ministre de l'instruction publique, qui se souvient sans doute d'avoir présidé autrefois la commission nommée dans ce but par M. Guizot. L'Allemagne une fois fermée, les transports de livres pour le Nord deviendraient à peu près impossibles, et peut-être obtiendrions-nous du roi de Danemark et du roi de Suède le même arrêté prohibitif. C'est un acte d'honneur et de moralité auquel, j'ose le croire, ces deux souverains aimeraient à apposer leur signature.

Le *Berlingske Tidende* et le *Dagen* sont les deux grands ou plutôt les deux seuls journaux politiques de Copenhague. Ils représentent dans leur sphère septentrionale quelque chose comme *le Moniteur* et *le Journal des Débats*. Pendant plusieurs années, ces deux journaux ne connurent ni les soucis de la concurrence, ni les douleurs de la contradiction. Ils composaient leurs innocens résumés de nouvelles, et publiaient avec une note laudative les ordonnances de l'administration, sans crainte de voir un audacieux confrère les taxer d'ignorance ou les accuser de servilisme. C'était une douce et heureuse vie, inquiétée seulement à de rares intervalles par quelque téméraire brochure que la police réprimait bien vite. La révolution de juillet mit un terme à cet

état de béatitude. La commotion politique qui ébranla la France se fit sentir jusqu'à l'extrémité du Nord. Les hommes attachés opiniâtrément à un ordre de choses stationnaire, qu'ils auraient voulu rendre immuable, eurent peur, et les néophytes du progrès conçurent quelque espoir. En Danemark comme en Allemagne, tous ceux qui sentaient le besoin d'une réforme comprirent que le moment était venu de la demander, et cherchèrent à se créer un organe pour exprimer leurs vœux et soutenir leurs prétentions.

Il y avait alors dans la capitale du royaume un assez mauvais journal littéraire intitulé : *la Poste de Copenhague*, fondé depuis cinq ans et rédigé par des étudians qui y faisaient imprimer sans beaucoup de réserve toutes les fantaisies sérieuses et plaisantes de leur imagination. L'éditeur, éclairé tout à coup par le rayon de feu des barricades, pensa qu'il pouvait faire de son journal quelque chose de mieux qu'un recueil d'anecdotes ou de madrigaux. Un jeune homme intelligent et hardi, M. Lehmann, lui donna des articles politiques qui eurent du succès. Cette première tentative en amena d'autres. Peu à peu *la Poste de Copenhague* se lança dans une nouvelle voie et finit par quitter le champ pacifique de la poésie pour l'arène politique. En 1834, elle paraissait quatre fois par semaine; en 1835, elle parut tous les jours et passa sous la direction de M. Giœdvad. De cette époque date sa véritable importance.

Ce journal n'a pas le droit de s'occuper de nouvelles étrangères, et il ne peut être expédié au dehors qu'une fois par semaine; mais cette entrave n'a point paralysé son zèle, et la loi qui limite ses sujets de discussion n'a servi qu'à lui donner une spécialité qui de jour en jour devient plus redoutable. Il est alerte, actif, courageux. Il ressemble à une sentinelle vigilante toujours debout sur le rempart, toujours prête à jeter le cri d'alarme à la moindre apparence de danger. Dans l'espace de quelques années, il a fait ce que nul journal n'avait encore osé faire en Danemark. Il a signalé à différentes reprises les lacunes ou les vices du système administratif, dévoilé maint abus, et prouvé catégoriquement la nécessité de mainte réforme. Il est le premier enfin qui ait eu le courage d'arborer l'étendard de l'opposition, qui ait offert un point de ralliement à tous les hommes déjà préparés à la lutte constitutionnelle, et qui n'attendaient plus qu'un organe pour se prononcer. Les fonctionnaires le craignent, et cette crainte augmente son succès. Ce n'est pas le journal qui a le plus d'abonnés, mais c'est de tous celui qui est le plus avidement lu par la bourgeoisie, et dans les divers procès qu'il a eu à soutenir, le peuple lui a donné des preuves non équivoques de sympathie. En 1837, il publia un article dans lequel il retraçait d'une manière énergique toutes les promesses auxquelles le gouvernement avait successivement manqué. Le roi avait promis de convoquer les états provinciaux pour le 1er octobre, et cette convocation semblait indéfiniment ajournée. Il avait promis de rendre public l'état des recettes et des dépenses, et on n'avait encore à cet égard que de vagues aperçus. Enfin, il avait promis d'employer chaque année un million d'écus à l'amortissement de la dette, et cette dette, au lieu de diminuer, ne faisait que s'accroître. Traduit pour cet article, il fut acquitté en première instance, et condamné par la cour

suprême à une amende. A l'instant même, et sans qu'il en fît lui-même la demande, une souscription fut ouverte en sa faveur, et le produit de cette offrande volontaire dépassa de mille écus l'amende qui lui était imposée.

En 1834 parut un autre journal d'une nature plus grave, plus dogmatique, destiné à soutenir par de longues dissertations les attaques vives et rapides de *la Poste de Copenhague*. C'était *le Faedreland* (la patrie), rédigé par M. le professeur David. Au onzième numéro, cette feuille fut saisie et accusée d'avoir commis, dans un article qui paraissait cependant fort mesuré, un crime de lèse-majesté. Il y allait de la peine de mort. L'éditeur commença par se réfugier à Paris. Mais ses juges l'acquittèrent; un arrêt administratif lui enleva seulement son emploi de professeur, et il garda son traitement, dont il ne pouvait être dépouillé que par une condamnation judiciaire.

Pendant l'absence de M. David, *la Patrie* fut rédigée par M. Hage, homme instruit, écrivain habile qui obtint un succès manifeste, et donna à son journal un caractère imposant. Au moment où il allait remettre cette feuille entre les mains de son ancien directeur, il écrivit un article qui produisit en Danemark une vive sensation. M. Hage avait essayé, dans cet article, de tracer un aperçu de la politique extérieure depuis la révolution de juillet. Le ministre de Russie rouva que dans cette galerie de faits et d'idées son gouvernement occupait une place peu honorable, et rédigea là-dessus une de ces notes diplomatiques qui épouvantent les petits royaumes. L'administration se hâta de faire saisir l'imprudente feuille qui avait osé jeter une ombre de désapprobation sur la marche du gouvernement russe. M. Hage demanda à être jugé, et pour forcer les magistrats à cet acte de légalité, il reproduisit mot à mot, en forme de brochure, l'article qu'il avait publié en forme de journal. Aux termes de la loi, l'administration ne pouvait plus confisquer cette brochure, la justice intervint. M. Hage fut acquitté par le tribunal de première instance, et condamné par la cour suprême à la censure à vie, c'est-à-dire que désormais il ne pouvait pas faire imprimer une seule ligne, soit littéraire, soit politique, sans l'avoir d'abord soumise à l'approbation des censeurs. Il ne supporta pas long-temps l'écrasant fardeau de cette condamnation : il mourut l'année suivante, et les regrets qui éclatèrent de toutes parts le jour où l'on apprit qu'il avait cessé de vivre, les éloges prononcés sur sa tombe, la foule qui se pressait à ses funérailles, furent pour ceux qui en auraient douté encore un témoignage éclatant de la sympathie qu'il avait excitée par ses écrits, et des progrès que la cause du libéralisme avait faits dans l'espace de quelques années en Danemark.

Le *Faedreland* est moins populaire que la *Kiœbenhavns-Post*, mais il agit sur une classe de lecteurs plus sérieux et plus éclairés, et il s'est toujours maintenu dans une ligne de conduite ferme et convenable. C'est ce qui a décidé les écrivains de l'opposition à le prendre définitivement pour organe. Il ne paraissait d'abord qu'une fois par semaine dans le format in-8°. A dater de cette année, il élargit ses ailes, et paraît chaque jour dans un grand format. MM. David et Lehmann en sont les principaux rédacteurs. Un autre journal de l'opposition s'est élevé dans les dernières années sous le titre de *Frisindende*

(libre penseur). Celui-ci n'est ni savant, ni profond. Il ne discute pas, il plaisante, il traduit en chansons les plaidoyers politiques de ses graves confrères, et formule par de vives et piquantes épigrammes les craintes ou les griefs de l'opposition.

Tels sont les principaux journaux de Copenhague. Cependant il faut y ajouter encore le *Danskfolkblad* (feuille du peuple danois). C'est le journal officiel d'une association nombreuse qui a pour but de répandre dans le pays des livres utiles et à bon marché. Cette feuille s'occupe surtout des intérêts matériels et du développement moral du peuple. Elle est écrite avec une sage réserve et une louable indépendance, et s'est distinguée plusieurs fois par d'excellens articles de science, d'industrie et d'économie politique.

Pour faire un tableau complet de la presse danoise, nous devrions citer encore quelques publications périodiques qui paraissent à Copenhague; mais elles n'ont aucun caractère politique ou littéraire. Tel est par exemple le *Politieven* (ami de la police), qui ne s'occupe que du pavage des rues, ou de l'éclairage des places publiques; le *Havtidende,* où l'on enregistre seulement les nouvelles de la navigation et du commerce, et le *Collegial Tidende,* qui publie les ordonnances des ministères et les arrêtés administratifs.

La science juridique, théologique, médicale, est représentée par des recueils spéciaux, peu nombreux, mais estimés. La littérature n'a que deux journaux : le *Portfolio,* qui paraît tous les dimanches dans le format de la *Revue de Paris,* et la *Revue mensuelle,* rédigée dans de sévères principes de critique par M. Molbech.

La presse des provinces offre, dans un ordre d'idées secondaire, le même tableau que celle de la capitale. D'une part, ce sont d'anciens journaux privilégiés qui, depuis le moment de leur création, n'ont fait que copier, traduire ou répéter mot à mot les nouvelles du nord et du sud, sans se permettre d'y ajouter le moindre commentaire; de l'autre, des journaux jeunes et pleins d'ardeur contrariés par la loi, entravés par l'administration, mais développant avec hardiesse leurs théories, et marchant droit à leur but. C'est là qu'est la force et le talent, c'est là qu'est la vraie vie politique du Danemark; et, quand la presse de l'opposition demande à être sinon complètement affranchie, au moins quelque peu dégagée des chaînes qui l'embarrassent, elle parle au nom d'une population nombreuse dont elle a, dans un assez court espace de temps, éclairé l'opinion et conquis les suffrages. Hâtons-nous d'ajouter qu'il y a maintenant en Danemark un roi jeune, actif, intelligent, plein de sages et généreuses intentions, qui connaît les besoins du pays et saura, nous n'en doutons pas, réaliser toutes les espérances que son nom seul fait concevoir.

Passons maintenant le Sund. A quelques lieues de Copenhague, nous voici sur le sol de Suède, nous voici dans une contrée que la folie d'un roi descendant des Wasa avait entraînée au bord de l'abîme, et que la prudente administration d'un prince né sur la terre de France a relevée de son état d'affaissement. Ici, les finances sont en bon ordre, les dettes du royaume ont été acquittées, et le budget annuel indique un progrès constant dans la prospérité

publique. Le système de représentation nationale, basée sur les anciennes coutumes et sur les anciennes lois de la Suède, offre toutes les garanties du gouvernement constitutionnel, sans entraver outre mesure l'autorité du souverain. L'armée bien entretenue et bien exercée pourrait encore, avec un nouveau Gustave-Adolphe, recommencer une guerre de trente ans. Puis partout, en traversant ce pays, on reconnaît les traces d'une administration vigilante et éclairée, partout des routes superbes, des canaux, des ponts nouvellement construits; et quand on songe que ce royaume n'a qu'un budget de vingt-quatre millions, que la moitié de sa population est condamnée à lutter contre un climat rigoureux et une nature ingrate, on ne peut s'empêcher d'admirer le pouvoir qui, avec de si faibles ressources, a entrepris tant d'améliorations et achevé tant d'importans travaux.

Dans cette contrée, la presse est libre. Les éditeurs de journaux ne fournissent point de cautionnement, ne paient pas de droit de timbre, et la taxe de la poste, pour une feuille quotidienne, ne s'élève pas à plus de cinq francs par année. Quiconque veut publier un journal n'a qu'une simple permission à demander au chancelier de la cour, et quiconque veut fonder une imprimerie n'a pas de plus grandes formalités à remplir. L'écrivain qui publie un livre, une brochure, un article, n'est point tenu de joindre ostensiblement son nom à son œuvre; il lui suffit de la remettre sous une enveloppe cachetée à l'imprimeur. En cas d'accusation, c'est à celui-ci de le produire.

La loi défend tout écrit irréligieux, toute attaque directe contre le roi et sa famille, toute manifestation injurieuse contre les fonctionnaires du royaume et les puissances étrangères avec lesquelles la Suède est en paix.

Dans les cas de délits ordinaires, le chancelier de la cour, qui a la surveillance générale de la presse, fait saisir le journal et le supprime. Le propriétaire en est quitte pour prendre un autre éditeur responsable et faire une légère modification au titre de la feuille condamnée. C'est ainsi que l'*Aftonblad* (feuille du soir) paraît maintenant sous la dénomination de *Dix-Huitième Aftonblad*. Chaque fois qu'elle a été saisie, elle a seulement changé son numéro. Dans les cas de délits plus graves, le journal est traduit devant un jury composé de neuf membres; il faut au moins les deux tiers des voix pour le condamner.

En étudiant ces institutions libérales, en énumérant tout ce que le gouvernement actuel a fait depuis vingt ans pour le bien-être et le développement progressif de la Suède, en comparant ce qu'elle était en 1808 à ce qu'elle est aujourd'hui, on ne comprend guère au premier abord quels peuvent être les griefs de l'opposition et d'où vient son aigreur. Ce n'est qu'à la longue, et en la suivant de près dans tous ses mouvemens, qu'on finit par reconnaître la pensée qui la dirige et le but qu'elle désire atteindre. Cette opposition représente un élément démocratique encore faible et incertain, mais qui tend cependant à prendre de la consistance et de la force. Depuis la révolution de 1770, le gouvernement oligarchique de la Suède a passé à l'état de monarchie. Cependant toutes ces grandes familles qui formaient autrefois le sénat régent des rois, tous ces noms

illustres du temps de Carl Knudzon et de Gustave Wasa, de Gustave-Adolphe et de Charles XII, subsistent encore et composent un corps puissant et nombreux. Ces familles nobles n'ont plus que quelques vains priviléges; mais elles ont encore l'ascendant que leur donnent leur fortune, leurs alliances et cette sorte de respect héréditaire que, dans les pays même les plus démocratiques, on ne saurait refuser à certains noms. Le roi lui-même, en arrivant en Suède, devait céder à cet ascendant. S'il lisait l'histoire du royaume qu'il était appelé à gouverner, il y trouvait à chaque instant le témoignage de l'ancienne gloire et de l'ancienne autorité des familles nobles. S'il regardait autour de lui, il les voyait investies, par une sorte de droit naturel, des principaux emplois de la cour, de l'armée et de l'administration. Comment aurait-il pu renverser un ordre de choses que la nation elle-même avait accepté depuis un temps immémorial, entrer en lutte avec la partie la plus vitale, la plus puissante de son royaume, et désorganiser tout un système d'administration pour le plaisir de substituer à certains emplois des noms plébéiens à des noms aristocratiques? Le passé et le présent lui traçaient sa route; il respecta la noblesse et lui céda, comme ses prédécesseurs, une part importante dans les affaires.

Cette conduite, que des raisons graves imposaient à Charles-Jean, est devenue un des sujets les plus fréquens de récrimination de la part des hommes de l'opposition. Ils représentent la noblesse comme un corps rétrograde ou tout au moins stationnaire, et tous leurs efforts tendent à diminuer son action, afin d'accroître et de constituer celle de la bourgeoisie. L'opposition reproche aussi au gouvernement de pencher vers la Russie. Ce grief serait grave s'il était fondé, et l'on conçoit parfaitement qu'il puisse réveiller dans l'esprit du peuple de vieilles haines et effaroucher l'orgueil national; mais nous ne connaissons rien qui justifie les reproches que certains écrivains adressent à cet égard au gouvernement, et nous pourrions citer plusieurs faits qui prouveraient tout le contraire, notamment les coups de canon tirés, il n'y a pas long-temps, par la forteresse de Waxholm sur un vaisseau de guerre russe qui refusait d'arborer son pavillon.

Du reste, les journaux de l'opposition, en Suède, ne sont ni anti-constitutionnels ni anti-monarchiques; ils ne demandent que des modifications au système actuel, et regardent comme une dynastie très légitime et très durable la dynastie de Bernadotte. Tout ce que les utopistes de l'ancien régime ont dit de l'avenir du prince Wasa et des révoltes du peuple en sa faveur est parfaitement ridicule. Il n'y a eu de révoltes en sa faveur que dans les colonnes de la *Gazette de France*, qui s'amusait encore, il y a deux ans, à représenter une émeute de mineurs dans une ville où il n'y a pas un seul mineur. Tout ce que M. Laing a écrit dans son dernier ouvrage, au sujet de la dynastie de Suède actuelle, n'est que le travail inconsidéré d'un homme qui, après avoir passé trois ans à faire un livre sur la Norvége, s'est imaginé qu'il pourrait en faire un, dans l'espace de deux mois, sur la Suède (1). Il en est du prince

(1) M. Laing est un Anglais qui vint s'établir, il y a quelques années, en Nor-

Wasa comme de plusieurs autres princes non moins légitimes qui courent le monde. On ne les hait plus, on les oublie; la haine leur servirait peut-être de marche-pied pour remonter sur le trône de leurs ancêtres; l'indifférence arrête leurs démarches et paralyse leur espoir. L'Autriche est là pour leur donner des brevets de colonel. C'est de leur part chose prudente de les accepter. Qui sait si plus tard ils pourraient, en raison de leur légitimité, obtenir la même faveur?

Mais revenons à nos journaux. Le plus important de ceux qui sont entrés franchement dans la voie de l'opposition est l'*Aftonblad*. Il fut fondé, après la révolution de juillet, par un de ces hommes persévérans qui, ayant une fois conçu une idée heureuse, la poursuivent avec opiniâtreté jusqu'à son entière réalisation. Son but était de donner au peuple une lecture attrayante et instructive, de développer de la manière la plus claire et la plus accessible à toutes les intelligences les principes du gouvernement constitutionnel. Il commença par publier une feuille assez frivole en apparence, mais spirituelle et variée. C'était précisément ce qu'il fallait pour exciter la curiosité du grand nombre, et les autres journaux, qui semblaient deviner sous ces dehors modestes la prospérité future de l'*Aftonblad*, contribuèrent encore à son succès en l'attaquant avec violence. Peu à peu, à mesure que cette feuille gagnait des abonnés, l'éditeur, M. Hierta, agrandit son format et prit un ton plus sérieux et plus explicite. Aujourd'hui, ce journal se distingue entre tous les autres par ses attaques vives et hardies contre toutes les négligences ou les abus de l'administration, par ses théories politiques larges et habilement développées. C'est l'antagoniste le plus ardent des prérogatives héréditaires de la noblesse, le défenseur de la bourgeoisie, et l'ennemi déclaré de toute espèce de pacte avec la Russie. Grace à ses vigoureux plaidoyers en faveur des classes moyennes et des classes inférieures, grace au soin qu'il met à varier ses textes, afin d'éclairer, d'émouvoir et de distraire tour à tour ses lecteurs, ce journal a acquis, dans l'espace de quelques années, une immense popularité. Il compte aujourd'hui plus de cinq mille abonnés; jamais aucun journal suédois n'en réunit à beaucoup près un aussi grand nombre.

Le second journal de l'opposition est le *Dagligt-Allehanda* (mélanges journaliers), rédigé par M. Dahlmann. Il a devancé l'*Aftonblad* dans la voie constitutionnelle, mais il ne fait plus que se traîner lourdement à sa suite. C'est une feuille d'un esprit étroit, taquin, humoristique, qui s'attaque surtout aux

vége, visita le nord et le midi de cette contrée, et publia sur ses mœurs, sur sa constitution, un livre qui n'est pas exempt d'erreurs, mais qui est cependant l'un des ouvrages les plus intéressans et les plus judicieux qui aient paru sur cette partie de la Scandinavie. Le succès de cette publication l'éblouit. Il fit comme mistress Trollope, qui, après son tableau de l'Amérique, échoua dans celui de la France et de l'Allemagne. Au mois de juin 1838, il partit pour la Suède, passa quelques jours à Stockholm, s'embarqua sur *le Norrland* pour Torneo, et à la fin de l'été écrivit sur la Suède un gros volume in-8° en partie complètement nul, et en partie complètement erroné.

petits évènemens de chaque jour, qui s'en prend aux hommes plutôt qu'aux idées, s'insinue dans l'intérieur des bureaux pour y trouver un sujet de critique, et se figure qu'il travaille au progrès des lumières quand il a lancé une personnalité que la moindre menace le force à réparer le lendemain.

Dans les rangs de l'opposition, il faut citer encore le journal qui a pour titre *Freya,* bien qu'il ait parfois viré de bord comme un flibustier, et attaqué ses confrères en libéralisme avec tout autant d'ardeur qu'il en met ordinairement à attaquer le ministère. C'est une petite feuille vive et spirituelle, mélangée de politique et de littérature, de prose et de vers, peu répandue et peu redoutable au fond, mais assez amusante à lire.

Le gouvernement n'a pour lui que deux journaux, la *Minerve* et le *Statstidning* (journal de l'état). La *Minerve* paraît deux fois par semaine, en petit format in-4°. C'est une espèce de catéchisme politique très prétentieux, très lourd et très monotone. Beaucoup de personnes le regardent comme le journal officiel du comte de Brahe. Quant à moi, je ne puis croire qu'un des plus grands seigneurs de Suède, et l'un des hommes les plus aimables qui existent, consente jamais à prendre pour interprète de sa pensée une feuille aussi peu lue et aussi dénuée de toute influence.

Le *Statstidning* paraît, comme les deux grands journaux de l'opposition, tous les jours, excepté le dimanche. Il serait difficile de trouver quelque part un journal officiel plus dépourvu de tact et de courage que celui-ci. Placé en face de deux feuilles qui oublient assez souvent d'être prudentes, il pourrait se faire un très beau rôle, en s'attachant seulement à combattre leurs exagérations, ou à flétrir leurs calomnies; mais il semble condamné à un état perpétuel de somnolence. Il ne sait ni prévenir une agression, ni attaquer, ni se défendre, et souvent même il se rend coupable de graves maladresses. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'époque où les journaux de l'opposition accusaient le plus vivement le gouvernement suédois de se laisser aller aux cajoleries des Russes, le *Statstidning* se mit à publier une longue série d'articles élogieux sur la littérature russe. C'est ainsi que, quand les journaux de l'opposition s'emparaient avec avidité de l'ouvrage de M. Laing, pour le commenter dans leur intérêt, et pour en reproduire les passages les plus hostiles au gouvernement, le *Statstidning* n'eut pas même la pensée de prendre sous un autre point de vue ce même livre, qui alors faisait scandale, et d'en faire voir clairement la fausseté et l'ignorance. Plusieurs fois les amis du gouvernement lui ont représenté la nécessité de renier ce journal comme journal officiel, ou de le reconstituer sur d'autres bases. Je ne sais quelle influence secrète l'a emporté sur leurs sages conseils : le *Statstidning* a continué à vivre comme par le passé, et n'a pas changé d'allure.

Les journaux des provinces sont en général fort insignifians; la plupart sont rédigés par les recteurs ou les professeurs des gymnases, et soumis à la surveillance d'un fonctionnaire auquel le chancelier de la cour délègue ses pouvoirs. Ces journaux se bornent à reproduire les nouvelles de la capitale, et y joignent celles de leur district. On en compte environ une quarantaine. Quatre

à cinq seulement sont dans le parti de l'opposition. Les autres suivent sans hésiter la marche du gouvernement.

Le prix des journaux, en Suède, est moins élevé encore qu'en Danemark. Ceux de Stockholm, qui paraissent six fois par semaine, ne coûtent pas plus de 20 francs par an. Ceux des provinces, qui paraissent deux ou trois fois par semaine, coûtent 8 à 10 francs, et celui de Hernœsand, le plus septentrional de tous, ne coûte que 4 francs. Les annonces se paient un ou deux sous par ligne. Il résulte de cet excessit bon marché que les colonnes des journaux, des grands comme des petits, sont inondées d'une foule de réclames, d'avertissemens, de prospectus qui enlèvent à ces feuilles une place qu'elles pourraient employer bien plus utilement à traiter des questions de politique, de littérature ou d'industrie.

Les abonnemens se font par les directeurs des postes, qui sont personnellement intéressés à distribuer avec exactitude les numéros dont ils sont chargés. Malheureusement les moyens de communication ne sont ni très rapides ni très fréquens. La poste n'arrive à Upsal, la capitale scientifique de la Suède, que deux fois par semaine, plus loin tous les huit jours, à Torneo tous les quinze jours, et à l'extrémité septentrionale du royaume une fois par mois.

La partie littéraire de la presse n'est pas mieux représentée en Suède qu'en Danemark. La guerre des classiques et des romantiques ayant cessé, les journaux qui leur servaient d'organe, *l'Aurore, le Polyphême*, *l'Iduna*, ont disparu l'un après l'autre de l'arène, comme des champions qui, n'ayant plus d'adversaires à combattre, déposent les armes et se retirent dans leurs foyers. Il y avait cependant encore dans ces derniers temps à Upsal une *Revue* mensuelle, qui se distinguait par des tendances sérieuses et une certaine élévation de talent; mais elle est tombée pour faire place à une pauvre petite feuille intitulée *Eos*, qui ne publie que de pâles lambeaux de vers et d'ignorans bulletins.

Geiier l'historien a rédigé à lui seul pendant deux années un recueil mensuel de critique, dans lequel il a tour à tour abordé, avec son beau talent et sa profonde sagacité, les plus hautes questions de littérature, d'histoire et d'économie politique. Malheureusement il n'avait pour but que de parcourir un cercle d'études déterminé, de dire son opinion sur un certain nombre de choses. Ce cercle est parcouru : il le quitte, et retourne à ses chroniques nationales.

Les journaux politiques n'ont point de feuilleton régulier. De temps à autre seulement, ils publient un article de critique, une traduction de nouvelle, un récit de voyage. Dans le *Dagligt-Allehanda*, cette partie littéraire est ordinairement d'une niaiserie désolante. Dans le *Statstidning*, elle a encore toute la raideur et la sécheresse des vieilles formes classiques; dans *l'Aftonblad*, elle est plus spirituelle et plus variée.

En Norvége, la presse est libre. Nul citoyen, dit l'article 9, § v, de la constitution, ne peut être mis en accusation pour avoir publié ou répandu un écrit quelconque, à moins que cet écrit ne porte atteinte aux lois, à la religion, aux mœurs, au gouvernement constitutionnel, ou qu'il ne renferme des asser-

tions fausses et déshonorantes contre un individu. Il est permis à chacun d'exprimer librement son opinion sur la marche du gouvernement et sur toute autre question.

Il n'y a en Norvége ni droit de timbre, comme en France, ni droit d'annonces, comme en Angleterre. C'est le directeur de la poste qui fait lui-même les abonnemens. On lui remet les feuilles au moment où elles sortent de la presse, sans enveloppe et sans adresse, et il les expédie ainsi à ses correspondans. La taxe de la poste est basée sur le prix de l'abonnement. Pour un journal qui coûte 25 francs par an, la poste perçoit 5 francs; s'il en coûte 50, elle perçoit un dixième en sus; s'il en coûte 75, elle ne reçoit plus qu'un quinzième en sus, et ainsi de suite. La moitié de cette taxe appartient au directeur de la poste, l'autre moitié entre dans la caisse de l'état.

Il y a en Norvége vingt-quatre journaux politiques et huit recueils périodiques consacrés à la médecine, à la jurisprudence, à l'agriculture, etc. Le *Morgenblad* (feuille du matin) et le *Constitutionnel* de Christiania sont les seuls qui paraissent chaque jour. Le premier représente l'élément démocratique dans sa plus grande extension; le second s'en tient au développement progressif des idées libérales. Le *Morgenblad* est écrit parfois d'une façon un peu vulgaire; le *Constitutionnel* est plein de mesure et de dignité. Dans les occasions où il l'agissait de défendre les droits de la Norvége, il a su prendre une attitude ferme et imposante; dans celles où il ne s'agissait que de la Suède, il a su exprimer son opinion en conservant une sage réserve. Les principaux rédacteurs de cette feuille sont MM. Stang, Schweighauser et Motzfeld. MM. Munk et Velhaven lui donnent de temps à autre quelques jolis feuilletons.

Les journaux exercent en Norvége une grande influence, car ils pénètrent dans les habitations les plus isolées et sont lus par tous les paysans. Nous avons vu plus d'une fois, dans une pauvre ferme écartée de la grande route, éloignée de tout village et de toute ville, le laboureur lire le soir les feuilles politiques pour se reposer de ses travaux, et nous avons reçu, au pied du cap Nord, des nouvelles de France par un bateau pêcheur qui apportait les journaux de Christiania dans l'habitation la plus septentrionale du monde.

Toute la jeune presse scandinave, enfantée, comme nous l'avons dit, par le mouvement révolutionnaire de la France, porte encore l'empreinte de son origine, et se tourne de notre côté comme le disciple du côté de son maître pour obtenir un conseil dans les cas douteux, un appui dans les circonstances difficiles. La presse ancienne obéit depuis long-temps à la même influence. Les écrivains étudient avec soin ce qui se passe parmi nous, et puisent tour à tour dans nos journaux ou un nouveau sujet de thême politique, ou un nouvel argument en faveur de leur ancienne théorie. Ceux-ci s'appuient sur le *Journal des Débats*, ceux-là sur *le National;* mais à quelque opinion qu'ils appartiennent, tous portent la même attention du côté de la France. Tous comprennent que c'est là le centre des idées qui agitent aujourd'hui le monde, le foyer d'où partent les rayons de lumière, le sol qui renferme les fruits de l'avenir. C'est un fait que je n'exprime qu'en passant, et que les journaux du Nord

répètent sans cesse de mille manières différentes. Les nouvelles de la France occupent constamment dans leurs colonnes la première place, les débats de nos chambres y sont rapportés jour par jour en détail. Le nom de chacun de nos hommes d'état, et pour ainsi dire de chaque député, est aussi connu là-bas que parmi nous, et un beau discours de M. Thiers ou de M. Guizot retentit à Stockholm et à Christiania proportionnellement autant qu'à Paris.

Le même empressement à accueillir tout ce qui vient de la France se manifeste en littérature comme en politique. Partout on reproduit nos feuilletons, on fait de longs extraits et de longues traductions de *la Revue des deux Mondes* (1), on publie des éditions populaires de nos romanciers. Partout on demande des détails sur nos écrivains, sur leur manière d'être, sur ce qu'ils ont fait et sur ce qu'ils se proposent de faire. Certaines sociétés désœuvrées tombent, il est vrai, à cet égard dans des préoccupations puériles; mais il y a çà et là des cercles choisis où l'on recherche la littérature vraie et sérieuse, et des œuvres périodiques où l'on mesure avec discernement le mérite de nos écrivains. Comme une preuve de ce fait, je pourrais citer plusieurs articles très judicieux de la *Revue* mensuelle (*Maaneds tidskrift*) de Copenhague, et des dissertations académiques d'Upsal, dans lesquelles, tout récemment encore, on rendait un légitime hommage à quelques-uns de nos auteurs actuels, et notamment à M. Sainte-Beuve.

En définitive, sous le rapport intellectuel, la presse du Nord ne peut pas être comparée à la nôtre. Elle n'a ni sa verve, ni son ardeur, ni sa puissance, et il est facile d'en expliquer la raison. D'abord cette presse est née d'hier, et les hommes qui y travaillent sont jeunes aussi. Ils ont fait leurs premières armes dans cette grande joute politique qui éclata de par le monde au coup du clairon de nos trois journées. La plupart de ceux que nous avons cités étaient encore complètement inconnus il y a huit ou dix ans. C'étaient des avocats, des professeurs qui n'avaient rien écrit, ou tout au moins rien publié, et dont la célébrité date du jour où ils sont entrés ouvertement dans la carrière du journalisme. Leur tentative fut hardie, et leur succès plus grand peut-être qu'ils n'auraient osé l'espérer. Mais on comprend très bien qu'une presse aussi récente n'ait pas encore tout l'ascendant qu'elle doit probablement acquérir un jour. C'est un pouvoir qui s'essaie, qui se trace sa route et cherche ses partisans. Le peuple regarde déjà les journaux comme un soutien, mais non pas comme une autorité. C'est une satisfaction pour lui de les lire; ce n'est pas encore un besoin. Il faut observer en outre que cette presse du Nord est arrêtée dans son essor par des entraves qu'elle ne parviendra à surmonter que lentement, par la patience et la ténacité. En Danemark, elle a contre elle les lois de censure et les règlemens de poste; en Suède et en Norvége, le défaut, ou tout au moins

(1) En reproduisant les articles de nos *Revues*, les journaux du Nord nomment au moins les écrivains qu'ils traduisent, ou le recueil auquel ils font des emprunts. En Allemagne, on n'a pas toujours la même loyauté. M. Lewald, à Stuttgardt, a publié dans son *Europa* plusieurs articles de nos collaborateurs sans en indiquer la source, s'en attribuant sans façon tout le mérite.

la lenteur des communications, et la difficulté de se répandre à travers une population disséminée sur une immense surface. Pour que les journaux produisent un effet réel et instantané, il faut qu'ils agissent coup sur coup, comme les béliers des anciens sur les murailles d'une forteresse, et qu'ils tombent au milieu d'une nombreuse agglomération d'hommes. Il faut des échos à cette voix sonore, des quartiers de roc à ce levier puissant, et non pas des grains de sable. Quelle action peuvent-ils produire lorsqu'ils s'en vont, à des intervalles irréguliers, chercher à de longues distances l'une de l'autre quelques bourgades, ou quelques maisons isolées? Assurément ce ne peut être qu'une action très faible en commençant et très lente. Cependant aujourd'hui l'élan est donné, c'est un fait qu'on ne peut plus méconnaître. Les hommes du Nord se sont émus à ce cri de réforme politique qui retentit dans leur cœur, comme le cri de réforme religieuse retentit jadis dans celui de leurs ancêtres. La censure sera-t-elle plus forte que ce besoin instinctif d'émancipation qui gagne tous les peuples? Nous ne le croyons pas. La presse du Nord n'est d'ailleurs pas placée sous la domination de deux tyrans. Tant s'en faut. Les rois de Suède et de Danemark essaieront sans doute de réprimer, par de sages mesures, les injustices ou les exagérations de la presse; mais nous sommes bien convaincu qu'ils ne voudraient ni la bâillonner ni l'anéantir. Ainsi la presse du Nord suivra sa mission. Maintenant quel sera son résultat, et quel but atteindra-t-elle? C'est le problème que l'on pose de tous côtés. Nous n'oserions pas plus le résoudre sur les bords du Sund que sur les bords de la Seine. Les journaux doivent-ils développer en Suède et en Danemark l'élément démocratique au point d'amener ces deux pays au niveau de la Norvége sous le rapport des idées libérales? Ce résultat, s'il doit jamais avoir lieu, nous semble encore si éloigné, que nous ne faisons que l'indiquer. Les trois royaumes scandinaves en viendront-ils, par ce frottement continu des idées, par ce travail de la presse, à un état d'homogénéité politique qui leur fasse désirer et leur permette de se réunir en faisceau comme autrefois, et de ne former qu'une seule puissance? Je sais qu'il y a maintenant en Danemark un parti assez nombreux, un parti jeune et ardent, qui rêve cette nouvelle union de Calmar. Si jamais ce projet était sur le point de se réaliser, l'Angleterre, qui tient à isoler le Danemark pour le tenir sous sa dépendance, et la Russie, qui tend à affaiblir la Suède pour la maîtriser, laisseraient-elles ces deux pays s'allier l'un à l'autre et se fortifier par l'adjonction de la Norvége? Telle est la question, question grave et qui intéresse à un haut degré la politique de l'Europe entière, mais qui me semble encore si lointaine et si indéterminée, que je me contente de la poser sans oser y joindre la moindre hypothèse.

Je ne puis terminer ce tableau, ou, si l'on veut, cette esquisse des journaux scandinaves sans dire quelques mots des journalistes. Comparée à celle de nos écrivains, leur position est bien humble et en apparence excessivement restreinte; mais au moins elle est calme et garantie contre toutes les vicissitudes de la vie aventureuse. Quiconque là-bas veut écrire doit, avant tout, avoir ou une fortune à peu près indépendante ou une place, car la presse ne lui don-

nerait que des moyens d'existence très précaires et vraisemblablement très insuffisans. La plupart de ceux qui rédigent les journaux dans le Nord sont professeurs, ou avocats, ou rentiers. L'état de simple homme de lettres n'existe ni Stockholm, ni à Copenhague. On tâche de se créer d'abord une position honnête et assurée, et l'on devient journaliste, non point par calcul ou par vanité, mais par goût et par conviction, car les bons habitans des contrées scandinaves n'ont pas encore appris à tarifer le cours de leur conscience et à mettre en adjudication leur plume. Ils ignorent tout ce que peut valoir une bonne rame de papier, employée, selon les circonstances, à défendre un système ou à l'attaquer de front. S'ils se trompent, comme nous, sur la valeur de leurs théories et l'avenir de leurs idées, ils se trompent de bonne foi. Ils disent ce qu'ils pensent, et, quand ils se sont rangés sous un drapeau, ils lui restent fidèles. Il y a des gens parmi eux qui regardent encore l'opinion politique comme une idée sainte, et qui ne peuvent pas se figurer que ce soit tout simplement une espèce de marchandise à laquelle on donne à certaines époques un autre nom, une autre couleur, et que l'on vend au grand marché de la presse, comme une denrée indigène ou coloniale. Le fait est qu'à part le libelliste Crusenstolpe, qui, après avoir long-temps vanté les bienfaits du gouvernement suédois, s'essaie aujourd'hui à le tourner en dérision dans ses pamphlets, on ne citerait peut-être pas un seul écrivain qui ait eu l'audace de renier publiquement les principes qu'il avait défendus et d'attenter à l'autel qu'il avait élevé. Du reste, il faut le dire, les habitudes modestes des hommes du Nord servent elles-mêmes de garantie à leur moralité. Quelle séduction l'argent pourrait-il exercer dans un pays où chacun ne demande qu'à vivre paisiblement au milieu de son cercle de famille, où les ministres se croient riches avec un traitement inférieur à celui de nos plus petits préfets, où Berzelius, l'illustre Berzelius a, par le cumul de deux places, 4,000 francs d'appointemens?

X. Marmier.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XXXIV.

Hégésippe Moreau.

De tout temps les poètes ont accusé la société de méconnaître leur génie et d'être sourde à leurs accens, comme par une sorte d'instinct amer qui paraît être leur privilége: mais jamais peut-être cette accusation n'a été prononcée plus fréquemment et avec autant de force que de nos jours. De telles plaintes de la part d'aussi grands esprits que les poètes méritent d'être considérées avec attention. S'il était vrai que la société eût à se reprocher les torts qu'on lui impute envers la plus noble portion d'elle-même, on ne saurait trop lui jeter l'anathème qu'elle aurait justement encouru; car la société, qui doit protection et secours à quiconque remplit ici-bas sa tâche même la plus

humble, est redevable envers le poète de quelque chose de plus encore que la vie matérielle, c'est-à-dire de la gloire qui est le pain de l'ame. Toutefois, nous pensons qu'il se commet trop souvent à ce sujet une méprise qu'il importe de relever; si je ne me trompe, les poètes ont mis bien des fois la poésie en cause là où réellement elle n'avait point à faire, et plus d'un a plaidé pour des griefs personnels plus ou moins contestables sous prétexte des intérêts de l'art toujours sacrés. Quant au petit nombre des poètes qui n'ont point trouvé de leur vivant la récompense due à leur génie, peut-être, à y regarder avec soin, trouverait-on que la faute provient d'eux-mêmes à quelques égards.

Je ne veux pas prétendre que tout soit pour le mieux en ce monde, et que nul n'ait droit à se plaindre du partage de sa destinée. Il y a parfois ici-bas, je le sais, de fatales iniquités, des méconnaissances funestes dont le cœur doit gémir, et qui tiennent à l'imperfection même des choses humaines. Il arrive tel cas où la force aveugle triomphe de la faiblesse intelligente, où le fait écrase impitoyablement le droit le plus saint, qui le nie? mais plus souvent encore, nous le pensons, on pourrait accuser des plaintes gratuites, des agitations prématurées; en bien des rencontres, tout au moins, la défaite est provenue d'une soumission trop facile, d'une insistance trop faible à poursuivre la victoire. Dans la société actuelle, si mauvaise qu'on la fasse, il existe sans contredit une place réservée pour chaque génie souverain, pour tout mérite décisif. Seulement, cette place est à la condition qu'on saura la conquérir par les patientes luttes du travail et de la volonté; elle sera d'autant plus infaillible qu'on ne se laissera point arrêter par les petites injustices, les mécomptes passagers, les retards inévitables qui semblent le prélude naturel de chaque vie, et en forment comme un seuil redoutable qu'il faut d'abord franchir.

Même à l'encontre de la poésie, la société actuelle ne me paraît point aussi coupable qu'on a voulu la représenter. Assurément, notre époque est loin de réaliser l'âge d'or de la poésie. Je dirai bien plus : par ses tendances et par son rôle dans la sphère dominante des intérêts matériels, notre époque me paraît peu favorable à l'inspiration poétique. Mais c'est peut-être par cela même qu'elle est plus portée à reconnaître et à admirer les poètes, j'entends ceux qui sont vraiment dignes de ce nom. Loin que les hommes d'aujourd'hui veuillent, à l'exemple de Platon, chasser les poètes de la république, ils les acceptent, ils les appellent de tous leurs vœux, et d'autant mieux que leur engendrement est plus rare et plus diffi-

cile. Je ne voudrais d'autre preuve de notre amour sincère pour la poésie que cette haute renommée ou cette popularité rapide que s'est acquise de nos jours un nombre passable de poètes, seulement en France. Le public n'a-t-il pas adopté, en définitive, et avec des sympathies plus ou moins faciles ou choisies, le barde des *Messéniennes* et celui du *Vieux Drapeau*, le poète des *Harmonies* et celui des *Orientales*, le chantre d'*Éloa*, l'auteur des *Consolations* et celui de la *Curée*, et cette charmante muse des *Contes d'Espagne et d'Italie?* Je ne parle pas de quelques autres moins haut placés qui ont eu aussi leur succès sans trop attendre. Il a suffi d'une veine poétique un peu prononcée pour aussitôt être mis en jour. Plus d'une jeune femme, avec quelque grace dans le sentiment ou quelque mélodie dans la voix, a bien vite cueilli son laurier et tressé sa couronne, au-dessous de Mme Valmore. Nous ne sommes donc pas si indifférens qu'on veut bien le dire à la Muse. Seulement notre fibre souvent excitée est devenue quelque peu rebelle à l'émotion; car, chose singulière, au moment où l'on accuse le plus la société d'insensibilité et de prosaïsme, on lui adresse sans fin et sans cesse les produits d'une inspiration dont on lui refuse l'intelligence. Parmi tous ces témoignages si nombreux et si divers de l'activité poétique, on conçoit que le public tienne à choisir; or, pour cela, un peu de temps et de réflexion est nécessaire. Malheur à celui qui ne peut attendre jusqu'à ce que sa voix sonore ait enfin percé tout le bruit confus qui se fait autour d'elle!

Ce ne sera pas un des moindres caractères de notre temps que cette fièvre d'impatience qui nous consume et se déclare en toutes choses. Chacun veut escompter au plus vite son mérite et sa gloire; on n'attend pas même au lendemain. Le présent est tout, l'avenir rien ou très peu. La réalité actuelle a déshérité l'espérance pourtant si douce au cœur de l'homme. Le grain est à peine semé qu'on veut recueillir la moisson. Le labeur de la journée n'est pas encore fini qu'on attend le salaire. Particulièrement les poètes paraissent doués de ce funeste aiguillon qui les pousse sans cesse et trop souvent les égare. L'impatience, mêlée d'orgueil, produit bientôt le découragement et l'amertume. Alors, comme les résultats n'ont pas répondu aux pressentimens de l'ambition, comme la gloire, fruit amer et tardif, n'a pas donné la saveur espérée pour avoir été goûtée trop vite, on maudit la société et l'on meurt. C'est là l'histoire d'une foule d'esprits avortés, depuis Chatterton jusqu'à Escousse, qui ont manqué leur destinée pour la vouloir hâter trop, et qui, modernes

Icares, ont vu leurs ailes fondre au soleil dans un essor précoce. Un moment surtout, cette impatience et ce découragement ont pris parmi nous un caractère en quelque sorte contagieux, alors qu'un de nos poètes les plus gracieux et les plus élégans voulut idéaliser sur la scène le suicide orgueilleux de cet enfant de génie qui sut dérober l'antique vêtement du moine Rowley. M. Alfred de Vigny, par son magnifique drame plus poétique que vrai, amnistia sans y songer de fâcheuses tendances qu'il eût mieux valu contredire.

Il y a eu aussi, de nos jours, bien des illusions touchant ce que peut rapporter la poésie à ceux qui la servent, sur ce qu'elle peut leur promettre de fortune, d'honneurs et d'avantages matériels de toute sorte. On s'est dit avec une apparence de raison que, puisque la poésie était le plus magnifique don de l'homme et sa plus noble occupation, elle devait aussi lui réserver les plus belles récompenses; et, à cet égard, on est allé bien au-delà des espérances même les plus permises. Le succès éclatant de quelques élus de la poésie contemporaine a ébloui bien de faibles yeux. Plus d'un jeune ambitieux, en ses nuits agitées, a rêvé peut-être les ambassades de Châteaubriand, les résidences seigneuriales et les pèlerinages fastueux de Lamartine, toujours, à coup sûr, les élégans et riches loisirs de Victor Hugo. Nuls ne se sont dit que ces hommes, dont ils enviaient la condition, étaient de magnifiques et rares exceptions, autant par le succès que par le génie, et que d'ailleurs tel d'entre eux avait trouvé l'opulence assise dans son berceau. Ils n'ont pas vu que si l'or peut éclater aisément dans la couronne qui ceint le front du poète, rarement il brille dans sa main et s'attache à ses pas. Ils n'ont pas compris qu'il faut d'ailleurs bien des vers chantés à l'oreille de la fortune, bien des coups retentissans frappés à sa porte, pour l'éveiller et la faire marcher à la suite de la poésie comme une humble servante. Ç'a été une grande erreur et une erreur souvent funeste pour ceux qui pratiquent la poésie, de croire qu'il suffit de quelques strophes, même bien inspirées, pour leur conquérir l'existence, et de fonder sur les capricieux élans de la Muse le pénible édifice de leur condition sociale.

Cette préoccupation de lucre, cette supputation de gain en matière de poésie, sont chose d'autant plus pernicieuse qu'en ce moment on n'est que trop enclin à faire métier de vers et à trafiquer de l'inspiration. L'industrialisme poétique, ce dernier mot de la corruption générale, a jeté son venin sur les œuvres contemporaines, comme ces impures chenilles qui souillent le calice des plus belles fleurs. Il semble que la poésie doive réaliser pour la plupart une sorte de

mont fertile en veines sans cesse exploitées. Et ce n'est pas seulement la masse des poètes vulgaires qui pratique ces abusives tendances, mais les chefs même, ceux qui jadis furent élus, s'y adonnent par émulation, et fomentent de plus en plus le mal autour d'eux. A peine si quelques chastes esprits, deux ou trois peut-être, se montrent fidèles au vrai sanctuaire, gardant en eux-mêmes la religion de la poésie, et attendant en recueillement que l'heure de l'inspiration soit venue. Le reste, obéissant à je ne sais quelle rivalité misérable de vogue et de débit, ou à quelle puérile satisfaction d'occuper à tout propos l'attention de la foule, ne craint pas de produire au grand jour la Muse à peine vêtue, sans remords pour sa sainte pudeur outragée. Il s'agit bien plus d'être à pair pour le nombre des volumes, et de faire monter jusqu'à 500,000 francs l'enchère des œuvres, qu'il n'est question d'honorer son génie en parlant au cœur des hommes. Par là on est arrivé bien vite à faire tomber la poésie au dernier rang, non-seulement par ses propres exemples, mais encore par l'indifférence et le mépris qu'on n'a pas hésité de professer en principe. Il en est qui, préférant tout à coup l'agitation du monde extérieur aux paisibles joies de l'ame, le forum à l'asile saint, et le clapotement des publiques discussions aux mystérieux entretiens de la pensée, ont voulu faire de la poésie, cette reine du monde, une sorte d'humble vassale, ou même une courtisane passagère. Mais d'ailleurs ces infidèles amans de la poésie n'ont pas tardé à recevoir la peine de leur trahison. Plus d'un ange déchu, après avoir traîné tout à terre sa robe de lin, n'a pu remonter au sublime empyrée; il semble que la vue des choses infimes d'ici-bas l'ait déshérité de jour en jour des contemplations célestes. Pour ceux-là qui, une fois, ont méconnu la voix de la prêtresse, il n'y a plus eu dès-lors de bois sacré, plus de nymphe Égérie, plus de divins oracles. Contempteurs de l'inspiration, à son tour l'inspiration les a délaissés. Il serait donc particulièrement utile de séparer, d'abstraire la poésie de tous les vains désirs, de tous les espoirs illégitimes qui l'accompagnent, et de la maintenir dans toute la pure intégrité de son désintéressement natif.

Je ne suis pas assurément de ceux qui refusent au poète le droit d'être riche, et le rejettent comme un paria indigne des bienfaits sociaux. Je crois, au contraire, qu'il faut se féliciter lorsque le poète, en dépit de tout, conquiert la fortune, à cette condition pourtant qu'il usera de ses faveurs pour honorer sa Muse, non pour la corrompre et l'amollir. Mais j'adhère encore moins à ceux-là qui s'indi-

gnent et réclament à cor et à cris contre la pauvreté du poète, lorsque celle-ci devient son partage inévitable, c'est-à-dire lorsque le poète n'a pu élever la main jusqu'à ces fruits d'or qu'il n'est donné à personne de cueillir à coup sûr, et que le hasard départit le plus souvent. Pourquoi le poète ne saurait-il rester dans la pauvreté comme il sait parfois aller vers la richesse? Il ne faut pas qu'on croie que la poésie est un marchepied complaisant, une voie infaillible pour arriver aux aises et aux jouissances de la vie. La poésie apparaît bien plutôt comme un sacerdoce qui veut être accepté avec ses devoirs, ses charges, ses périls, en un mot, tout son ministère saintement dévoué. Je dirai plus, elle est un culte spontané, involontaire, qui repousse tout calcul et toute arrière-pensée profanes. Le sentiment poétique se suffit dans sa propre essence. Si le poète est un de ces instrumens sonores qui résonnent d'eux-mêmes, librement, par le privilège de leur nature, sans excitation extérieure, il chantera même dans la nuit, même dans l'abandon, même dans la misère. Il ne faut pas oublier qu'Homère mendiait en composant ses épopées sublimes. Le poète sincère et vraiment inspiré saura trouver toute joie et toute consolation au sein de la poésie seule. Quant aux nécessités matérielles de la vie, le travail des mains y pourvoira, il donnera la nourriture du corps, comme la poésie donne l'aliment de l'ame.

On m'objectera, je le sais bien, que le travail vulgaire est un joug pesant que le poète ne peut supporter; mais, pour ma part, je n'ai jamais cru sérieusement à cette incompatibilité prétendue du labeur physique et de l'exercice intellectuel. Plus d'un exemple célèbre nous prouverait au besoin que la poésie sait se vêtir de bure tout comme de pourpre, et peut habiter la ferme aussi bien que le palais. Loin que le travail du corps ôte rien à l'intelligence, je supposerais au contraire assez volontiers qu'il l'enrichit d'une faculté austère et concentrée qu'elle n'eût point acquise au milieu des satiétés énervantes du loisir. Le poète qui travaille de ses mains chante peu, il est vrai; mais ses inspirations trempées au creuset de la souffrance et d'une lente réflexion, moins jetées à tout hasard et à tout vent, doivent s'empreindre d'une force et d'une originalité toutes particulières. Après la poésie qui conquiert par l'omnipotence de son prestige toutes les suprématies et tous les honneurs de ce monde, je n'en sais pas de plus belle et de plus digne que celle qui vit humblement au fond de l'atelier. A côté de Châteaubriand faisant du génie une sorte de royauté européenne devant laquelle les plus hauts s'inclinent, j'admire l'Écossais Burns conservant à la poésie tout son

éclat dans l'humilité. Burns, poète et laboureur, sachant être à la fois grand et simple, calme et inspiré; Burns, recevant sa Muse éclatante d'or dans un recoin obscur de la ferme, me semble réaliser le plus beau idéal du poète populaire.

Après tout, est-il absolument indispensable de s'asservir sans partage au démon du vers, d'exercer la poésie à l'état mercenaire, et de donner en toute hâte forme d'in-octavo à ses inspirations? Ne saurions-nous posséder le feu sacré qu'à la condition d'exposer publiquement chaque jour les titres de notre puissance secrète? Lorsque le destin n'a point départi au poète la liberté de chanter à toute heure, et de donner à loisir une forme à sa pensée, pourquoi le poète ne garderait-il pas d'abord pour lui seul, au fond de son cœur, ses inspirations chéries, satisfait de l'émotion et du bonheur qu'elles lui donnent, en vue de sa perfection morale? Estimons ceux-là qui, en attendant mieux, se résignent à épancher les trésors de leur poésie intérieure sur tout ce qui les entoure, qui tentent de lui donner un but moralement pratique. Ces hommes modestes font servir la poésie à embellir l'amour, l'amitié, les sentimens de famille, à rehausser l'idée du devoir; ils sont poètes dans l'intimité du foyer, dans l'accomplissement de leur tâche de chaque jour; ils sont poètes par le sentiment et par l'action, jusqu'à l'heure où ils pourront l'être par la pensée et par la formule. La poésie, renfermée à propos, comme certaines plantes séchées dans le tiroir, embaume souvent tout un intérieur. D'autres, semeurs prédestinés du champ littéraire, se détournent sans en sortir, quand la moisson poétique ne rend pas, et trouvent encore à jeter leur grain en quelque sillon fertile. Au besoin ils émaillent le terrain de la critique si aride au premier abord, mais qui pourtant ne se refuse pas aux fleurs semées par places choisies et discrètes. En un mot, quand la faculté poétique est bien réellement en nous, elle trouve toujours son issue, son emploi, sa fécondation, elle peut se transformer, mais non jamais périr. Si le monde perd ainsi quelques beaux vers qui demeurent refoulés dans la partie la plus secrète de l'ame, et qui n'éclateront peut-être jamais, il gagne d'autre part des existences paisibles, sereines, qui concourent à l'harmonie générale, au bien-être commun. Or, il y a plus de courage, croyez-le bien, à renoncer à sa Muse, à enfouir résolument ses plus chères espérances, qu'il ne peut y en avoir à poursuivre sa gloire personnelle au milieu des plus dures épreuves.

N'en doutons pas, c'est pour avoir méconnu les nécessités de la vie pratique, pour s'être obstinés en un dédain vaniteux et imprévoyant, que tant de poètes ont été déshérités du bonheur et de

l'épanouissement complet de leurs facultés. La fougue des aspirations sans frein a concouru plus que toute autre cause à enfanter ce long martyrologe poétique où chaque nation compte quelque expiateur, où l'Allemagne est représentée par Günther (1), où l'Angleterre lit Savage, Collins, Chatterton, où la France regrette Malfilâtre, Gilbert, sans parler de bien d'autres plus obscurs, qui n'ont pas même acquis, par leur mort lamentable, la célébrité objet de leurs désirs. Parmi cette myriade d'enfans égarés qu'une vocation parfois douteuse précipite fatalement dans les bras de la Muse, on me laissera plaindre pourtant cette triste Élisa Mercœur, que l'ambition d'écrire et trop de confiance en d'imprudentes flatteries arrachèrent à sa paisible Bretagne, pour la jeter sur le sol dévorant de la littérature parisienne, où elle périt bientôt victime de son erreur (2). Mais combien ne doit-on pas déplorer davantage la funeste précipitation de ces hommes qui éteignent dans les noires vapeurs du découragement des lueurs d'un talent vrai auquel l'avenir promettait quelque gloire!

Quant à ceux-là qui, marqués au front du signe divin et déjà couronnés de la main des hommes, quittent l'arène après quelques efforts triomphans, après quelques palmes cueillies, lassés avant l'heure, ou trop tôt dédaigneux d'une glorieuse mission, ils nous paraissent faillir plus encore à la tâche imposée. Il n'est point rare, par malheur, que de jeunes hommes (nous en pourrions citer), doués des mille dons poétiques, tout à coup, à peine la première œuvre accomplie, à peine la carrière ouverte devant leurs pas, se retirent futilement soit dans l'aride contemplation d'eux-mêmes, soit dans l'égoïste satisfaction d'un loisir prématuré. Déjà ils s'endorment au bruit des derniers applaudissemens, sur leurs couronnes tressées à demi, à côté de leur lyre détendue et toute frémissante encore; ou bien, insoucieux, ils s'ébattent au loin, imaginant dans leur paresse, si ce n'est dans leur folie, que c'est assez du tribut offert, qu'ils ont pris assez de part à la mêlée, et que le monde doit désormais tous ses hommages à leur génie infécond ou dissipé. Comme si la mission du poète durait seulement quelques heures, et devait se borner à quelques

(1) En Allemagne pourtant, les circonstances sociales sont un peu différentes, et ce fonds naïf et bon du caractère allemand, ce cordial *gemuth*, laisse plus de jeu au poète que dans les civilisations égoïstes et raffinées d'Angleterre et de France.

(2) Un autre poète, jeune encore et aussi Breton, Émile Roulland, expirait, dit-on, le jour même de la représentation du drame de M. de Vigny, à quelques pas du Théâtre-Français.

chants interrompus par un soudain caprice; comme s'il était bien permis d'émousser dans le silence une parole armée pour les nobles clameurs de la lutte, et de laisser, par sa désertion, le monde en proie aux médiocres et aux pervers. Ainsi, tandis que les impuissans s'obstinent, les forts trop souvent se refusent; et, en vérité, nous devons juger pareillement condamnables ceux qui s'annullent dans une lâche ou hautaine oisiveté, et ceux qui se brisent contre un fol désespoir; les premiers affaiblissent et découragent l'humanité, les seconds l'épouvantent et la calomnient.

Il était réservé à notre époque d'offrir tous ces exemples, et comme toutes ces formes réunies de découragement et d'abandon. Il est tel cas pourtant qui a droit de surprendre de nos jours plus encore qu'au siècle dernier, et dont l'existence même devrait sembler impossible au sein de notre civilisation si avertie. Il y a une année à peine, le bruit courut dans Paris qu'un poète, un nouveau Gilbert, venait de mourir à l'hôpital. Ce poète n'était autre qu'Hégésippe Moreau, dont un volume, le *Myosotis*, publié quelques mois auparavant, avait fait connaître le nom et le talent. Après l'étonnement douloureux où un tel évènement jeta le monde littéraire, on dut se demander quelles causes, quel concours de circonstances l'avaient produit. Il importait de savoir s'il y avait là quelqu'une de ces imprévoyances aveugles dont le monde se rend parfois coupable, ou bien s'il s'agissait d'un tort individuel et en quelque sorte volontaire. Fallait-il demander compte à la société de la mort d'un poète, ou bien n'accuser que ce poète lui-même de sa triste destinée? La vérité ne tarda pas d'être connue, et nous croyons que, pour cette fois, la société doit être déchargée du crime d'homicide.

L'histoire de Moreau, à la différence près des faits accessoires, ressemble exactement, pour l'enchaînement des péripéties fatales, à celle de la plupart des poètes qui l'ont précédé dans une voie d'imprudence et de malheur. C'est ici comme ailleurs la même témérité qui fait affronter une mer orageuse, ce sont les mêmes écueils méconnus où l'on échoue, c'est le même naufrage sans bords où nulle planche de salut ne s'offre pour secourir le passager.

Hégésippe Moreau, né à Provins en 1809 ou 1810, et de bonne heure orphelin, fut recueilli par un prêtre de ses parens qui le mit au séminaire de Fontainebleau où il passa sa jeunesse. Cette circonstance, qui aurait dû revivre pour le poète comme un touchant souvenir, ne laissa au contraire dans son cœur qu'un sentiment amer

qui plus tard se faisait jour dans une de ses pièces, et déjà montre bien de l'ingratitude, il faut l'avouer :

Un ogre ayant flairé la chair qui vient de naître,
M'emporta vagissant dans sa robe de prêtre;
Et je grandis captif parmi ces écoliers,
Noirs frêlons que Montrouge essaime par milliers;
Stupides icoglans que chaque diocèse
Nourrit pour les pachas de l'église française.
Je suais à traîner les plis du noir manteau;
Le camail me brûlait comme un *san-benito;*
Regrettant mon enfance et ma libre misère,
J'égrenais dans l'ennui mes jours comme un rosaire.

Impatient des liens qui le retenaient, Moreau s'échappa du séminaire, revint à Provins, et y apprit l'imprimerie. Puis, après je ne sais quelle satire politique qui lui valut quelques inimitiés dans sa ville natale, il partit pour Paris, poussé par sa fatale étoile à la conquête de la gloire littéraire. Là, comme on le pense bien, les déceptions ne se firent point attendre. La gloire, qui est lente, ne vint pas, la fortune encore moins; et quand le poète l'appelait de tous ses vœux, la misère seule répondait à sa voix. Voué dès-lors au malheur, deçu dans ses illusions, Moreau déposait l'expression de son profond découragement dans ces vers de la même pièce que nous avons déjà citée :

J'ai visité Paris, Paris sol plus aride
Au malheur suppliant que les rocs de Tauride,
Où l'air manque aux aiglons méditant leur essor;
Où les jeunes talens, cahotés par le sort,
Trébuchant à la fin, de secousse en secousse,
Contre la fosse ouverte où disparut Escousse,
N'ont plus en s'abordant qu'un salut à s'offrir,
Le salut monacal : *Frères, il faut mourir !*

Plusieurs années se passèrent, pendant lesquelles Moreau vécut chaque jour de cette vie précaire et inquiète qui semble le partage inévitable de quiconque s'est une fois faussement engagé; ballotté sans cesse entre ses rêves amoureux de gloire à venir et les dures réalités de sa condition présente; tour à tour insouciant ou irrité, suivant qu'il entrevoyait quelque rayon ou quelque ombre à son horizon, mais d'ailleurs, à tout prendre, engagé sous la bannière d'une politi-

que opposante, même résolument hostile. Mêlé, dit-on, aux barricades de juin, il s'y montra toutefois plus par désespoir et envie de mourir que par haine politique. Déjà il s'agissait pour lui de quitter la vie, de renoncer à la lutte. Dans un premier séjour à l'hôpital, en 1832, nous voyons qu'il se nourrissait de pensées funèbres; par une sorte de secret pressentiment il y composait en mémoire de Gilbert une pièce d'une tristesse touchante où revient à la fin de chaque strophe, ce vers sympathique :

Pauvre Gilbert, que tu devais souffrir !

mais peut-être sans trop songer, même alors, que la destinée du malheureux satirique serait un jour la sienne.

Pourtant, si Moreau eût voulu plus tard, quelque repos et quelque bonheur modeste eussent pu encore lui être assurés. Il s'en fallait que toute ressource lui manquât absolument. Il fut successivement maître d'études dans un collége et rédacteur du *Journal des jeunes Personnes*. Puis il se lassa de ces conditions. Une dame qui s'intéressait vivement à son sort, lui offrit de l'argent pour acheter un brevet d'imprimeur; mais Moreau, égaré plus que jamais, refusa, et s'il faut en croire ceux qui nous ont esquissé la vie de Moreau, ceux qui ont le plus amnistié ses fautes et sympathisé le plus pour ses douleurs, le motif de ce refus, au moins singulier, fut que, s'il avait accepté cet argent, il l'aurait dépensé aussitôt sans travailler, *parce qu'il avait faim et soif des plaisirs de la vie.* — Ce sera là, en vérité, une des plus déplorables contradictions d'une époque où l'on a vu bien des prétendus amis du peuple vivre sans remords dans une fastueuse mollesse, où tel qui se proclame puritain et affecte le stoïcisme, aspire en secret aux jouissances du sybarite. — Lorsque peu après Moreau se résolut à entrer dans l'imprimerie de M. Béthune, en qualité de correcteur, il n'était déjà plus temps pour la simplicité et pour le bonheur tranquille. C'en était fait de l'homme aussi bien que du poète. Pendant que l'ame était ravagée sans retour, les souffrances et les privations avaient déposé dans son corps le germe d'une phtysie qui le conduisit à l'hospice de la Charité, où il mourut le 20 décembre 1838.

Hégésippe Moreau avait une faculté poétique bien supérieure à son organisation morale, et qui en vérité le rendait digne d'un meilleur sort. C'était, il faut le dire, un poète d'une autre trempe que bien des rimeurs fêtés et prônés chaque jour, dont l'œuvre, plus expérimentée que naïve, n'aura rien à débattre à coup sûr avec la

postérité. Il y a dans le *Myosotis*, dont bien des pages resteront, des morceaux d'une énergie admirable, et d'autres d'une grace exquise où l'expression concise encadre toujours heureusement la pensée, où la philosophie s'unit parfois à l'imagination, la raison à la couleur. Bien que l'ensemble n'ait pas précisément ce cachet d'unité et d'originalité décisive qui distingue les poètes souverainement consacrés, il révèle pourtant trop de véritable inspiration et de franche mélodie pour ne pas frapper vivement. — Le caractère général du talent de Moreau rappelle Béranger, dont il semble avoir voulu s'inspirer plus particulièrement. Cette préoccupation de Béranger est surtout sensible dans deux pièces placées sous l'invocation de son nom, et dont l'une, rapportée à l'année 1828, nous met, par sa date déjà ancienne, sur la trace première de l'imitation. Du reste, Moreau ne se borne pas à prendre le génie et la muse du chansonnier lyrique pour motifs de ses compositions; il en reproduit encore en disciple fidèle les qualités importantes. Un grand nombre des pièces du *Myosotis* ne sont pas autre chose que des odes ou des chansons à la façon de notre poète national, aussi bien par le fond des idées et la nature des sujets que par la forme qui est pure, nette, incisive, avec presque autant de finesse et la même sobriété. Seulement, chez Moreau, la coupe brisée du vers paraît se rapprocher davantage de l'école poétique toute récente, et donne à ses strophes une allure plus dégagée sans nuire à l'harmonie. — Comme Béranger, Moreau professe un libéralisme agressif, frondeur des rois et en général de toute aristocratie; comme lui, il aime le peuple, se montre admirateur passionné de la liberté républicaine et de la gloire impériale; il a aussi ses momens d'indévotion et ses couplets contre le ciel; enfin il chante l'amour, le vin, la gaieté, tout cet accessoire obligé de la philosophie épicurienne vantée par son modèle.

Bientôt, il est vrai, le poète prend un autre ton, il chante sur un mode entièrement opposé; il ajoute à sa lyre anacréontique la corde de l'imprécation et du désespoir; tout à côté des pages les plus fraîches et les plus joyeuses se trouvent des morceaux empreints d'une misanthropie sombre. Le gai chantre de tout à l'heure accuse, maudit maintenant; il aiguise l'ironie, il lance l'anathème. Ce n'est plus le spirituel refrain de Béranger, mais bien l'ardente *satire du dix-huitième siècle* ou la sanglante *Némésis* moderne qu'on croit entendre. Il est aisé de voir que les douleurs et les amertumes parisiennes ont passé par là; on reconnaît qu'une bise meurtrière a soufflé à travers les jardins fleuris du poète et les a desséchés. Son patrio-

tisme a aussi un accent bien différent à ces heures; la couleur en est plus assombrie, l'allure plus menaçante; il quitte visiblement les plaines de la Gironde pour s'égarer sur les bancs de la Montagne.

Puis encore, et parfois dans le même morceau, à quelques lignes d'intervalle, le vers se radoucit, le sentiment se tempère, l'inspiration entre dans une sphère meilleure. Et vraiment nous aimons mieux ainsi l'auteur de *Myosotis*, lorsque son iambe tourne à l'élégie, lorsqu'il mouille ses cris de quelques pleurs. Alors il nous rappelle la suave mélancolie et la grace harmonieuse d'André Chénier, dont il a aussi parfois la simplicité savante. La pièce intitulée *l'Hiver*, après bien des imprécations et même de menaçantes prophéties contre les heureux du monde, nous offre un exemple touchant du retour de l'amertume à la résignation sereine :

Ainsi je m'égarais à des vœux imprudens
Et j'attisais de pleurs mes iambes ardens.
Je haïssais alors, car la souffrance irrite;
Mais un peu de bonheur m'a converti bien vite;
Pour que son vers clément pardonne au genre humain,
Que faut-il au poète? un baiser et du pain.
J'ai ma part de soleil; mais sans ordre et sans nombre,
Mes frères pèlerins marchent là-bas dans l'ombre :
Dieu! protége et conduis ce peuple vagabond!
Pour tous comme pour moi, Dieu, révèle-toi bon!
Que ta manne en tombant étouffe le blasphème;
Empêche de souffrir, puisque tu veux qu'on aime.
Que ton hiver soit doux, et, son règne fini,
Le poète et l'oiseau chanteront : sois béni!

Dans l'*Isolement*, au milieu de toutes les plaintes et de tous les regrets qui s'exhalent, l'esprit se plaît encore à se reposer sur ces derniers vers où respire un sentiment de gratitude et d'espoir auquel le poète a trop souvent négligé d'obéir. Le passage s'adresse à une dame sa bienfaitrice :

. . . .
Il ne fallait qu'un mot : ce mot vous l'avez dit.
Et tout à coup voyez comme le charme opère :
Courage, et je suis fort; espérance, et j'espère.
. . . .
Oh! patience! un jour j'acquitterai ma dette;
J'ignore quel sera mon destin de poète :
Dois-je, tendant ma coupe à l'amour échanson,
De l'écume qui tombe arroser ma chanson?

Phalène qui tournoie à l'éclair d'une épée,
Irai-je dans le sang picorer l'épopée,
Cueillir la blanche idylle en fleur dans le hameau,
Ou du saule pleureur effeuiller un rameau?
Je doute encore; mais cette moisson de gloire,
Vous l'aurez fait éclore, et j'ai longue mémoire,
Et, de mon frais butin parfumant vos genoux,
Prenez, dirai-je alors : tout cela, c'est à vous!...

On n'aime pas moins à retrouver dans Hégésippe Moreau une généreuse indignation contre les honteux hommages qui entourèrent, il y a quelques années, la muse infame de Lacenaire. Il venge noblement les poètes de toute parenté avec cet assassin bel-esprit, dont les vers n'étaient qu'une forfanterie de plus très méprisable, et il montre fort bien que la vraie poésie est inséparable de la probité :

Le poète, amoureux du bien comme du beau,
Attend deux avenirs par-delà le tombeau,
Et, riche en vieillissant de candeur enfantine,
N'a rien à démêler avec la guillotine;
Le poète ne voit qu'un seul bourreau de près,
Le malheur; ou, frappé par d'iniques arrêts,
S'il meurt, c'est en martyr, et le ciel est en fête,
Et personne ici bas ne dit : Justice est faite.
Interrogez Samson : depuis qu'André Chénier
D'un sang si précieux parfuma son panier,
Jamais son doigt savant (Thémis en soit bénie!)
Sur un front condamné ne palpa le génie.
C'est un roi qu'un poète, et la hache des lois
Tua Chénier du temps que l'on tuait les rois.

Dans la pièce qui a pour titre *Un quart d'heure de dévotion*, Moreau exprime comment le désir de prier, le regret de ne pas croire s'emparèrent de son cœur, un soir, au milieu de la solennité recueillie d'une église. Mais peu d'instans après, comme il le dit, il retomba dans le monde incrédule et rieur. Cette brusque transition se reproduit à chaque pas dans son volume. Une fois l'élégie épanchée, le poète, faisant trève à sa douleur, rentre dans sa nature première, et l'œil encore humide de pleurs, il se reprend à l'idylle souriante, voire même il entonne la chanson à boire.

Nous croyons qu'il est résulté de tout ce qui a été dit jusqu'à ce jour sur Hégésippe Moreau une impression générale assez fausse. Ceux qui n'ont point lu le *Myosotis* sont tentés de croire très certainement que

Moreau était d'habitude un rêveur sombre, une nature sauvage, un poète exclusivement élégiaque ou satirique. Eh bien! nous leur pouvons garantir que c'est généralement le contraire. Moreau était avant tout un esprit aimable, vif, enjoué, qui eût produit les plus charmantes choses, s'il eût vécu dans une région plus sereine; si, par exemple, il se fût tenu sagement dans sa ville natale, occupé à quelque honnête travail. Le fiel qui lui a rongé le cœur n'a fait invasion que plus tard, après la fièvre des ambitions trompées. On trouve non sans plaisir en tête du *Myosotis* plusieurs contes en prose fort agréables et fort naïvement écrits, l'un entr'autres, *Thérèse Sureau*, où perce une raillerie fine et du meilleur goût contre les femmes incomprises et en général contre l'ambition littéraire. On ne serait guère tenté de penser que l'auteur sera lui-même un jour victime de cette ambition qu'il raille, et la plupart de ces historiettes, la dernière surtout, ne font nullement reconnaître le poète de l'*Élégie à Loyson*.

Les qualités les plus distinctives du talent poétique d'Hégésippe Moreau me paraissent être en effet la grace et la fraîcheur. Or, c'est là justement ce qu'on a omis de faire remarquer jusqu'ici, du moins dans un jour suffisant. On n'a qu'à feuilleter le volume du *Myosotis*, et l'on se convaincra bientôt que, pour un morceau d'amertume et de colère, il y a dix pièces toutes d'une inspiration riante et d'un style plein de gaieté. *Souvenir d'enfance, les Contes, les Cloches, les Deux Amours* sont dans ce ton, et bien d'autres moins heureuses ou d'une allure plus risquée, telles que *l'Écolière, le Joli costume, les Modistes hospitalières*. En allant plus loin encore, on trouverait le genre gaillard comme dans *le Tocsin*, ou indévot comme dans *le Dernier jour* et *les Noces de Cana*. En restant dans le milieu tempéré, on lit avec émotion *l'Oiseau que j'attends, Si vous m'aimiez, Soyez bénie*, et deux ou trois encore. La *Voulzie* est une élégie, mais du ton le plus gracieux et le plus frais. Moreau, au milieu des angoisses de la vie parisienne, aimait à se souvenir de son pays natal, cet asile où notre cœur se réfugie dans l'infortune; il se prenait à regretter les jours de son enfance, et les objets qui avaient charmé ses premiers regards. Le titre de cette pièce rappelle précisément un des lieux auxquels il resongeait par prédilection, et que son imagination se plaisait le plus à embellir.

S'il est un nom bien doux, fait pour la poésie,
Oh! dites, n'est-ce pas le nom de la Voulzie?
La Voulzie, est-ce un fleuve aux grandes îles? Non;

Mais avec un murmure aussi doux que son nom,
Un tout petit ruisseau coulant visible à peine;
Un géant altéré le boirait d'une haleine;
Le nain vert Oberon, jouant au bord des flots,
Sauterait par-dessus sans mouiller ses grelots...

Un peu plus bas, l'amertume gagne le cœur du poète, à mesure que la sensation du présent lui revient, et traverse en quelque sorte de son ombre les blanches images du passé.

J'avais bien des amis ici-bas, quand j'y vins,
Bluet éclos parmi les roses de Provins :
Du sommeil de la mort, du sommeil que j'envie,
Presque tous maintenant dorment; et dans la vie,
Le chemin dont l'épine insulte à mes lambeaux
Comme une voie antique est bordée de tombeaux.
Dans le pays des sourds j'ai promené ma lyre,
J'ai chanté sans échos, et, pris d'un noir délire,
J'ai brisé mon luth; puis de l'ivoire sacré
J'ai jeté les débris au vent, et j'ai pleuré!...

Mais je citerai en entier, dans le genre purement gracieux, une pièce des plus charmantes qu'on puisse lire, parfaite, je crois, d'un bout à l'autre, et qu'on n'a pas assez louée assurément. Je veux parler de *la Fermière*.

Amour à la fermière! elle est
Si gentille et si douce!
C'est l'oiseau des bois qui se plaît
Loin du bruit dans la mousse;
Vieux vagabond qui tends la main,
Enfant pauvre et sans mère,
Puissiez-vous trouver en chemin
La ferme et la fermière.

De l'escabeau vide au foyer
Là le pauvre s'empare,
Et le grand bahut de noyer
Pour lui n'est point avare;
C'est là qu'un jour je vins m'asseoir,
Les pieds blancs de poussière;
Un jour!... Puis en marche, et bonsoir
La ferme et la fermière.

Mon seul beau jour a dû finir,
Finir dès son aurore;

Mais pour moi ce doux souvenir
Est du bonheur encore.
En fermant les yeux je revois
L'enclos plein de lumière,
La haie en fleur, le petit bois,
La ferme et la fermière!

Si Dieu, comme notre curé
Au prône le répète,
Paie un bienfait (même égaré !)
Ah! qu'il songe à ma dette.
Qu'il prodigue au vallon les fleurs,
La joie à la chaumière,
Et garde des vents et des pleurs
La ferme et la fermière!

Chaque hiver qu'un groupe d'enfans
A son fuseau sourie,
Comme les anges aux fils blancs
De la vierge Marie;
Que tous, par la main, pas à pas,
Guidant un petit frère,
Réjouissent de leurs ébats
La ferme et la fermière!

ENVOI.

Ma chansonnette, prends ton vol!
Tu n'es qu'un faible hommage;
Mais qu'en avril le rossignol
Chante et la dédommage.
Qu'effrayé par ses chants d'amour,
L'oiseau du cimetière,
Long-temps, long-temps se taise pour
La ferme et la fermière!

Jamais, à coup sûr, Moreau n'a été mieux inspiré que dans ce délicieux morceau, et il serait à désirer qu'il fût demeuré fidèle à un ordre de sentimens et d'idées qui lui fournit une si heureuse veine poétique.

Pour consacrer sa renommée d'une façon à jamais durable, il n'a manqué peut-être à Hégésippe Moreau que de donner une seconde épreuve de son talent, et d'imprimer à une nouvelle œuvre le sceau

complet et définitif qu'on n'aperçoit pas assez dans la première. Mais, avant tout, il eût fallu vivre (1).

On se demande comment un homme si heureusement doué, et d'ailleurs d'un esprit si naturellement épanoui, a pu se laisser envahir par le désespoir, comment il s'est heurté à une mort qui ressemble presque à un suicide. Que fallait-il donc à Hégésippe Moreau pour bénir la vie et remercier Dieu? avait-il bien le droit de se plaindre et d'accuser? Favori de l'inspiration, il en pouvait goûter toutes les joies intérieures. Non sans quelque appui au dehors, il était libre de choisir entre diverses conditions qui l'auraient mis en repos du côté des soins matériels; en définitive, il avait un état dont il tirait plus que le nécessaire. Dans cette immense cité où tant d'hommes sont seuls et abandonnés comme en un désert aride, Moreau comptait, lui, quelques amis, l'un surtout au seuil duquel il pouvait s'aller asseoir quand il était malade ou fatigué. Il avait, chose plus précieuse et plus rare, la sainte amitié d'une femme. Poète, il vit ses vers chéris couchés sur le papier satiné et vêtus du grand format; sitôt son apparition, des plumes sympathiques proclamèrent sa venue poétique et vantèrent son génie. En vérité, en est-il beaucoup qui puissent se promettre tout autant? N'y a-t-il pas à Paris et partout ailleurs bien des jeunes gens, de talent aussi, plus méconnus, plus isolés qu'il ne le fut jamais, et qui n'auront de leur vie ni les mêmes consolations, ni les mêmes encouragemens dont ses pas ont pu être affermis?

Quelle conclusion faut-il tirer en dernier lieu, de toutes ces fins malheureuses de poètes qui trop souvent viennent affliger le monde? Est-ce à dire que la poésie, cette chose qui nous vient de Dieu, doive être regardée comme un présent funeste, et comme une sorte de breuvage empoisonné, mortel à ceux qui s'y désaltèrent? L'inspiration ne serait-elle en nos mains qu'un instrument de douleur, et comme le vautour de Prométhée attaché à nos flancs? Ou plutôt, ne serait-ce point que les poètes, victimes de la poésie, puisent dans

(1) Il serait à propos, je crois, que l'on publiât une nouvelle édition des poésies d'Hégésippe Moreau, en y retranchant peut-être quelques passages faibles ou de mauvais choix, et l'augmentant d'autre part des pièces posthumes trouvées au chevet du poète à l'hôpital. Une édition à peu près en ce sens avait été solennellement promise par les amis de Moreau, le lendemain même de sa mort; mais on est encore à l'attendre. En serait-il déjà de cette promesse comme de bien des paroles jetées dans le creux des tombes, et que la dernière pelletée de terre, en tombant, ensevelit sans retour?

leur propre égarement la source de leurs malheurs, sans doute parce qu'ils manquent à fortifier les dons de l'intelligence par le développement du caractère moral. Hégésippe Moreau, entre autres, nous le disons à regret, semble avoir creusé lui-même de ses mains sa tombe prématurée, enfermant ainsi pour jamais sous la pierre tant de beaux vers qui ne demandaient qu'à s'élancer librement. Moreau n'a pas été, à bien dire, un vrai poète populaire, paisible et fort, souffrant et chantant tout à la fois. Avec un talent de beaucoup supérieur à celui de quelques prolétaires poètes qui se sont produits dans ces derniers temps, l'auteur du *Myosotis* n'a eu en partage ni leur simplicité ni leur trempe morale. C'était un fruit que la civilisation parisienne avait atteint de son ver rongeur. — Moreau ne sut point accepter la tâche humaine, il ne voulut pas se résigner à la lutte qui est le devoir de chacun ici-bas. Il préféra maudire les obstacles que de les vaincre. Drapé avec orgueil dans son indigent manteau, il se tint immobile, au lieu de marcher d'un pied résolu et les bras tendus au travail.

Il y a une admirable pensée de Vauvenargues, la LI[e] des *Réflexions posthumes,* qui me paraît avoir remarquablement trait à ces sortes d'organisations, et qui trouvera directement ici son application précise. « La nature a ébauché beaucoup de talens qu'elle n'a pas daigné finir. Ces faibles semences de génie amusent une jeunesse ardente qui leur sacrifie les plaisirs et les beaux jours de la vie. Je regarde ces jeunes gens comme les femmes qui attendent leur fortune de leur beauté. Le mépris et la pauvreté sont la peine sévère de ces espérances. Les hommes ne pardonnent point aux misérables l'erreur de la gloire. » Quelle justesse profonde et aussi quelle vivante actualité dans cette sentence du sage et immortel moraliste! Comme Vauvenargues a bien deviné notre temps (1)! Oui, c'est bien cela. Le malheur distinctif, la plaie secrète de la génération présente est dans cette foule de talens inachevés et superbes qui se proclament dès l'abord et veulent s'imposer de vive force, avant d'être parvenus à leur maturité complète. On se fie à de beaux germes, on admire en

(1) Quelques autres pensées de Vauvenargues prouvent qu'il avait su observer à fond ces prétentions, ces ridicules, cette *maladie* des rimeurs, qui pullulaient alors comme aujourd'hui, qui avaient pullulé déjà sous Louis XIII et au XVI[e] siècle, et de tout temps, mais qui disparaissent comme des éphémères et qu'on oublie : « Il n'y a point de faiseur de stances, dit-il, qui ne se préfère à Bossuet, simple auteur de prose... » Et encore : « Un versificateur ne connaît point de juge compétent de ses écrits : si on ne fait pas de vers, on ne s'y connaît pas; si on en fait, on est son rival. »

soi les premiers jets luxurians, et dès que la fleur d'un talent agréable éclot à peine, on respire tout aussitôt le parfum qui caresse, on se repaît avec orgueil du charmant éclat des couleurs. Mais la fleur n'est pas le fruit; on s'est enivré sans se nourrir; on a demandé au talent seul et privé d'une suffisante culture ce qu'il ne peut donner qu'à l'aide du temps et du labeur; on oublie trop que, même en littérature, même en poésie, la plupart des hommes doivent vivre et grandir, non par la sève jaillissante des premières facultés, mais bien par l'emploi fécond et progressif qu'il leur sera donné d'en faire.

Et de ce que chaque ame précoce veut s'en tenir à sa fleur, qu'arrive-t-il? La fleur s'épuise, on le sent trop, et on ne se l'avoue pas; plus d'un alors se met à croire en soi à je ne sais quels immenses trésors cachés. Il ne s'agit que de les faire sortir, et, passant d'un excès à l'autre, on bouleverse sa nature, au lieu simplement d'y labourer. On me racontait, l'autre jour, une singulière histoire, qui peut faire ici apologue. Aux confins du Perche et du Maine, me disait-on, près du bourg de Saint-Cosme, il est un monticule, une petite colline, qu'on appelle le *Mont-Jalut*. Une vague tradition du pays y a placé un trésor que durant la révolution on y aurait enfoui. Des poètes, des spéculateurs y ont cru; une société composée des noms les plus contrastans, unis dans un même rêve, a acheté le mont et l'exploite en tous sens. *Le plus fécond de nos romanciers* est à la tête, assure-t-on. On poursuit le trésor, il fuit; des somnambules, de temps en temps amenés, en rappellent, en indiquent la vraie place: on fouille de plus belle; on perce des puits profonds, des galeries sans fin; la colline, jadis verdoyante, n'est plus de loin qu'un vaste éboulement de terres remuées et jaunies. Voilà l'histoire du talent chimérique au sein de bien des ames. Tout poète ambitieux et manqué a en lui son *Mont-Jalut*.

Pour conclure avec Hégésippe Moreau qui avait, lui, un talent vrai, ce qui l'a perdu, ainsi que bien d'autres, en ce siècle tourmenté, c'est l'immodération de l'ame, l'impatience de la destinée, le débordement inquiet des fermens de l'imagination sur la raison austère, le sacrifice du devoir religieux et moral à l'exigence des passions. Ce qui lui a manqué, c'est la persistance dans l'œuvre, la confiance en sa force, c'est-à-dire dans celle de la poésie; car s'il eût cru sincèrement à la poésie, il se fût attaché à vivre pour elle, pour le service de son culte et de ses autels. Ce qui a failli enfin à Moreau, c'est l'attente sereine de l'avenir, lequel trahit rarement ceux dont la foi ne se lasse pas même dans la douleur.

DESSALLES-RÉGIS.

LA

RÉPUBLIQUE D'AMALFI.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

III. — HISTOIRE D'AMALFI. — LES PRÊTEURS GRECS. — LES CONSULS.

Amalfi se glorifie de son origine romaine, qui paraît prouvée. Outre ces nombreuses inscriptions, ces sarcophages et ces urnes funéraires antiques, qu'on trouve dans chaque église et dont le plus grand nombre n'a pu être apporté du dehors, les noms des anciennes familles du pays sont romains la plupart. Vous retrouvez là les Crispo, les Rustico, les Marino, les Musco, les Orso, les Lupo, etc., etc. Les chroniques contiennent d'ailleurs des détails circonstanciés au sujet de cette origine, et, ce qui nous semble la meilleure des preuves, ces chroniques sont d'accord. Vers le milieu du IV[e] siècle, nous racontent-elles, beaucoup de nobles familles romaines quittèrent l'Italie pour s'établir dans la métropole que Constantin venait de fonder. Le désir du changement, le besoin de la faveur, la mode enfin, décidaient ces émigrations. Dans l'année 339, cinq navires, chargés de ces émigrés volontaires, et portant toute leur fortune, avaient quitté Ravenne et voguaient vers Constantinople, quand, à la hauteur de Tarente, ils furent assaillis par une terrible tempête qui les repoussa dans la mer d'Adria et les jeta sur les côtes de la Dal-

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

matie, aux environs de Raguse. Les habitans du pays les accueillirent d'abord avec l'humanité qu'on doit à des naufragés. Le respect que ces peuples portaient encore au nom romain les engagea même à leur offrir des terres où ils pourraient s'établir; mais bientôt, les trouvant trop nombreux, ils les craignirent; les voyant riches, ils les envièrent; ils firent plus, ils conspirèrent la perte de leurs hôtes.

Les Romains, contraints de se rembarquer, furent poussés par une nouvelle tempête sur les côtes de la Lucanie, aux environs du cap Palinure, non loin de Pœstum. Là ils descendirent à l'embouchure du petit fleuve Molpha, ou Melfi (1), et fondèrent une ville à laquelle ils donnèrent le nom de ce fleuve. Leur séjour dans cette ville fut encore de courte durée. Les Barbares avaient envahi l'Italie; les villes situées aux bords des fleuves et dans les plaines étaient exposées à leurs déprédations; la plupart des colons de Melfi désertèrent donc leur ville, qui ne tarda pas à être ruinée de fond en comble. On voit encore au midi du village de Molpha, construit sur l'emplacement de la ville antique, une vaste grotte, appelée la *grotta delle Ossa*, où sont entassés des monceaux d'ossemens humains pétrifiés. Les gens du pays racontent que ce sont les ossemens des habitans de Melfi qui ne s'étaient pas retirés à temps devant les Barbares. Orose, qui écrivait cinquante ans après la prise de Rome par Alaric, prétend que ces ossemens appartenaient aux naufragés d'une flotte romaine qui, vers la fin de la république, s'était perdue dans ces parages à son retour d'Afrique (2).

En quittant Melfi, la colonie romaine s'était réfugiée à Éboli; mais cette ville, quoique protégée par une double chaîne de montagnes, n'était pas encore à l'abri des incursions des Barbares; il fallait donc trouver un nouvel asile (3).

Vers le centre de l'échancrure que forme le golfe de Salerne, au fond d'une petite baie comprise entre le cap du Tombeau et le promontoire de la Conque, s'élève un énorme rocher taillé à pic sur trois de ses faces. Ce rocher, séparé de la grande chaîne du mont Saint-Angelo par de profonds ravins et isolé du reste de la côte par deux torrens qui, à sa droite et à sa gauche, coulent au fond d'étroites vallées, fait face à la mer dans laquelle sa base plonge perpendiculairement. Ce rocher offrait donc à la colonie l'inaccessible refuge qu'elle cherchait; ses barques pouvaient s'abriter sur le rivage et à l'embouchure des deux torrens; de vastes pâturages couvraient la cime des monts voisins, et à leur base croissaient la vigne, l'olivier, l'oranger et le figuier. Ce roc faisait partie

(1) Et non à Melphi dans la Pouille, comme l'ont avancé quelques auteurs, entre autres M. de Sismondi. Melphi dans la Pouille est située à quarante milles du cap Palinure, dans l'intérieur des terres. De plus, cette ville n'a été fondée qu'en 937.

(2) P. Orose, lib IV, cap. IX.

(3) Et quia similiter dictus locus Ebuli non erat tutus propter continua prælia... rapinas, etc. Deliberaverunt quietudinem requirere quæ tum temporis in Italiam non reperiebatur nisi in hæremis ac asperrimis locis et montaneis. (*Chronic. amalphitanum.*)

de la montagne de *Cama*. Les colons débarquèrent dans l'un des deux petits ports, et, gravissant les pentes voisines, s'établirent dans la plaine inclinée qui s'étend au sommet de la montagne. Quelques pâtres, derniers débris des réfugiés picentins, habitaient seuls ces solitudes alpestres; ils devinrent citoyens de la nouvelle ville, qui, peu à peu, vit le nombre de ses habitans s'accroître de tous ceux qui, fuyant devant les barbares, apportaient avec eux leurs richesses et leur industrie.

La roche de Cama fut donc bientôt couverte de maisons et d'édifices de tout genre; la nouvelle ville eut un théâtre, un capitole, des bains, des temples, des palais dont on voit aujourd'hui les ruines, et, ses habitans, ne se regardant pas comme suffisamment protégés par la nature, s'entourèrent d'une forte muraille garnie de cent tours dont quelques-unes sont encore debout. Cette ville s'appela la *Scala*, sans doute parce que l'on ne pouvait s'y rendre du rivage de la mer que par une longue suite de degrés.

Dans le courant du VIIe siècle, la tranquillité s'étant rétablie en Italie, et le danger étant moins imminent, quelques-uns des habitans de la Scala, se trouvant à l'étroit sur la montagne, se hasardèrent à transporter leur demeure sur la plage, au bas du rocher (1). Leur exemple fut suivi par tous ceux que fatiguait l'âpreté de la montagne, ou que l'espérance d'une prompte fortune, acquise par le commerce, attirait vers la mer. Ces dissidens donnèrent à la cité qu'ils fondèrent sur la plage le nom d'Amalfi en mémoire de la ville habitée par leurs pères; Amalfi peut donc être considérée comme la fille de la Scala (2).

Amalfi, comme Venise et Pise, qui lui disputèrent et finirent par lui ravir l'empire de la Méditerranée, eut donc des Romains fugitifs pour fondateurs. Les uns se réfugièrent dans des îles au milieu des marais, les autres par-delà une chaîne de montagnes escarpées.

La ville naissante avait besoin d'un appui : elle le chercha auprès du pouvoir qui, à cette époque, offrait les garanties d'ordre et de sécurité les plus grandes; elle reconnut le protectorat des empereurs d'Orient. Constantin Porphyrogenète la compte au nombre des cinq villes principales qui relevaient de l'empire grec dans le midi de l'Italie. Ces cinq villes sont Capoue, Naples, Bénévent, Gaëte et Amalfi.

La colonie, dans le principe, fut régie par des institutions municipales empruntées aux cités romaines. L'un des deux patrices de l'empereur en Italie nommait son préteur, ou *epata*, gouverneur militaire de la ville; les citoyens choisissaient leurs magistrats dans des assemblées annuelles, votaient les dépenses de la cité et le subside destiné au César protecteur. Sans être parfaitement indépendant, le petit état était déjà républicain (3).

Il semble que ces villes de la Campanie et du Picentin, relevant de l'empire

(1) Descenderunt de Scala ad vallem illam usque ad littus maris..... et in eo loco ipsi Malphitani cœperunt ædificare urbem. (*Chron. amalphitanum.*)

(2) Peperit Scala ipsam Amalphiam metropolim. (Ughelli, *Ital. sacra*, tom. VII.)

(3) Camille Peregrin, *in Trad. Benev.*, pag. 31, 71.

grec, auraient dû s'affranchir les premières de cette domination éloignée : ce ne fut cependant que vers la fin du IX[e] siècle qu'elles brisèrent les faibles liens qui les rattachaient au siége de l'état, et qu'elles nommèrent elles-mêmes leurs chefs militaires et civils : Naples, ses *maîtres de soldats;* Gaëte, ses ducs; Amalfi, ses consuls et ses doges. La cause la plus réelle de la longue sujétion de ces villes était leur propre faiblesse. Ne pouvant, dans le principe, résister aux nombreux ennemis qui les entouraient, elles se regardaient comme plus en sûreté en se plaçant à l'ombre d'un pouvoir encore respecté; mais ce pouvoir s'effaçant de jour en jour, les liens de l'obéissance se relâchèrent. Obligées de se défendre avec leurs propres milices, elles se lassèrent d'un protectorat aussi onéreux qu'inutile, et le jour qu'elles voulurent être libres, elles le furent.

Ce protectorat ne fut peut-être nécessaire à Amalfi que dans une seule occasion : ce fut lors des premiers démêlés de la ville naissante avec les Lombards qui s'étaient établis à Bénévent et à Salerne, où, pendant cinq siècles, ils formèrent le corps d'état le plus considérable du midi de l'Italie.

Arichis, le duc de ces Lombards, qui ne craignit pas de se mesurer avec Charlemagne vainqueur, et qui, plus heureux que le roi Didier, vit son audace couronnée d'une sorte de succès; Arichis avait déclaré la guerre à Amalfi, qu'il assiégeait. Malgré la force de ses murailles et le courage de ses milices, peut-être cette ville aurait-elle succombé à la double attaque d'une armée et d'une flotte, si Étienne, duc de Naples et patrice impérial, n'eût dépêché son fils César à son secours : les Lombards furent vaincus et se retirèrent en désordre (an 786) (1). Les Amalfitains, du reste, surent bientôt se défendre seuls, et même combattre à propos pour la défense et la liberté de leurs voisins. En 813, les Sarrazins ayant menacé la Sicile, le patrice Grégoire, qui ne pouvait leur opposer que des forces insuffisantes, réclama l'appui des forces de Naples, d'Amalfi et de Gaëte. Antimo, duc de Naples, refusa de se rendre à l'appel de Grégoire. Les habitans de Gaëte et d'Amalfi, indignés de cette lâcheté et dirigés sans doute par leur intérêt personnel (les Sarrazins venaient de dévaster sous leurs yeux les îles de Ponza et de Lampeduse), armèrent leurs vaisseaux, les réunirent à la flotte sicilienne, et s'avancèrent à la rencontre des Sarrazins, sur lesquels ils remportèrent une victoire signalée, qui retarda d'un quart de siècle la conquête de cette île par les infidèles (2).

L'esprit d'indépendance, en exaltant les nobles passions d'un peuple, amène malheureusement à sa suite les divisions intestines et les factions. Les récits que nous ont laissés les chroniqueurs de ces démêlés et des désastres qui en furent la suite sont tellement sommaires, qu'il est bien difficile d'en apprécier la nature et les causes. L'ambition et la jalousie des princes lombards de Bénévent et de Salerne semblent jouer surtout un grand rôle dans ces petits drames, qui se terminent d'ordinaire par l'arrivée d'une armée et d'une flotte

(1) Camille Peregrin, *Hist. princip. Lungob.*

(2) *Chron. Napolit.*, ap. C. Peregrin., tom. III. — Ce fut en 828 qu'une vengeance d'amour leur livra la Sicile, comme elle leur avait livré l'Espagne.

lombarde sous les murs de la ville qui ferme ses portes et repousse bravement les téméraires. A la longue, la ville finit même par passer pour imprenable, et les poètes du temps mettaient ces descendans des Romains bien au-dessus de leurs ancêtres, qui, eux, se sont laissés surprendre par Brennus et ses Gaulois, lorsqu'un duc de Bénévent, plus habile et plus courageux que les autres, vint les tirer d'une illusion si douce.

Ce duc lombard s'appelait Sicard. C'était, disent les historiens du temps, un homme d'une stature élevée, et dont les forces égalaient celles d'un athlète. Libéral et magnifique, si l'on en croit les Lombards, avide et débauché, si l'on s'en rapporte aux récits des Amalfitains, il était féroce comme un barbare, bigot comme un Grec, et ne reculait devant aucune action, quelque coupable qu'elle fût. Mais aussi plus les crimes qu'il venait de commettre étaient monstrueux, plus son zèle religieux s'exaltait. L'évêque de Bénévent lui refusait-il l'absolution, il volait quelque relique révérée, en faisait présent à son église, et dès-lors se croyait absous.

Cette façon de racheter ses fautes était, du reste, fort à la mode dans ce temps-là. Déjà Sicon, père de Sicard, n'avait pu obtenir la rémission de ses crimes qu'au prix des reliques de saint Janvier, enlevées aux Napolitains, et plus d'une fois Sicard, son digne fils, s'était fait pardonner les siens par quelque donation du même genre. Au mois d'août 838, les Amalfitains lui avaient même prêté leur aide dans une expédition de cette espèce. Il s'agissait d'aller enlever aux habitans des îles de Lipari le corps de l'apôtre saint Barthélemy, en grande vénération dans tout le midi de l'Italie. Les Amalfitains avaient prêté leurs galères au duc lombard, avec lequel ils étaient alors en paix. Sicard s'était donc facilement emparé de la précieuse relique, et l'avait fait transporter à Bénévent. Les Amalfitains, qui déjà trafiquaient de tout, et que Sicard avait généreusement payés, s'étaient fait peu de scrupule de l'aider dans cette expédition; cependant, lorsqu'ils furent de retour dans leur ville, ils commencèrent à réfléchir sur leur action et sur l'audace du prince qui les avait employés. Eux aussi avaient dans l'une des bourgades dépendantes de la république une relique vénérée, que Sicard pouvait vouloir leur enlever : le corps de la bienheureuse vierge et martyre sainte Trophimène. Sainte Trophimène était d'origine sicilienne; les habitans de Minori, où cette relique était conservée, racontent encore de nos jours que les environs de leur bourgade ont tant de charme, que le corps de sainte Trophimène décapitée s'y transporta miraculeusement du rivage de la Sicile (1). Cette relique était conservée dans une petite église à

(1) Sainte Trophimène est encore la patronne de la côte, et l'on voit toujours ses reliques dans l'église de Minori, où elles sont renfermées dans un coffre de marbre. Sainte Trophimène était Sicilienne et de noble origine. Quand elle fut en âge d'être mariée, elle déclara à son père qu'elle avait consacré sa virginité à Jésus-Christ, et refusa tous les partis qui se présentèrent; son père insistait; elle s'enfuit sur le continent. Revenue plus tard en Sicile, elle subit le martyre sous Maxime et Dioclétien.

l'entrée de la bourgade, qui, à cette époque, n'avait ni murailles ni château pour défendre ce précieux dépôt. Les citoyens d'Amalfi se transportèrent donc sans plus tarder à Minori, chargèrent le corps de la sainte sur un navire, et le déposèrent dans l'église de Sainte-Marie et Saint-Jean, aujourd'hui Saint-André, cathédrale d'Amalfi.

Il arriva sur ces entrefaites que Sicard, ayant de nouveau commis quelque gros péché, crut assurer son absolution en faisant présent à son évêque d'une relique fameuse dans le pays; il pensa donc à sainte Trophimène, et, partant un soir de Salerne, à bord de quelques barques pleines de soldats, il pénétra dans la bourgade, força les portes de l'église, mais il chercha vainement le corps de la sainte, le reliquaire était vide. A cette vue, Sicard entra dans une violente colère, et regardant la précaution que les habitans d'Amalfi avaient prise comme une insulte, il fit serment de se venger. Sicard était aussi habile politique que soldat courageux; il se rappela que tous ses prédécesseurs avaient échoué dans leurs entreprises contre Amalfi, et, maîtrisant son ressentiment, avant de rien entreprendre, il étudia soigneusement le terrain, résolu de n'agir que lorsqu'il pourrait frapper un coup décisif.

L'aristocratie faisait la force du petit état, qui, grace à la prudence de ses magistrats et à l'esprit industrieux de ses habitans, voyait ses relations s'étendre et son importance s'accroître. Cette prospérité remplissait même ses citoyens d'orgueil; ils n'avaient plus pour les Napolitains et les Lombards, leurs voisins, que des paroles de mépris. Sicard eut donc recours à tous les moyens pour mettre cette aristocratie dans ses intérêts, caressant les uns, comblant les autres de riches présens; mais le plus assuré de ces moyens, ce fut l'amour et l'espoir de riches alliances. Les nobles Lombards de Salerne et de Bénévent avaient de jolies filles; Sicard fit briller leur beauté aux regards des jeunes patriciens d'Amalfi qu'il invitait à ses fêtes, et dota richement ceux qui les choisirent pour femmes et qui s'établirent dans ses états. Bientôt la désertion fut générale. La fleur de l'aristocratie d'Amalfi, fatiguée, il est vrai, des tracasseries du parti populaire, abandonna le sol natal, emportant avec elle ses richesses, et se soumit volontairement à la domination du prince lombard. Cette fois, ce ne furent donc pas les membres qui se révoltèrent contre l'estomac, mais l'estomac qui se révolta contre les membres (1).

Lorsque Sicard vit ses voisins affaiblis, il songea à les soumettre. L'occasion était favorable. Vers ce même temps, le duc lombard avait rassemblé un corps de troupes avec lequel il se proposait de combattre les Sarrasins débarqués à Brindes. Ceux-ci s'étant précipitamment retirés, cette petite armée devenait inutile; au lieu de la licencier, Sicard la dirigea, le plus secrètement possible, vers les confins du territoire d'Amalfi. Les citoyens, restés dans la ville, ne se tenaient pas sur leurs gardes; tout à coup, au milieu de la nuit du 1er mars 838, des cris d'alarme retentirent dans le voisinage des portes; des paysans, accou-

(1) *Chron. amalphit.*, cap. III. — Anonym. Salern., cap. LXIV.

rant des districts de l'est, annoncèrent qu'une troupe considérable de gens armés venait de traverser leurs montagnes, et que, se glissant par des sentiers regardés comme impraticables, ces soldats avaient déjà investi la ville. Les magistrats coururent au palais et firent sonner les cloches d'alarme; mais, avant que les milices eussent pu prendre les armes et se rassembler, les soldats de Sicard avaient déjà pénétré dans la ville. Tout ce qui résista fut mis à mort, tout ce qui ne put s'enfuir à temps fut fait prisonnier, et plus tard conduit à Salerne. Les maisons, les palais et les temples furent pillés; les tombeaux même furent profanés. On raconte à ce sujet que des soldats, ayant découvert dans la cathédrale la tombe encore nouvelle de l'archevêque Pierre et s'imaginant y trouver des trésors, brisèrent le marbre qui la recouvrait, s'y glissèrent, et, n'y trouvant qu'un cadavre dont la pourriture détachait les membres, s'enfuirent en l'abandonnant aux chiens.

Satisfait de s'être vengé des Amalfitains et croyant leur ville détruite parce qu'il avait ruiné ses maisons et réduit en esclavage une partie de ses habitans, Sicard négligea de s'y établir ou d'y laisser garnison. Amalfi ne perdit donc que des richesses et des citoyens; elle ne perdit pas son indépendance. Aussi, deux années après cette catastrophe, se releva-t-elle glorieusement de ses ruines. Ceux des Amalfitains qui s'étaient dérobés par la fuite à la vengeance de Sicard, revenus dans leur ville, ne tardèrent pas à entrer en relations avec leurs concitoyens captifs et à chercher les moyens de les délivrer. La mort de Sicard, tué l'année suivante dans la cathédrale de Bénévent par des citadins dont il avait outragé les femmes, en face de cette même relique qu'il avait dérobée aux Amalfitains, leur fournit une occasion qu'ils s'empressèrent de saisir. Les citoyens que le duc lombard avait séduits, revenus de leur erreur et rapprochés de leurs concitoyens par le malheur, se disaient l'un à l'autre : « Il est mort, celui qui nous a comblés de ses largesses! un inconnu va venir, qui nous fera endurer la plus cruelle servitude, qui prendra nos filles et les donnera à ses valets (1). » Ils se réunirent donc à leurs compatriotes, résolus, comme eux, à redevenir libres. L'élection d'un nouveau duc avait divisé les habitans de Bénévent et de Salerne; la saison d'automne étant venue sur ces entrefaites, les Salernitains quittèrent la ville en grand nombre, pour faire leurs vendanges et jouir des plaisirs des champs dans leurs *villa*. Les Amalfitains captifs dépêchèrent aussitôt des messagers à leurs concitoyens, qui, le jour même, profitant d'un vent favorable, se présentèrent devant Salerne, montés sur toutes les galères qu'ils avaient pu réunir. A peine les captifs eurent-ils aperçu leur flotte cinglant vers la ville, qu'ils s'armèrent, coururent aux palais et aux églises qu'ils pillèrent par représailles; ayant ensuite chargé leurs vaisseaux des dépouilles de la riche Salerne (*doviziosa Salerno*), ils mirent le feu aux quatre coins de la ville et

(1) Aiebant Amalfitani vicissim inter se : Ille, qui nobis opes varias tribuit abundanter extinctus est, veniet ignotus alius; in servitutem nos deducet, filiasque nostras tollet et suis servis dabit. (Anonym. Salern., cap. LXIX.)

retournèrent en triomphe dans leur patrie, où ils arrivèrent ce même jour, 1er septembre 840. Aussitôt arrivés dans la ville, ils la fortifièrent.

Haine éternelle aux Amalfitains! s'écriaient les habitans de Salerne en rentrant dans leur ville en cendres. Ils y trouvèrent quelques transfuges d'Amalfi qui, retenus par leurs femmes, avaient refusé de prendre part au pillage de la ville et de suivre leurs compatriotes. Ils voulaient les massacrer; les femmes de ces malheureux s'opposèrent à cette injuste vengeance. Ils se contentèrent donc de les reléguer à Vietri, où ils restèrent jusque sous le règne de Guaifar. Chassés alors de ce bourg par l'imminente agression des Maures, on leur donna de nouveau asile à Salerne, dans un quartier qui prit, dès-lors, le nom de *Veteres,* et qui s'appelle aujourd'hui les Fornacelles (*Fornacelle*).

Les Amalfitains avaient puisé dans leur malheur une nouvelle énergie. Nous verrons tout à l'heure que ces désastres, loin de causer leur ruine, leur donnèrent, au contraire, l'occasion d'accroître leur liberté. D'abord, rentrés dans leur ville, ils adoptèrent une meilleure politique, ils apprirent à être unis et à se servir, contre leurs adversaires, de leurs propres armes; dans ce but, ils reportèrent chez eux la discorde.

Les Bénéventins, ayant tué Sicard, leur duc, avaient élu à sa place Radelchis, son trésorier. Ceux de Salerne, mécontens de cette élection, qui les mettait sous la dépendance de Bénévent, et dès-lors, songeant à faire de leur ville la capitale de l'état des Lombards, résolurent d'opposer Siconolfe, frère de Sicard, à Radelchis. Siconolfe avait été exilé à Tarente par son frère, qui l'avait fait tonsurer. Mais un obstacle arrêtait les Salernitains; ils manquaient de vaisseaux. Ils recoururent donc à Amalfi, dont la flotte était restée intacte, et promirent à ses citoyens d'oublier leur dernière injure, s'ils voulaient, dans cette entreprise, les aider de leurs galères : « Nous vous pardonnerons l'incendie et le pillage de nos maisons et tous les malheurs que vous avez causés à notre ville, disaient les envoyés de Salerne, mais à une condition, c'est que vous conspiriez avec nous à rendre libre Siconolfe, le frère du prince que nous venons de perdre (1). »

Les Amalfitains, sachant bien qu'une longue guerre entre Bénévent et Salerne suivrait la délivrance du prince, accueillirent avec empressement la demande des habitans de Salerne et arrêtèrent aussitôt avec eux les mesures propres à assurer l'enlèvement de Siconolfe. Des citoyens de Salerne déguisés en marchands montèrent à bord des galères d'Amalfi, qui les transportèrent à Tarente. Le soir de leur arrivée, ils se répandirent dans les rues de la ville, et, se réunissant aux environs du château où Siconolfe était détenu, ils demandèrent à haute voix l'hospitalité comme c'était alors l'usage. Les gardes du château, pensant que ces marchands leur donneraient une ample gratification, vinrent à eux et leur dirent : « Venez au château, nous avons de belles chambres balayées et de la paille; vous pourrez y dormir la nuit, et si demain,

(1) Anonym. Salern., cap. LXIX.

au moment de nous quitter, vous vous montrez généreux, nous serons reconnaissans (1). » Les prétendus marchands n'eurent garde de repousser ces offres d'hospitalité. Une fois introduits au château, ils s'abouchèrent avec le camérier de Siconolfe, qui fit part à son maître du projet de délivrance que l'on avait concerté. Cette nouvelle inattendue et la perspective du passage subit de la misérable condition où il se trouvait, à un avenir de puissance et de grandeur, causèrent au jeune prince une joie si excessive, qu'il pensa s'évanouir.

Siconolfe, dans sa prison, menait toutefois une vie douce et voluptueuse. Le jour, il avait le château pour prison; le soir, son fidèle camérier introduisait dans sa demeure une jeune esclave grecque d'une merveilleuse beauté que l'on cachait sous un long voile noir. Mais ses goûts étaient belliqueux, et cette vie molle le fatiguait.

Quand la nuit fut venue, les faux marchands firent apporter, par les gardiens du château, des mets recherchés et des vins en abondance; tout naturellement ils les invitèrent à partager leur repas, et ils eurent soin de les faire boire copieusement. Lorsqu'il les eurent enivrés, ils les garrottèrent, s'emparèrent de leurs armes, forcèrent ensuite la prison de Siconolfe, délivrèrent le jeune prince et le conduisirent à Salerne, où ils le proclamèrent duc des Lombards. L'état de Bénévent fut dès-lors divisé entre deux compétiteurs qui se combattirent avec acharnement. Cette guerre, qui dura dix ans et fut suivie d'un partage, amena, sinon la ruine, du moins l'affaiblissement de ces voisins dangereux; ce fut l'une des principales causes de la prospérité d'Amalfi, qui n'eut plus à redouter leurs entreprises, et qui profita même de leurs divisions pour s'agrandir.

Le changement qu'au retour de la captivité de Salerne les citoyens d'Amalfi introduisirent dans leur constitution contribua singulièrement aussi à la grandeur de leur république. Le *maître des soldats* de Naples ne les avait pas secourus dans leur malheur; ils déclinèrent son patronage et se déclarèrent indépendans d'un pouvoir qui ne savait pas les protéger. La forme de gouvernement qu'ils adoptèrent fut calquée sur l'ancienne constitution de la république romaine; ils élurent d'abord un préfet ou dictateur provisoire. Ce dictateur fut remplacé par deux consuls, ou comtes nommés annuellement par tous les citoyens. Le gouvernement consulaire dura cinquante-sept ans, de 840 à 897. Les deux premiers consuls furent Lupo et Giaquinto.

IV. — GUERRES CONTRE LES SARRASINS. — LES DOGES SUBSTITUÉS AUX CONSULS.

Ce fut sous les premiers consuls d'Amalfi que commencèrent les longues guerres de cette ville et des Sarrasins. Tantôt ses milices délivrent Gaëte que les Africains assiégeaient, tantôt elles vont secourir le duché de Rome et le

(1) Anonym. Salern., cap. LXIX.

pape que menaçaient leurs flottes nombreuses. Les galères d'Amalfi attendent l'ennemi, rangées en avant du port d'Ostie; là le pape Léon IV les bénit et donne la communion à chacun des soldats, qui sont vainqueurs sans même avoir combattu (1), car au moment où l'affaire va s'engager, une affreuse tempête s'élève et brise sur la côte voisine les vaisseaux des infidèles. Tous sont ou tués, ou noyés, ou faits prisonniers; ce sont ces captifs d'Ostie qui bâtissent la partie des murailles de Rome qui entoure le Vatican, et le quartier de Trastevere, que l'on a nommé depuis *cité Léonine* (849). Après avoir secouru le pape, ces républicains viennent en aide à l'empereur Louis, en guerre contre les Napolitains, et délivrent l'évêque Athanase et d'autres partisans de l'empereur que le duc de Naples Sergius tenait captifs dans l'île de *Salvador* (aujourd'hui château de l'Œuf). Pour prix de leur concours, ils demandent à l'empereur l'île de Caprée qu'ils convoitaient depuis long-temps; ce prince, sans s'inquiéter des droits que les ducs de Naples ou que l'empereur grec Basile pouvaient avoir sur cette île, en cède la propriété à ses partisans intéressés. Cette île resta plus de trois siècles au pouvoir des Amalfitains.

Toujours vaincus et toujours présens, les Sarrasins, battus à Gaëte, détruits à Ostie et chassés de Naples, où Sergius les avait appelés comme auxiliaires, vinrent dans l'année 874 assiéger Salerne, la voisine d'Amalfi, où régnait Guaifar, prince courageux et libéral. Les détails de ce siége sont pleins d'intérêt.

Un jour que le duc de Salerne sortait du bain et rentrait au palais, un Arabe se prosterna devant lui, et lui montrant du doigt sa riche coiffure : « Donne-moi le bonnet que tu portes, » lui dit-il avec une sorte de fervent désir (2). Le prince, ce jour-là, était de belle et généreuse humeur; il prit son bonnet et le donna au Sarrasin. Peu de temps après, cet homme retourna en Afrique. En débarquant, il vit la mer couverte d'une nombreuse flotte dont on pressait l'armement; il interrogea les matelots et apprit qu'on destinait cette flotte à la conquête de Salerne. La reconnaissance est la première vertu des Orientaux. Consterné de ce qu'il venait d'apprendre, l'Arabe n'eut pas de repos qu'il n'eût prévenu Guaifar du danger qui le menaçait. En parcourant les bazars de la ville, il rencontra un marchand d'Amalfi, nommé Fluro, qui, à l'aide d'un sauf-conduit, faisait le commerce avec les Africains. L'Arabe lui promit tout ce qu'il possédait s'il voulait donner avis au prince de Salerne du péril qu'il courait. « Cette flotte que tu vois, lui dit-il, est destinée à assiéger sa ville; c'est du côté du port qu'on doit l'attaquer, et c'est par l'endroit le plus faible de ses murailles que l'ennemi compte pénétrer. Avertis donc Guaifar et dis-lui d'élever deux fortes tours de ce côté-là. Tu doutes peut-être de la vérité de

(1) Ciacconi, *Vit. pontif.*, tom. I. — Rinaldi, *Eccles.*, tom. II, pag. 381. — Buccelin, *annal. Benedict.*, an 849.

(2) Da mihi, obsecro, tegumentum quod in capite tuo geris, etc. (Anonym. Salern., cap. CXVIII.)

mes paroles, mais tu me croiras quand tu sauras que ce riche bonnet que je porte est un présent du prince généreux qu'on veut dépouiller. »

Le marchand ajouta foi aux avertissemens de l'Arabe. Il s'empressa de terminer ses affaires, retourna dans son pays, passa à Salerne, et instruisit Guaifar des projets des Sarrasins. Ce prince profita de l'avis et se hâta de fortifier les endroits faibles de sa ville. Ces travaux étaient à peine terminés, qu'une flotte nombreuse débarqua trente mille Sarrasins sous les murs de Salerne. Ils croyaient emporter la ville de vive force; mais, trouvant ses habitans sur leurs gardes, ils se contentèrent de la bloquer. Ce blocus dura treize mois, pendant lesquels les assiégés, manquant de vivres, furent réduits aux plus cruelles extrémités. Amalfi était alors en paix avec les Sarrasins; Marino, un de ses consuls, n'hésita pas à rompre une paix si fatale à ses voisins et vint avec sa flotte ravitailler la ville assiégée. Malgré ce secours, Salerne allait succomber, quand un évènement inespéré vint jeter l'épouvante dans l'ame des Sarrasins et leur ôter une partie de leur confiance.

Abdila leur général avait établi ses logemens dans une église. Du chœur de cette église il avait fait sa chambre à coucher, et de l'autel son lit. Là, chaque nuit, des jeunes filles du pays ou des religieuses des couvens voisins, enlevées par ses satellites, étaient victimes de sa lubricité. Un jour qu'on lui avait amené une jeune campagnarde, Abdila voulut la prendre dans ses bras; mais la robuste fille opposa une si vigoureuse résistance à ses tentatives, que dans la lutte une poutre se détacha du dais de l'autel et tua l'infidèle sans la toucher. Les Sarrasins furent épouvantés de cette mort, qu'ils regardèrent comme un châtiment du ciel. Ils ne renoncèrent pourtant pas à leurs attaques, et peut-être eussent-ils fini par s'emparer de la ville aux abois, si l'empereur Louis II n'eût fait mine de venir à son secours. Les Sarrasins effrayés garrottèrent leur général Abimelech, qui s'opiniâtrait à ne pas lever le siége, et s'embarquèrent avec tant de précipitation, qu'ils laissèrent tous leurs bagages dans leur camp et des vivres en abondance (1).

L'héroïsme qui avait poussé les Amalfitains à secourir Salerne assiégée, les mit à deux doigts de leur perte. Les Sarrasins, décidés à tirer vengeance de leur mauvais succès, couvrirent la mer Tyrrhénienne de leurs vaisseaux et menacèrent le territoire de la république. Ces petits états du midi de l'Italie étaient encore trop faibles pour se mesurer contre ces hordes innombrables, et le danger qu'avait couru Salerne les effrayait. Il fallut donc transiger et conclure à de dures conditions une paix peu honorable. Par ce traité, les républiques d'Amalfi, de Naples et de Gaëte, et la principauté de Salerne, s'alliaient aux Sarrasins et devaient réunir leurs milices aux armées arabes pour conquérir les états du pape.

Cette alliance avec les Sarrasins, imposée par la nécessité, était toute politique et ne devait être que temporaire. En effet, aussitôt le danger passé,

(1) Anonym. Salern., cap. CXXI.

nous voyons Amalfi obéir à ses sympathies, se détacher de l'alliance, et, secondée par Guaifar, prince de Salerne, et la flotte de Gaëte, menacer Naples qui persistait (1).

Vers ce même temps, le pape Jean VIII avait remis 10,000 *mancosi* au consul d'Amalfi Pulcharis, sous la condition que celui-ci défendrait avec sa flotte les côtes du duché de Rome. Le consul prit les 10,000 mancosi et n'arma pas un seul navire. Ces petites républiques d'Italie ne se piquaient pas, du reste, d'une parfaite orthodoxie; car, tandis que les consuls d'Amalfi rançonnaient ainsi le pape, nous voyons les Vénitiens faire le commerce d'esclaves chrétiens, en dépit des menaces de leurs doges, qui du moins n'étaient pas complices de cet infame trafic; nous voyons enfin l'évêque et duc de Naples Athanase recevoir un subside du pape et traiter avec les Sarrasins. Le pape eut recours à ses armes ordinaires contre Athanase et Pulcharis : il les excommunia. Pulcharis rendit l'argent et ne secourut pas le pape; les Sarrasins venaient de s'emparer du port de Cetara, à six milles d'Amalfi, et il fallait les en expulser.

Ce fut peu d'années après avoir chassé les Maures de Cetara, qu'à la suite d'une guerre désastreuse contre la république de Sorrente, leur voisine, les Amalfitains, mécontens de leurs comtes ou consuls, qui, à l'exception de Pulcharis et de Sergius III, avaient, depuis la magistrature de Mauro en 872, été tous ou déposés ou chassés, essayèrent de fortifier le pouvoir en le rendant plus stable. Ils remplacèrent donc leurs consuls triennaux par des magistrats à vie, auxquels ils donnèrent le nom de doges. Quoique le peuple prît part à l'élection de ces doges, sans nul doute l'aristocratie de la république provoqua cette révolution. Ce nom de doge, donné au premier magistrat d'Amalfi, devait le distinguer des ducs feudataires; les Amalfitains, en effet, ne s'étant jamais soumis aux Lombards, n'avaient adopté ni leurs lois ni leur système de féodalité. Leurs formes de gouvernement étaient plutôt romaines; ils n'avaient pris des Grecs que les titres honorifiques.

Lorsqu'en 840 Amalfi s'était déclarée indépendante des gouverneurs napolitains, elle n'avait pas cependant renoncé absolument au patronage des empereurs grecs. Une sorte de contrat tacite d'affranchissement s'était établi entre la république et les Césars d'Orient, contrat tout à l'avantage des Amalfitains, qui, n'ayant ni redevance à payer ni serviles hommages à rendre à ces empereurs (leur nom n'était plus même mentionné en tête des actes de la république), se servaient dans l'occasion de leur patronage comme d'un bouclier. Du reste, ils battaient monnaie, s'imposaient eux-mêmes, votaient leurs lois, nommaient leurs magistrats, et construisaient de puissantes flottes sans avoir de comptes à rendre à qui que ce fût. Seulement, après l'élection de leurs magistrats, consuls ou doges, ils en demandaient, mais uniquement pour la forme, la confirmation à l'empereur; celui-ci l'accordait aussitôt, joignant au

(1) *Manu-Cusi*, coniati a Mano. — V. Zaneti, *Racolta delle Monete*, tom. III, pag. 373.

titre de doge quelqu'un de ces titres honorifiques dont les Grecs étaient si prodigues, comme ceux de *seniores, sebasti, protosebasti, magistri militum, antipates* (1).

Ces rapports de la république d'Amalfi avec les empereurs sont singuliers; ils donnent l'idée la plus exacte du degré de faiblesse où l'empire grec était arrivé; car, jusqu'à sa souveraineté, tout était imaginaire.

Le pouvoir du doge était fortement aristocratique, ces magistrats ne pouvant être choisis que dans la noblesse. Si quelquefois cependant on voit le fils succéder au père, ce n'est nullement par droit d'hérédité, mais à la suite d'intrigues, ou parce que le peuple, satisfait du gouvernement du père, voulait lui prouver sa reconnaissance en nommant le fils. Il paraîtrait, du reste, que les doges partageaient le pouvoir avec d'autres magistrats secondaires, car le jurisconsulte napolitain Freccia nous apprend que leur autorité n'était sans limites que pour ce qui concernait les affaires maritimes (2). Les insignes des doges étaient le berret ou *corno ducale,* et la *chlamyde.* Leurs actes étaient scellés de l'antique sceau de plomb emprunté aux Lombards (3).

Mansone Fusile ou Foscolo, fils de l'un des derniers consuls, fut le premier doge, et cette sorte d'hérédité vient à l'appui du caractère aristocratique que nous avons attribué à l'installation du nouveau pouvoir. Mansone fut élu par le peuple en 897, Léon VI, dit *le philosophe,* étant empereur à Constantinople. En 914, après un règne de dix-sept ans, lorsqu'il eut assuré l'hérédité de sa charge à son fils Mastolo, il abdiqua, et, se retirant au monastère de la Cava, échangea le berret ducal contre le capuchon du moine (4).

Sous le gouvernement des doges, le système pacifique que la république avait habituellement suivi avec les Sarrasins fut complètement changé. Aux transactions succéda une guerre sans trève, et, plus heureuse que les villes de Naples, de Gênes, de Tarente, de Pise, de Cumes et de Pœstum, et que tant d'autres cités saccagées par les Africains, Amalfi, dont les galères couvraient la Méditerranée, inspira aux Sarrasins une si juste terreur, que leurs flottes n'osèrent pas même l'attaquer.

Dans cette longue suite de guerres, nous voyons les Amalfitains aider les princes de Capoue et les ducs de Naples à chasser du Garigliano la colonie militaire que les Sarrasins y avaient établie. Ce sont les habiles artisans de leurs galères qui imaginent de fortes et ingénieuses machines à l'aide desquelles on détruit les retranchemens des barbares. Après cette guerre, les milices d'Amalfi retournent dans leur ville chargées d'or et de butin (5). Dans la Pouille, dans les Calabres, en Sicile même, les Amalfitains s'unissent aux Grecs et aux nationaux pour expulser cette race maudite (*pessima gente*), et pour les obliger à

(1) Capaccio, *Hist. Neapol.*, tom. I, cap. XI. — Muratori, *Dissert.*, 4.
(2) Freccia, *de Offic. adm.*, lib. I, pag. 27.
(3) Chiocarello, *Antist. Neapolit. eccles. catal.*, pag. 136.
(4) Manso dux Malfiæ... ipse monachus quoque factus est. (*Chron. Cavens.*)
(5) Ubaldi, *Chronic.*

restituer les provinces conquises. Vainqueurs sur les rives du Cratis, comme au Garigliano, ils délivrent Cosenza, Squillace et Catanzaro, et s'ils ne rejettent pas les Sarrasins de l'autre côté du détroit, c'est que ceux-ci trouvent un refuge derrière les murailles de l'inexpugnable forteresse de Reggio (1).

La gloire qu'ils acquièrent dans ces diverses expéditions, ils la paient chèrement, il est vrai : la captivité d'un grand nombre de leurs concitoyens en est le prix. Baronius nous a conservé une curieuse correspondance entre le patriarche de Constantinople et le doge Mastolo au sujet du rachat de ces esclaves. Le doge avait réclamé quelques secours efficaces auprès du patriarche, dont les richesses étaient immenses; celui-ci lui répond en formant toutes sortes de souhaits pour la délivrance des Amalfitains, en la prophétisant même, et pour toute offrande il lui envoie une livre d'or.

Le siècle qui s'écoula de l'an 913, époque de l'élection du doge Mastolo Ier, à l'an 1013, fut l'ère de la plus grande prospérité d'Amalfi. Ce fut dans l'an 1013 qu'une effroyable tempête détruisit en partie son port, ses murailles et ses tours, rasa le quartier qui s'étendait de la mer à l'archevêché, et abîma toutes les galères qui étaient à l'ancre dans ses bassins. Les chroniques nous racontent que cette invasion de la mer changea totalement l'aspect du pays et arrêta pour long-temps, pour toujours peut-être, le cours des prospérités de la république; en détruisant son port, elle tarit la source de ses richesses et de son prodigieux ascendant. Six doges s'étaient succédés pendant le cours de ce siècle.

Tous ces premiers doges de la république s'étaient mêlés plus ou moins directement aux intrigues qui divisaient les princes de Salerne et de Capoue, et les avaient aidés dans leurs guerres. L'un d'eux, Mansone II, se signala même par un trait d'habileté politique qui eût singulièrement accru la prépondérance d'Amalfi, si ses résultats eussent été plus durables. Pandolfe *Tête-de-Fer*, l'un des ducs lombards, était mort en 981, en laissant un enfant en bas âge. Mansone II se présenta devant la ville de Salerne, où il avait un parti considérable, et se fit nommer prince en sa place. L'esprit de rivalité qui avait existé de tout temps entre les deux villes, s'opposa à la durée de son établissement. Pendant les quatre années que Mansone régna à Salerne, des rixes continuelles eurent lieu entre les deux peuples et aboutirent à l'expulsion des Amalfitains en 985 (2).

Ce fut pendant la longue magistrature de ce même Mansone, l'un des premiers hommes de son siècle, que le commerce des Amalfitains prit sa plus grande extension. L'Italie était alors située au centre du monde civilisé, et les marchands d'Amalfi et les Vénitiens, leurs seuls rivaux, étaient les courtiers de commerce de l'Europe, comme aux temps des croisades, ils devinrent les commissaires des vivres de ses armées. Tandis que les galères et les soldats d'Amalfi luttaient contre les Sarrasins, ses navires de commerce abordaient dans

(1) Chronic. Arnulphi monachi, ap. Peregrin., tom. III. — *Chron. Cavens.*, an. 921.

(2) Pellegrin, cap. CLXX.

tous les ports de la Méditerranée et rapportaient dans leur ville les riches étoffes, les soieries, les épices et les pierres précieuses de l'Orient, qu'ils échangeaient contre les produits bruts de contrées moins fortunées; leurs relations s'étendaient même jusqu'à Babylone ou Bagdad. Un curieux diplôme conservé dans les archives de la Trinité de la Cava nous apprend qu'ils s'y rendaient en *naviguant*; le passage du cap de Bonne-Espérance n'étant point découvert, ce ne pouvait être qu'en traversant l'isthme de Suez, en s'embarquant sur la mer Rouge et en traversant la mer Érythrée et le golfe Persique, c'est-à-dire en contournant toute l'Arabie, qu'ils abordaient à Bagdad. Le marchand dont le diplôme de la Trinité de la Cava nous fait connaître le voyage, s'appelait Léon, fils de Sergius (1).

Du IXe au XIe siècle, les Amalfitains et les Vénitiens dominaient seuls dans toute la Méditerranée et voulaient en exclure tous les autres peuples. Ce ne fut que dans le siècle suivant que les Pisans et les Génois purent lutter contre eux avec avantage. Guillaume de Pouille, le poète et l'historien des Normands de Bénévent, raconte que dans ce temps-là nulle ville au monde n'approchait d'Amalfi pour les richesses et la population; nuls marins ne pouvaient le disputer à ceux de cette ville pour l'ardeur et l'expérience. « Ce sont eux, dit-il, qui chaque jour rapportent les précieuses marchandises d'Antioche et d'Alexandrie. Cette nation civilisée s'est mêlée à toutes les autres; elle transporte et expédie tout ce qu'il y a de riche et de précieux au monde (2). »

Cet éloge était mérité, car, bien différens de son peuple à demi sauvage d'aujourd'hui, les citoyens d'Amalfi s'attiraient alors la bienveillance de toutes les nations avec lesquelles ils trafiquaient, par leur droiture, leur frugalité, leur modestie, leur esprit d'ordre et de justice, et la modération de leurs prétentions. Aussi les rencontrait-on non-seulement à Antioche et dans Alexandrie, mais encore à Caffa, Ptolémaïs, Joppé, Tunis, Tripoli, et même à Bagdad, comme nous venons de le voir.

Hic Arabes, Indi, Siculi noscuntur et Afri (3).

En reconnaissance des services rendus, et surtout des jouissances qu'ils leur procuraient, les califes d'Égypte leur permettaient de fonder à Jérusalem des hôpitaux religieux qui donnèrent naissance à l'ordre des Hospitaliers de Jérusalem. Plus tard, Bohémond III, prince d'Antioche, leur accordait trois bazars, ou *estaconi*, dans lesquels ils pouvaient vendre leurs marchandises avec franchise de la moitié des droits (4). A Constantinople, en Chypre, à Palerme, à Messine, et dans toutes les villes du littoral de l'Italie, ils avaient des établissemens analogues, auxquels ils donnaient souvent leur nom, et qui s'appelaient alors *amalfitania*.

(1) Archives de la Cava, A, 5, n° 42.
(2) Guglielmo Pugliese, *Rer. norman.*
(3) Id., *ibid.*, lib. III.
(4) Diplôme de Bohémond, archives d'Amalfi, n° 10.

L'obligation où se trouvaient leurs marins et leurs commerçans de décider les nombreux cas de controverse auxquels leurs relations étendues donnaient lieu, les engagèrent à publier un code nautique, qui prit le nom de *Tables amalfitaines*. La célébrité qu'ils avaient acquise, leur expérience consommée, le crédit qu'ils devaient à leur habileté et aux périls soufferts, donnèrent aussitôt un étonnant empire à ces lois, qui servirent de base au droit des gens et de fondement à la jurisprudence du commerce et de la navigation dans toute l'Europe. Vers le xe siècle, ces tables d'Amalfi, *Tavole amalfitane*, avaient remplacé, même à Constantinople et dans l'Archipel, les lois rhodiennes. Les Grecs regardaient ce code comme l'oracle de la jurisprudence, et lorsqu'il s'agissait de décider quelques graves difficultés, ils prenaient toujours pour arbitres les légistes amalfitains. Chose singulière! il ne reste aujourd'hui de ce code fameux que des lambeaux épars dans les chroniques et dans les archives de Naples. Comment est-il tombé en désuétude? comment s'est-il perdu? On l'ignore. La suppression d'un code d'un usage si répandu a paru assez étrange pour que l'on ait été jusqu'à nier qu'il ait jamais existé; il y a plus: on a traité de fables ce que les chroniqueurs du XIIe siècle rapportent à son sujet. Les recherches critiques de Joseph Amorosi, magistrat napolitain, ont détruit toute espèce de doute, et ont prouvé victorieusement l'existence de ce code maritime et celle d'un code civil également perdu, et qu'on nommait la *Coutume d'Amalfi* (1). Les Amalfitains que j'ai consultés au sujet de l'ancienne législation de leur ville, ne doutent pas que d'un jour à l'autre ces codes ne soient découverts dans quelqu'une des poudreuses archives du royaume, et ne soient remis en lumière.

V. — LES NORMANDS DANS LE SUD DE L'ITALIE. — AMALFI SOUMISE PAR LE ROI ROGER.

Depuis la division des provinces lombardes en duchés de Salerne et de Bénévent, les forces de la petite république et celles des princes lombards s'étaient équilibrées; et, comme nous l'avons vu, une longue trêve avait succédé aux éternelles guerres du xe siècle. Trop heureux les deux états si cet équilibre se fût maintenu et si leur faiblesse réciproque les eût toujours empêchés de se nuire; mais l'agent qui a toujours décidé des choses humaines, et qui leur manquait à tous deux, la force, allait leur être fatalement donné; force aveugle comme le glaive, mobile comme la volonté du mercenaire qui vend son bras au plus offrant, et qui, si son intérêt l'y convie, tourne aujourd'hui l'épée contre la poitrine qu'il couvrait hier de son bouclier.

Mansone II, en mourant après trente-six ans de magistrature, avait laissé le pouvoir aux mains de son fils Giovani Petrella (1004). A cette époque, les relations de la république commerçante avec toutes les parties du monde connu

(1) Gius. Amorosi, *Sulle tavole amalfitane*, Nap. 1829.

avaient acquis un immense développement, et ses galères faisaient presque à elles seules tout le commerce de l'Orient. Pendant les dernières années du xe siècle, il avait couru dans l'Occident une prophétie qui annonçait la fin du monde pour l'an 1000; cette prophétie avait frappé l'imagination des peuples; alors chacun croyait, la ferveur était grande dans toutes les classes de la société, et tous, innocens ou coupables, n'avaient plus songé qu'à une seule chose, à faire pénitence et à paraître devant Dieu. Les pélerinages au tombeau du Christ, sur cette terre sainte où le chrétien en débarquant se trouve absous de tous ses crimes, étaient vers cette époque devenus très fréquens. Tous les esprits aventureux, tous les pécheurs énergiques avaient pris le chemin de la Judée, et chaque année les états maritimes de l'Italie avaient conduit et ramené des légions de ces mystiques aventuriers.

Un peuple négociant applique à tout son industrie. Dès le principe, les Amalfitains s'étaient chargés du transport des pèlerins qui souvent les payaient richement. Il arriva que, dans la première année du gouvernement de Petrella, des galères d'Amalfi ramenèrent à Salerne quarante chevaliers normands qui venaient de faire le voyage de la Terre-Sainte. Dans ce siècle, où le courage était une nécessité, les Normands passaient pour le peuple le plus brave de l'Europe. Comme ces chevaliers débarquaient à Salerne, ils virent un camp dressé sous ses murailles. — Quels sont ces guerriers? demandent-ils aux Salernitains. — Des Sarrasins. — Pourquoi poussent-ils ces cris de joie et dansent-ils sur la plage? — C'est que tout à l'heure ils ont partagé la moitié de la rançon que la ville doit leur payer. — Quoi, ces mécréans ont osé rançonner des chrétiens? — Et, sans en demander davantage, les Normands prennent leurs masses d'armes, se mettent à la tête des milices de la ville, se précipitent sur le camp des Sarrasins et font succéder à leurs fêtes une scène de carnage et de terreur; les uns fuient, les autres veulent résister et sont taillés en pièces; le plus grand nombre est fait esclave; quelques-uns seulement se rembarquent, laissant leurs tentes et leurs richesses sur la plage.

Guaimard et les Salernitains comblèrent de présens leurs libérateurs, et, après avoir vainement essayé de les retenir, les renvoyèrent sur un navire chargé de fruits et d'étoffes précieuses. Lorsque, au retour, ils eurent fait goûter ces fruits à leurs compatriotes et qu'ils leur eurent raconté leur merveilleux voyage, ces hommes du nord ne songèrent plus qu'à visiter ce pays où mûrissaient la figue et l'orange. C'est à partir de ce moment qu'apparurent ces nombreuses troupes de pèlerins armés qui, sous le prétexte de visiter les abbayes du mont Cassin et du Gargano, envahirent le midi de l'Italie et se fixèrent à la cour des souverains du pays, au service desquels ils consacraient leur forte épée. Les ducs de Bénévent et de Salerne durent naturellement les accueillir; avec leur aide puissante, ils soumirent d'abord Sorrente et bientôt menacèrent Amalfi qu'affaiblissaient les divisions de la famille ducale. Les deux petits-fils de Giovani Petrella, soutenus chacun par un parti puissant, se disputaient l'autorité; tour à tour doges, ou proscrits, à la tête de la république ou relégués sur l'un des rocs des Syrènes,

au lieu de se tenir en garde contre un voisin ambitieux, ils ne songeaient qu'à se nuire. Ce voisin, c'était Guaimard IV, prince de Salerne; quand il se fut assuré de l'appui des Normands, il vint mettre le siége devant Amalfi (1039). Sur le point de succomber comme les habitans de Sorrente, les Amalfitains eurent recours à la politique qui, jusqu'alors, leur avait réussi; ils cédèrent en faisant leurs conditions, ils déclarèrent Guaimard duc d'Amalfi, mais sous condition que leurs priviléges seraient respectés, que la république garderait sa nationalité et ne serait pas annexée à la principauté de Salerne. Amalfi mettait dès-lors en pratique cette science des transactions qui fut toute la politique des Italiens et qui fit la grandeur de Venise et de Florence. Les Romains avaient pour maxime de ne jamais traiter tant que l'ennemi en armes occupait une partie du territoire de la république. Les Amalfitains, qui se disaient issus des Romains, ne montrèrent jamais cette inflexibilité de caractère; ils s'étudiaient plutôt à céder à propos et ne craignirent pas, quand la crise l'exigeait, d'adopter le patronage d'un voisin puissant et de le mettre même à la tête de la république, de sorte que l'on eût pu dire de ce petit état, comme de Rome républicaine, qu'il n'y avait pas de prospérité dont il n'eût profité et de malheurs dont il ne se fût servi.

Du jour de l'élection de Guaimard, toutes relations cessèrent entre Amalfi et l'empire grec, qui perdit l'ombre d'autorité qu'il avait conservée sur cette ville. Le prince de Salerne en hérita.

Ces concessions de la part d'un état républicain étaient grandes, et cependant toute étincelle de liberté n'était pas éteinte au cœur de ses citoyens. Guaimard, à peine installé au pouvoir, manqua aux engagemens qu'il avait pris : sous prétexte qu'il ne pouvait s'occuper efficacement des affaires de la cité, il nomma doge en sa place Mansone III, précédemment déposé et confiné dans les îles des Syrènes, en le déclarant son feudataire et en se réservant le titre de duc d'Amalfi; mais les Amalfitains refusèrent de se soumettre à ces humiliantes mesures. Quelques-uns même, ayant voulu recourir aux armes, Guaimard les déclara rebelles et les traita avec la dernière rigueur. Dès-lors, une conjuration se forma parmi les citoyens d'Amalfi; des conciliabules se tenaient au milieu des rochers, dans les endroits les plus solitaires des montagnes; les Salernitains, que Guaimard n'opprimait pas moins, se joignirent à eux, et tous, d'un commun accord, firent serment de se délivrer du tyran.

Le chemin qui conduit de Salerne à Amalfi traverse l'une des contrées les plus sauvages de l'Italie; tracé sur l'escarpement de montagnes dont la base plonge dans la mer, tantôt il s'élève au sommet de rocs décharnés, tantôt il descend le long d'étroites et périlleuses corniches au fond d'obscures vallées. Ce fut dans l'un de ces ravins, non loin de Vietri, que les conjurés attendirent le duc Guaimard un jour qu'il se rendait d'Amalfi à Salerne. Les conjurés s'étaient cachés au fond de l'une des nombreuses grottes que longe le chemin; aussitôt qu'ils virent Guaimard à leur portée, ils sortirent tous ensemble, l'épée, la hache et le poignard à la main. Guaimard, abandonné de ses gardes, essaya

vainement de se défendre; il tomba frappé de trente coups de poignard; puis, les conjurés s'attelèrent à son cadavre, et le traînèrent le long des rochers jusque dans les murs de Salerne, dont le peuple se souleva au cri de liberté. Pendant ce temps, les Amalfitains qui étaient du complot rentraient dans leur ville, où leurs complices les attendaient. Le doge aveugle, Mansone, n'essaya pas de leur résister; il prit la fuite, laissant la place à son frère Jean III, qui fut réintégré pour la troisième fois.

Les Sorrentins furent moins heureux que leurs voisins d'Amalfi. Guidone, frère de Guaimard et son lieutenant à Sorrente, ayant appelé les Normands à son aide, maintint son autorité dans cette ville, et marchant aussitôt sur Salerne, y entra de vive force cinq jours après la mort de Guaimard. Il fit sur-le-champ trancher la tête à quatre seigneurs de sa famille impliqués dans la conjuration, et à trente-six des habitans de la ville les plus compromis. Il installa ensuite Gisulfe, fils de Guaimard, comme chef de la principauté, et retourna à Sorrente sans avoir osé attaquer Amalfi. Cette petite république fut donc le seul des trois états qui profita de cette révolution; elle était libre, mais Gisulfe lui fit payer chèrement cette liberté. Gisulfe, dont les états entouraient le territoire d'Amalfi, et qui était maître des ports voisins, se saisissait de tous les navires de la république que les hasards de la mer obligeaient à relâcher dans ces ports, emprisonnant leurs équipages, et quelquefois mettant à mort leurs commandans. Jean III, le vieux doge rétabli, manquait de l'énergie nécessaire pour tirer vengeance de ces insultes. Ce fut alors que les Amalfitains, poussés à bout, eurent recours à une puissante, mais fatale protection.

Entre tous ces pèlerins armés qui avaient envahi l'Italie, on distinguait les fils d'un gentilhomme normand qui descendait du fameux Rollon. Tancrède de Hauteville était le nom de ce gentilhomme; il avait eu douze fils, et dix d'entre eux étaient successivement passés en Italie, Guillaume Bras-de-Fer, Drogon et Humfroi les premiers, puis Robert Guiscard, Humbert et Mauger, et, enfin, Bohémond, Roger et leurs autres frères. Par une faculté assez rare, mais qui tenait, sans doute, au génie naturel de leur nation, ces Normands étaient à la fois guerriers courageux et politiques consommés, *des lions dans le combat, des anges dans le conseil,* a dit Guillaume de Pouille leur historien; s'ils savaient vaincre, ils savaient surtout profiter de la victoire, et fonder en même temps que conquérir. Robert Guiscard fut le plus habile de ces princes. Maître du midi de l'Italie, il avait le premier établi dans ces provinces un pouvoir régulier en se faisant nommer duc de la Pouille et des Calabres. Allié douteux de Gisulfe, dont il avait épousé la sœur, il convoitait ses états et n'attendait qu'une occasion favorable pour s'en emparer. Ce fut à lui que les Amalfitains s'adressèrent, réclamant son appui contre le tyran de Salerne (1).

Cette démarche des Amalfitains fut une immense faute. Robert Guiscard, dont ils invoquèrent le secours, était trop puissant et trop en veine de conquêtes

(1) Gugl. Pugliese, lib. III *de Rer. norman.*

pour rester désintéressé. Ce n'était donc plus un protecteur, c'était un maître qu'ils allaient se donner. Robert Guiscard saisit en effet avec empressement une occasion si favorable de se rendre maître de Salerne. Il investit cette ville du côté de la terre, se rendit avec ses soldats à Amalfi, où les partisans de Gisulfe avaient excité quelques désordres, les chassa, y éleva quatre châteaux dans lesquels il mit garnison, accepta le patronage de la ville que lui offraient les citoyens, garantit pour cette fois encore leur indépendance et leur ancienne constitution, et, traînant après lui leurs milices et leur flotte, il vint achever du côté de la mer le blocus de Salerne.

Maître de cette ville, dont le siége dura huit mois, Robert en chassa Gisulfe, qui se retira au couvent du mont Cassin. Gisulfe fut le dernier des princes de la dernière dynastie lombarde d'Italie. Cette dynastie avait gouverné pendant cinq siècles les provinces de Bénévent et de Salerne; elle périt par sa faute, ayant la première appelé les Normands dans ses états, et entraîna dans sa ruine les républiques voisines de Naples, de Gaëte et d'Amalfi. Les citoyens de cette dernière ville avaient aidé à la conquête de Salerne, ils en furent bientôt punis. Ces Normands, dont ils avaient invoqué le patronage et le secours, ne tardèrent pas à tourner contre eux leurs armes victorieuses, et toute la fin du XIe siècle et le commencement du XIIe nous offrent le spectacle d'une lutte longue et inégale entre la petite république et les successeurs ambitieux de Robert Guiscard. Soumis un jour, le lendemain les citoyens d'Amalfi courent aux armes, réclamant sinon leur entière liberté, du moins le maintien de leurs priviléges et de leurs franchises. Une fois même, en 1096, ils parviennent à chasser les Normands des quatre châteaux que Robert Guiscard avait construits; ils élisent doge Marino Pensabaste, qui dans une première rébellion s'était bravement mis à leur tête, proclament leur indépendance, et luttent cette fois contre l'oppression avec un véritable et trop tardif héroïsme.

Roger, indigné de la révolte des Amalfitains, avait armé contre eux son frère Bohémond et son oncle Roger de Sicile. Les trois princes, à la tête des milices de Sicile, des Calabres et de la Pouille, et secondés par une flotte imposante et vingt mille Sarrasins, assiégèrent la ville par terre et par mer. La flotte bloquait le port, leurs troupes couvraient les monts du voisinage, et en fermaient toutes les issues (1). Les Amalfitains ne se découragèrent cependant pas, et repoussèrent avec succès les attaques des princes confédérés. Néanmoins, privés de tout secours et bloqués étroitement, peut-être eussent-ils fini par succomber, si la nouvelle de la première croisade, prêchée par Urbain II, ne fût venue rompre l'accord qui existait entre les assiégeans. Bohémond, apprenant qu'une armée française traversait Rome pour se rendre dans la Terre-Sainte, fut saisi d'une subite inspiration; il mit en pièces deux chlamydes de pourpre et les fit découper en croix; attachant, ensuite, l'une de ces croix sur son épaule, il distribua les autres à plus de cinq cents chevaliers, ses compagnons. Tancrède, son cou-

(1) Malaterra, *Hist.*, lib. IV.

sin, que le Tasse a immortalisé dans son poème, était au nombre de ces chevaliers. La fleur de l'armée de Roger imita l'exemple de Bohémond et de ses compagnons. Remplis d'enthousiasme et s'écriant : *Dieu le veut!* tous firent serment de ne revenir en Europe que lorsqu'ils auraient conquis la cité sainte. Peu de jours après, l'armée de Bohémond et une partie de celle de Roger suivaient le chemin de Reggio, où ils devaient s'embarquer pour l'Orient. Cette espèce de désertion avait rempli Roger d'une violente indignation ; il fallut bien néanmoins qu'il renonçât à l'espoir de soumettre Amalfi qu'il bloquait depuis six mois. Il leva donc le siége, ramena ses soldats dans la Pouille, et attendit une occasion plus favorable (1).

Cette occasion ne se présenta que cinq ans plus tard, en 1101. Amalfi, surprise, dut se soumettre au prince normand ; mais en 1131 elle avait recouvré son indépendance, car à cette époque nous voyons le roi Roger de Sicile, héritier des ducs de Pouille, sommer ses citoyens de lui livrer leurs forteresses et de faire abandon de leurs priviléges, contraires, disait-il, à ses prérogatives royales, et sur leur refus assiéger de nouveau leur ville. Leur défense fut opiniâtre; ils rappelèrent leurs vaisseaux, armèrent toutes les forteresses de la côte, et jurèrent de s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt que de reconnaître un roi absolu. Attaqués d'un côté par l'armée normande, de l'autre par la flotte sicilienne, que commandait George d'Antioche, amiral du roi, ils tinrent bravement tête à l'orage. Les garnisons qu'ils avaient mises dans les petits châteaux de la côte ne restaient pas inactives et incommodaient fort les assiégeans ; Roger fut donc obligé d'attaquer ces châteaux et de les emporter successivement, aucune des garnisons n'ayant voulu se rendre qu'après plusieurs assauts, dans lesquels périt la fleur des milices de la république. Caprée et le fort de Guallo dans les îles des Syrènes furent soumis les premiers; les assiégeans s'emparèrent bientôt de Ravello et de la Scala ; Majori, Tramonti, Cetara, succombèrent ensuite ; enfin, après une résistance qui avait duré une année entière, Amalfi, privée de tout secours, se vit à la merci du roi Roger; sa liberté était donc perdue, et de plus elle avait à redouter la vengeance d'un vainqueur irrité. Cependant Roger lui laissa une ombre d'indépendance, et traita ses citoyens avec douceur. Parmi les chroniqueurs, les uns attribuent cette conduite magnanime du vainqueur à l'intercession de saint André, patron d'Amalfi ; les autres racontent une histoire moins surnaturelle, mais fort peu vraisemblable. La nuit qui précéda la soumission de la ville, le roi Roger, disent-ils, fut tiré subitement de son sommeil par une voix qui l'appelait doucement ; Roger ouvrit les yeux, et, se levant sur son séant, vit debout à son chevet un homme armé d'une hache sanglante, et tout prêt à lui ouvrir le crâne s'il appelait. — Qui es-tu? lui dit le roi; un ange, ou un mauvais esprit? — Je suis un homme comme toi, un homme qui, tu le vois, est maître de ta vie. — D'où viens-tu, et que me veux-tu? — Je viens d'Amalfi ; cette hache m'a ouvert la porte de ta tente,

(1) Lupi Prostapata, *chron.* an. 1096.

et je viens te demander la liberté de mon pays. — Roger jeta un regard rapide autour de lui, et vit qu'il était seul; il était nu et sans armes, mais d'une force herculéenne et d'un trop grand courage pour être effrayé. — Quel est ton nom, dit-il à l'inconnu, et qui t'a chargé d'une semblable mission? — Je m'appelle Pietro Alferio; je suis le cinquième de six frères décidés tous comme moi à rester libres ou à mourir, et qui m'ont choisi cette fois comme le plus brave. — Eh bien! Pietro Alferio, s'écria Roger en bondissant d'une façon terrible et en saisissant son adversaire à la gorge et lui arrachant sa hache; eh bien! va dire à tes cinq frères et à tes concitoyens que Roger tout nu et dans son sommeil a su terrasser le plus brave des citoyens d'Almafi; dis-leur aussi qu'ils fassent leur soumission, et ils n'auront pas plus à se repentir du passé que toi d'avoir osé réveiller le roi Roger.

Le lendemain Amalfi ouvrit ses portes. Roger reconnut, en effet, par une honorable capitulation, le droit qu'elle avait de se gouverner d'après ses lois municipales, l'incorporant toutefois à sa nouvelle monarchie, et ajoutant à ses autres titres celui de duc d'Amalfi (1).

VI. — LES PISANS SACCAGENT AMALFI; DÉCADENCE DE CETTE VILLE.

La conquête d'Amalfi devait entraîner celle de Naples sa voisine; elle causa un tel effroi à Sergius, son duc, qu'il s'empressa de se rendre à Salerne et de remettre entre les mains de Roger les clés de sa ville, se déclarant son vassal; mais cet acte d'humilité ne le sauva pas. Roger voulait être roi à Naples comme il l'était à Salerne, à Sorrente et à Amalfi. Les Napolitains avaient imprudemment donné asile au prince Robert de Capoue, son compétiteur; Roger leur reprocha cette conduite équivoque, et vint mettre le siége devant leur ville. Roger, pour soumettre Naples, avait requis la flotte et les milices d'Amalfi, qui ne le secondaient qu'en frémissant. Sergius, duc de Naples, s'il eût été plus habile, eût pu détacher les Amalfitains de la cause du roi, et trouver en eux des amis et peut-être des auxiliaires; loin de là, il arma contre eux la rivalité des Pisans, ses alliés, et s'en fit des ennemis irréconciliables.

Depuis long-temps les Pisans nourrissaient le désir d'écraser des concurrens préférés, et qui les avaient devancés sur tous les marchés de l'Orient; ils savaient qu'une fois les Amalfitains détruits, ils hériteraient de leur opulente et nombreuse clientelle; leurs passions haineuses et jalouses n'avaient donc pas besoin d'être stimulées, elles n'attendaient qu'une occasion pour éclater et se satisfaire; cette occasion se présentait enfin, et ils la saisirent avec empressement. Les consuls de Pise, Alzopardo et Cane, avaient amené au secours de Naples une flotte de cent galères. Trouvant le port de Naples bloqué par les vaisseaux d'Amalfi, et apprenant que les milices de cette ville étaient en quartier à Aversa,

(1) *Chron. Cavens.* — *Anonym. Cassinens.* — Capecelatro, *Istor. del Regno di Napoli*, tom. II, pag, 5. — Falco, *Chron. Benevent.*, an. 1130.

dans la terre de Labour, ils laissèrent la moitié de leur flotte à l'entrée du golfe pour observer l'ennemi, et firent voile vers Amalfi avec l'autre moitié. Le 19 août 1135, au point du jour, les habitans de cette ville, étonnés de voir leur rade couverte de navires, s'imaginèrent que leur flotte revenait de Naples, et ouvrirent la chaîne du port pour la recevoir. Les Pisans profitèrent de leur erreur, ne leur donnèrent pas le temps de se reconnaître, forcèrent l'entrée du port, couvrirent le rivage de leurs soldats, pénètrèrent dans la ville dépourvue de défenseurs, et la mirent au pillage (1). Le sac dura trois jours, durant lesquels les Pisans transportèrent sur leurs navires d'immenses richesses enlevées aux temples et aux palais d'Amalfi. Le fameux exemplaire des *Pandectes* qu'on voit aujourd'hui à Florence à la bibliothèque *Laurenziennc* faisait partie de ces dépouilles.

Le double but que les Pisans se proposaient en dévastant Amalfi, était rempli ; ils avaient secouru les Napolitains leurs alliés, et détruit leurs rivaux. Les Pisans mettaient déjà en pratique cette politique des puissances maritimes, qui pensent qu'on ne peut brûler assez de vaisseaux, ni détruire assez d'arsenaux : c'est une manière comme une autre d'amortir la concurrence. Mais, enivrés par leur facile victoire, les Pisans prolongèrent imprudemment leur séjour dans la ville dévastée; il y a plus, ils résolurent d'emporter de vive force les deux villes de Ravello et de la Scala, qui passaient pour très riches. La Scala, construite sur la roche de Cama, a donné, on le sait, naissance à Amalfi, qui de ces rocs est descendue vers la mer. Ravello est bâtie comme la Scala sur un rocher, et semble détachée de cette dernière ville par le profond ravin d'Atrani. La Scala était toujours restée soumise à Amalfi ; Ravello, fondée vers le IXᵉ siècle par les riches patriciens de la république, dans l'une des plus admirables situations du midi de l'Italie, s'en était séparée du temps de Robert Guiscard. Sa population, chose incroyable quand on connaît le site sauvage que cette ville occupait, s'élevait à plus de quarante mille habitans, et ses citoyens étaient les plus riches et les plus fiers des habitans de la contrée. Quand les Amalfitains s'étaient soulevés contre Robert Guiscard, en 1080, l'opulente ville des montagnes lui était restée fidèle, mais plutôt pour se déclarer indépendante d'Amalfi, sa puissante voisine, que par dévouement à la nouvelle dynastie normande. Ravello, avant sa rébellion, s'appelait *Toro;* depuis, les Amalfitains l'avaient appelée *Rebello* d'où *Ravello* par corruption. Ses ruines singulières, et quelquefois magnifiques, nous montrent quelle était alors sa richesse. Sa rébellion contre Amalfi lui avait du reste été profitable, Robert lui ayant donné un évêque et des franchises.

De la plate-forme élevée où est bâtie cette ville, on jouit d'un horizon admirable ; l'air qu'on y respire est pur et balsamique ; la terre, couverte de figuiers, de vignes, de mûriers et d'arbrisseaux résineux de toute espèce, y est d'une merveilleuse fertilité. Cette riche plate-forme était inaccessible comme celle de la Scala, et le château de la Fratta commandait les rudes sentiers qui

(1) Ab. Telesin., *Rer. a Rogerio gest.*, lib. III, cap. IV.

y conduisaient. Les Pisans crurent néanmoins qu'ils auraient aussi bon marché de Ravello et de la Scala que d'Amalfi, ces villes étant dépourvues de leurs milices les plus braves; mais la petite garnison du château de la Fratta repoussa héroïquement toutes les attaques des Pisans. Ils livraient un dernier et terrible assaut, quand l'armée des Amalfitains, partie en toute hâte de ses quartiers d'Aversa, parut tout à coup sur les hauteurs voisines; le roi Roger la conduisait en personne à travers les défilés du mont Cereto, réputés jusqu'alors inaccessibles. A cette vue, les généraux pisans font cesser l'attaque et rappellent leurs soldats; mais, avant qu'ils aient eu le temps de se reconnaître, les milices d'Amalfi se précipitent sur eux du haut des montagnes, au cri de *Vengeance et saint André!* et les rejettent confusément du côté du ravin. Resserrés entre l'extrême bord du précipice et les piques des Amalfitains, la plupart furent pris ou tués. Des deux consuls de Pise, Alzopardo et Cane, l'un mit bas les armes avec un corps de quinze cents soldats, l'autre fut égorgé dans la mêlée. La défaite des Pisans fut complète; leur flotte, ayant recueilli à la hâte un petit nombre de fuyards, appareillait en désordre, quand les galères d'Amalfi et de Sicile, échappées à la surveillance de la division pisane laissée devant Naples, apparurent, doublant le promontoire de la Conque, et fondirent sur la flotte fugitive. La plupart de ses vaisseaux qu'alourdissait un riche butin furent coulés à fond en essayant de se défendre; les meilleurs voiliers, secondés par un vent favorable, échappèrent seuls aux confédérés (1).

Amalfi était vengée, mais cette première invasion pisane n'en avait pas moins porté un coup mortel à sa prospérité. Ses arsenaux étaient détruits, ses trésors épuisés, ses temples et ses palais dévastés, et son commerce interrompu; de plus, elle avait désormais à redouter l'inimitié des Pisans. Ce ne fut pourtant que deux ans plus tard que ceux-ci, auxiliaires dévoués du duc Sergius et de Robert de Capoue qui se défendaient toujours dans Naples, armèrent de nouveau cent galères auxquelles se joignirent un nombre égal de vaisseaux génois. Cette flotte devait assiéger Salerne, capitale des états du roi Roger en Italie; elle devait surtout venger Pise du désastre de la Fratta. Ce fut un jour fatal pour Amalfi que celui où cette formidable flotte se déploya sous ses murailles et la somma d'ouvrir ses portes. Cette fois elle perdit plus que des hommes et des richesses, elle perdit le prestige moral qui jusqu'alors l'avait soutenue; ses citoyens, qui, en 1096, avaient si courageusement repoussé les assauts répétés de trois princes normands secondés de vingt mille Sarrasins, et que le roi Roger n'avait pu soumettre qu'après une longue suite de combats, ne songèrent pas même cette fois à résister aux Pisans. Il semble qu'en perdant leur indépendance, ils avaient perdu aussi tout courage et toute énergie. Ils se rendirent à merci, offrant de se racheter du pillage à prix d'or : c'était là tout ce que voulaient les Pisans. Ils exigèrent de la malheureuse ville des sommes si considérables, que sa ruine fut en quelque sorte consommée (2).

(1) Ab. Telesin., lib. III, cap. IV.
(2) *Chron. Benevent.*, an. 1137.

Mais c'était moins d'Amalfi que de Ravello et de la Scala que les Pisans avaient à cœur de se venger, la résistance de ces deux villes ayant été la première cause de leurs désastres. Ils sommèrent donc leurs habitans de payer également une rançon exorbitante, et sur leur refus ils les assiégèrent avec toutes leurs forces. Cette fois il n'y avait plus de secours à espérer du dehors, et néanmoins, grace à la force de leur situation et à l'appui qu'elles pouvaient mutuellement se prêter, ces villes eussent sans doute repoussé l'attaque des Pisans, si un incident singulier, en livrant l'une d'elles à l'ennemi, n'eût entraîné la perte de l'autre.

Il y avait au centre de la ville de la Scala une espèce de gouffre profond qui servait d'égout, et dans lequel les habitans jetaient leurs immondices, que les eaux pluviales entraînaient dans le torrent voisin, à travers le massif de la montagne. Un des capitaines pisans, ayant trouvé un jour, à la sortie de cet égout, le corps d'un dogue monstrueux, fit remarquer à ses compagnons que, puisque un animal d'une si grande taille avait pu passer sans difficulté par ces couloirs souterrains qui aboutissaient à la ville, un homme pourrait s'y glisser; « et où un homme peut passer, une armée passe, » ajouta-t-il en songeant à profiter de sa découverte. Il en fit part en effet aux autres généraux, qui, le jour même, firent sonder les entrailles de la montagne par de hardis aventuriers; ceux-ci rapportèrent que, tantôt rampant, tantôt marchant, tantôt se hissant le long de ces souterrains, ils étaient arrivés à un endroit où le gouffre s'élargissait. Cet endroit était voisin de son issue dans la ville, et présentait de tous côtés des parois perpendiculaires, dont la hauteur ne pouvait être bien grande, puisque, du fond de cette espèce de puits, ils avaient entendu les conversations des femmes de la ville et vu les toits de ses maisons. « Mais néanmoins, ajoutaient-ils, on ne pourrait escalader ces parois sans échelles; et comment traîner des échelles assez longues dans ces tortueux labyrinthes? » Les généraux pisans tinrent conseil, et décidèrent que, tandis qu'on attaquerait ouvertement la ville, une troupe de soldats déterminés y pénétrerait par surprise en se glissant dans le souterrain. Mais que faire pour escalader les parois du gouffre? « Que cela ne vous cause aucun souci, dit tranquillement l'officier qui avait découvert le passage; donnez-moi le commandement de ces braves gens, je me charge de leur procurer des échelles, et je prends saint Reynier à témoin que, fussent-ils deux mille, je les conduirai tous, jusqu'au dernier, au cœur de la ville. » Le conseil choisit sur-le-champ un homme si brave et qui paraissait tellement sûr de son fait. Le lendemain, au moment où le soleil se couchait, l'armée pisane s'ébranla et donna à la ville un terrible assaut; tandis que tous ses habitans en état de combattre, montés sur le rempart, tenaient bravement tête aux assaillans, tout à coup des cris aigus retentirent au fond de l'égout, placé, comme nous l'avons dit, au centre de la ville : c'étaient les cris d'un jeune campagnard que le chef de la troupe qui s'était glissé sous la montagne avait amené avec lui et faisait battre de verges. « Un de nos enfans se sera laissé choir au fond du puits et se sera grièvement

blessé, » s'écrient les habitans des maisons voisines; et aussitôt vingt échelles sont établies le long des parois du gouffre, et autant d'habitans s'apprêtent à y descendre. Mais quel est leur étonnement et leur effroi, quand tout à coup, au sommet de chacune de ces échelles, apparaît un soldat couvert de fange et la hache à la main! Avant que ces bonnes gens aient eu le temps de se reconnaître et d'appeler du secours, toute cette troupe décidée s'est précipitée hors de l'égout, et, sans s'amuser à les poursuivre, résistant même à la tentation de piller les riches palais voisins, elle court vers l'une des portes, dont elle égorge les défenseurs pris à revers. Une fois maîtres de la porte, les Pisans étaient trop nombreux pour que la Scala pût leur résister. Ses habitans furent tous ou tués ou faits esclaves; la ville fut saccagée d'une manière horrible, puis rasée. Jamais elle ne se releva de ses ruines.

Ravello, la voisine de la Scala, essaya bien encore de résister aux Pisans victorieux; mais elle ne tarda pas à succomber, et fut également dévastée. La perte de ces deux cités auxiliaires acheva la ruine d'Amalfi. La jalousie des Pisans fut satisfaite; ils n'eurent plus à redouter la rivalité d'une ville qui déclina rapidement. Ses comptoirs furent successivement abandonnés, son crédit anéanti, et lorsque, en 1350, les rois de Naples lui enlevèrent ses institutions municipales, seuls restes de son ancienne constitution républicaine, qu'avait maintenues le roi Roger, ils ne frappèrent plus qu'un cadavre, car cette ville, qui en 1137, au commencement de sa décadence, comptait environ cinquante mille habitans, ne renfermait plus alors qu'une insignifiante population.

L'homme avait commencé la ruine d'Amalfi, la nature l'acheva. Déjà en 1013, une violente tempête avait, comme nous l'avons dit, détruit en partie la ville basse et changé complètement l'aspect de la cité. La chronique de *Minori triomphante* nous apprend qu'avant cette tempête le port occupait tout l'espace qui s'étend d'Amalfi à Majori, c'est-à-dire une étendue de près de trois milles. Chacun des petits ports d'Atrani, de Marmorata et de Minori formaient sans doute alors autant de bassins, rattachés l'un à l'autre par des ouvrages dont aujourd'hui il ne reste pas même de traces. Derrière le port s'étendaient les arsenaux, les chantiers, les marchés, un théâtre, des thermes, l'hôpital et la monnaie. La mer gagne sur ces rivages comme sur ceux des golfes de Naples et de Baïa. Lorsque le vent de sirocco souffle avec violence, les vagues, ne rencontrant aucun obstacle, acquièrent une irrésistible puissance et déferlent avec fureur sur les rochers de la côte, dont elles détachent chaque jour des fragmens considérables. Ce n'était donc qu'à force de persévérance et au prix de travaux dispendieux que les Amalfitains étaient parvenus à créer un port. Lors de la décadence de leur ville, les citoyens d'Amalfi, ayant perdu leurs richesses, que le commerce n'alimentait plus, ne purent entretenir ces travaux élevés à grands frais. Les digues furent rompues, les murs s'écroulèrent, et le 24 novembre 1343, la veille de la Sainte-Catherine, une tempête s'étant élevée, la plus terrible de toutes celles dont les annales du royaume aient conservé le souvenir, la mer, renversant ces faibles obstacles,

détruisit le port, et du même coup abîma les quartiers qui l'avoisinaient et rasa tous les édifices bâtis sur la plage (1). Le désastre fut complet et sans remède; des bancs de galets, que la mer venait battre, s'accumulèrent à la place occupée naguère par la ville et le port. De ce jour, tout commerce cessa, et comme république, comme ville commerçante et comme port, Amalfi n'exista plus.

La ruine si rapide d'Amalfi semble justifier cette remarque de Montesquieu, que les puissances fondées par le commerce peuvent subsister long-temps dans la médiocrité, mais que leur grandeur est de peu de durée; elles s'élèvent peu à peu et sans que personne s'en aperçoive, car elles ne font aucun acte particulier qui excite l'attention et signale leur puissance; mais lorsque la chose est venue au point qu'on ne peut s'empêcher de la voir, chacun cherche à priver la nation commerçante d'un avantage qu'elle n'a pris, pour ainsi dire, que par surprise. Nous voyons, en effet, les Lombards, puis les Normands, puis les Pisans, aidés des Génois, commencer ou achever la ruine du petit état d'Amalfi, qui ne devait son importance qu'à ses relations et à son commerce.

La cité d'Amalfi était déjà singulièrement déchue de son opulence et de sa grandeur, lorsqu'en 1254, ressentant sans doute quelques velléités de liberté, elle suivit le parti guelfe, et, embrassant la cause du pape Innocent IV, se souleva contre Manfred. Manfred, ayant reconquis son royaume à l'aide de ses Sarrasins de Nocera, se vengea avec un certain dédain de la rébellion des Amalfitains. Il se contenta de faire occuper Atrani, qui alors faisait partie d'Amalfi, et dont l'archevêque avait été l'instigateur de la révolte, par un corps de mille Sarrasins, et de fermer l'église archiépiscopale, dont il accorda les bénéfices et les rentes au fameux Jean de Procida, son médecin, son ami et son conseil.

La garnison sarrasine occupa long-temps Atrani, exerçant toutes sortes de vexations et de rapines dans le pays, et ne respectant pas même les nombreux couvens de femmes situés aux environs de la ville. Les victimes du libertinage des Africains furent très nombreuses et choisies dans toutes les classes du peuple. De nos jours, la population d'Atrani est encore considérée par ses voisins comme à demi sarrasine. Les habitans d'Amalfi eux-mêmes n'ont point assez de moqueries contre la prétendue prononciation arabe de leurs anciens concitoyens, dont les accens gutturaux *dégoûtent*, disent-ils, *merveilleusement les oreilles* (2).

Dans les siècles qui suivirent, la bourgade d'Amalfi appartint tour à tour à des princes des maisons Colonne et Orsini, auxquels les souverains de Naples en firent don, et aux Piccolomini, alliés à la maison d'Aragon. Ces derniers princes étaient en marché pour la vente de ce duché qu'ils avaient possédé cent

(1) La même tempête brisa tous les vaisseaux à l'ancre dans le port de Naples et ruina la plupart des ports des Calabres et de l'Adriatique.

(2) La cui pronunzia disgutta mirabilmente le orrechie. (*Matteo Camera.*)

treize ans, avec Zénobie del Carreto, princesse de Melfi dans la Pouille, pour la somme de 212,697 ducats; mais le prince de Stigliano ayant enchéri sur la princesse Zénobie, et offrant 216,160 ducats, le duché lui fut adjugé. Ce marché avait lieu en 1584. Qu'eussent dit les consuls, les sénateurs et les doges d'Amalfi, s'ils eussent vu leur république, maîtresse de la Méditerranée pendant deux siècles, adjugée au plus offrant pour quelques milliers de ducats?

Les descendans de ces républicains avaient toutefois conservé assez d'amour-propre national pour s'indigner d'un tel marché. Le prince de Stigliano n'ayant pu en effectuer le paiement sur-le-champ, les habitans d'Amalfi rassemblèrent aussitôt la somme convenue, et réclamèrent auprès du domaine royal la préférence dans une pareille vente. Cette préférence leur fut accordée; les Amalfitains purent donc se racheter, et firent, du reste, une bonne affaire, car dans l'espace de six mois au plus ils trouvèrent moyen de revendre au plus offrant les nombreux fiefs qui dépendaient de leur duché, et ils retirèrent de cette vente un bénéfice de près d'un million de ducats.

Les Amalfitains, dans cette circonstance, avaient su réunir à l'amour-propre national le génie commercial de leurs ancêtres; on eût pu les croire d'un autre siècle.

Ce singulier marché est, en quelque sorte, la dernière page de l'histoire d'Amalfi, qui n'est plus qu'un bourg du second ordre, et qui suit la fortune du royaume de Naples, dont il fait partie. L'Europe avait depuis long-temps oublié l'existence et jusqu'au nom de la petite république, lorsqu'une éclatante et singulière catastrophe vint tout à coup le lui remettre en mémoire. Naples tout entière s'était soulevée, ses *lazarroni* demi-nus avaient vaincu les vieilles bandes espagnoles et frappé de terreur le duc d'Arcos, son orgueilleux vice-roi; pendant plusieurs jours, cette formidable populace avait obéi à un des siens comme à un roi, réclamant, par son organe, avec une effrayante unanimité, le rétablissement de ses priviléges garantis par Charles-Quint, et la suppression des taxes qui l'écrasaient. Cet élu de la grande cité, qui, à son gré, apaisait ou soulevait la tempête populaire, c'était Thomas Agnello, un jeune pêcheur d'un petit port de la côte qui s'appelait Amalfi.

FRÉDÉRIC MERCEY.

HISTOIRE

DE LOUIS XVI

PAR M. DROZ.[1]

Dans un écrit récent où l'on ne sait ce qu'on doit le plus admirer de l'écrivain ou de l'homme d'état, de la profondeur de la pensée ou de la mâle beauté des formes, dans cette biographie politique, image vivante de Washington, simple et grande comme lui, M. Guizot a dit : « Il y a des évènemens que la Providence n'admet pas les contemporains à comprendre, si grands, si complexes qu'ils surpassent long-temps l'esprit de l'homme, et que, même en éclatant, ils demeurent long-temps obscurs dans ces profondeurs où se préparent les coups qui décident des destinées du monde. Telle a été la révolution française. Qui l'a mesurée? De qui n'a-t-elle pas trompé cent fois l'opinion et l'attente, amis ou adversaires, enthousiastes ou détracteurs? Quand l'ame et la société humaine sont à ce point remuées et soulevées, il en sort des choses qu'aucune imagination n'avait connues, qu'aucun dessein ne saurait embrasser. »

Washington lui-même, accoutumé à résoudre les questions poli-

(1) 2 vol. in-8°, librairie de Renouard, rue de Tournon, 6.

tiques les plus délicates, éloigné du choc des partis, désintéressé dans la lutte, animé pour la France d'une bienveillance reconnaissante, Washington n'osait pas porter un jugement sur la révolution française, en prédire la marche, en prévoir l'issue. L'évènement lui paraissait si extraordinaire à son début, si merveilleux dans ses progrès, et tellement gros de prodigieuses conséquences, que ce grand homme demeurait comme perdu dans la contemplation. « Ceci, disait-il, est un océan sans limites d'où l'on ne voit plus de terre. »

Ce que Washington ne discernait pas pouvait-il être aperçu par les hommes qu'aveuglait l'orage de la révolution? par ceux qu'elle rejetait violemment hors de son sein, ou qu'elle emportait dans ses impétueux tourbillons?

Sans doute, une révolution avait été prévue depuis long-temps et annoncée dans leurs écrits par quelques esprits d'élite. On se rappelle, entre autres, les paroles prophétiques de J.-J. Rousseau dans une note de l'*Émile*. Mais il y a loin de cette vue anticipée et générale d'une grande crise à l'exacte appréciation de l'évènement qui vient d'éclater. Celui qui prévoit la tempête pourrait-il en tracer la marche, en calculer la violence, en compter les ravages?

La révolution de 1789 devait être une énigme, un problème trop complexe, non-seulement pour ceux des contemporains qu'elle avait frappés dans ses terribles explosions, mais aussi pour ceux qui, plus heureux et plus habiles, n'avaient vu les éclats de la tempête que du rivage. C'est en vain qu'au premier retour d'un peu de calme ils se flattaient de pouvoir donner une description sincère et complète de cette immense catastrophe. Ils ne pouvaient pas en embrasser toute l'étendue, en apprécier d'une manière équitable les résultat, en prévoir les suites.

Les causes d'erreur étaient inévitables et diverses. Les uns, sous l'impression durable d'une profonde erreur et d'une invincible rancune, voyaient l'abîme toujours ouvert, toujours prêt à tout engloutir; ils désespéraient de la société, et n'avaient pour elle que d'amers reproches et de funestes prédictions. Pour les autres, au contraire, c'était là l'erreur la plus commune, la révolution était désormais un fait accompli. Combien de fois ces optimistes n'ont-ils pas vu l'abîme des révolutions (c'est ainsi qu'ils parlaient) se fermer depuis la chute de Robespierre! Non-seulement sous le consulat, mais déjà sous le directoire, l'ordre public aurait, à les entendre, retrouvé toute sa puissance, et brillé de tout son éclat; la France aurait joui d'un gouvernement régulier qui lui assurait tous les avantages de la révolu-

tion. C'est ainsi que jugeaient la révolution ceux qui, en admettant son principe et sa légitimité, blâmaient cependant ses écarts et déploraient ses excès. Je ne parle pas de ces optimistes pour qui, soit légèreté d'esprit, soit flexibilité de conscience, les jours néfastes de la révolution n'avaient été que de fatales nécessités ou des accidens fugitifs dont il n'était pas plus raisonnable de faire grand bruit que des orages de l'été ou des avalanches des Alpes; encore moins veux-je parler de ceux pour qui la révolution, avec ses proscriptions et son *maximum*, ses principes de nivellement et ses formes grossières, n'était que l'état régulier, le *desideratum* de la société.

Les hommes qui se trompaient ainsi sur le cours et la fin de la révolution, ceux qui prenaient chacune de ses phases pour son terme, n'étaient pas sans excuses. Les grandes révolutions sont comme ces immenses fleuves du sol africain dont les géographes ne peuvent se faire une juste idée, n'en connaissant pas à la fois la source, les embouchures et le cours tout entier.

La révolution de 1789 n'était accomplie ni par l'établissement du directoire, ni sous le consulat, ni au temps de l'empire, pas même par la restauration. Les lois de l'histoire nous apprennent que, lorsqu'une rénovation sociale, arrivée à sa maturité, éclate avec ces terribles et soudains efforts qui mettent l'état en révolution, ce que le pays veut d'abord, c'est uniquement cette juste mesure de réformes et d'innovations qu'une plus haute civilisation ou qu'un trop grand abaissement de l'ancien ordre de choses ont rendu nécessaires. Ce n'est que plus tard que le choc violent des intérêts opiniâtres, aveugles, et l'exaltation orgueilleuse des hommes puissans dont on a voulu contester les droits et disputer la victoire, jettent le pays loin du but. La révolution, se ruant alors sur ses adversaires, s'emporte et s'égare: les crises se multiplient, s'aggravent, se succèdent avec une effrayante rapidité; tout devient possible, les transitions les plus brusques, les plus étonnantes mutations. La licence et la tyrannie, le crime le plus odieux et le dévouement le plus sublime, la grandeur et la bassesse, l'enthousiasme et le dédain pour les mêmes choses, pour les mêmes principes, l'activité et l'énergie, l'épuisement et la fatigue, donnent à la société des apparences inattendues et diverses. A quelques jours de distance, le pays semble profondément changé, les hommes et les choses ne sont plus reconnaissables, et c'est alors que l'observateur, surpris, confondu, se persuade, en voyant la révolution reprendre haleine, qu'elle s'est arrêtée à mille lieues du but primitif.

Il se trompe cependant, il prend une déviation accidentelle pour un changement de direction, et une halte pour le terme de la carrière.

Ainsi, c'était une erreur d'imaginer que la révolution après Robespierre se reposerait dans la république. La France n'a jamais été républicaine. C'est son génie éminemment unitaire et monarchique qui, de bonne heure, sapait en-deçà du Rhin la république féodale, et qui n'a jamais permis à la république municipale de s'établir et de briller en-deçà des Alpes. Qui pourrait le regretter en comparant l'état présent de la France à celui de l'Allemagne, de l'Italie, même de la Suisse? La république de 1792 n'a été qu'un accident, une explosion de colère, *furor brevis.* Il y avait déjà quelques tendances monarchiques, même dans la constitution de l'an III et dans ces fêtes et ces splendeurs un peu théâtrales, passablement burlesques, des cinq proconsuls du Luxembourg.

C'était une erreur plus manifeste encore, si manifeste qu'elle ne pouvait être involontaire, que de ne pas voir une monarchie dans le consulat.

Mais la monarchie du consulat, comme la monarchie de l'empire, n'était pas l'ordre nouveau que la France voulait et que la révolution de 1789 avait eu le dessein et la mission d'établir. Ce que la France avait voulu, c'était dans l'ordre social l'égalité civile, dans l'ordre politique l'alliance de la monarchie avec la liberté, la participation du pays au gouvernement du pays, la monarchie représentative.

Nous en appelons aux souvenirs des partisans les plus dévoués, des admirateurs les plus sincères de Napoléon. Qu'ils disent si l'opinion générale, si leur propre conscience, n'avaient pas toujours besoin de lui pardonner quelque chose dont il fallait l'excuser par la grandeur de ses exploits, l'éclat de sa gloire et le rang de la France impériale dans le monde. Bien malheureux serait celui qui ne concevrait pas l'admiration, l'enthousiasme, le dévouement, même excessif, pour un grand homme, pour un génie qui n'a peut-être pas de supérieur dans l'histoire, pour celui qui avait élevé à une si prodigieuse hauteur la puissance française, pour celui que connaissent et vénèrent l'Arabe du désert, le sauvage de l'Amérique, l'Australasien et l'Indou. Mais toujours est-il qu'il y avait au fond des cœurs une pensée qu'il n'avait pas satisfaite, une pensée sur laquelle ses admirateurs les plus dévoués cherchaient à s'étourdir, une pensée que dans l'intimité on osait avouer, et dont l'accomplissement, disait-on, était réservé à d'autres temps, aux jours de la vieillesse

du conquérant, lorsque son système serait fortement assis en Europe, au plus tard à son successeur. Napoléon est si habile et si grand, et la France lui doit tant de gloire et de puissance, qu'elle doit se résigner à son empire. La politique et la reconnaissance le lui commandent. Les règles communes ne sont pas faites pour les génies extraordinaires. C'est ainsi qu'on parlait. Et cette pensée non satisfaite, ce droit blessé, ce devoir non accompli, c'était la liberté politique, la libre participation du pays au gouvernement du pays, la monarchie représentative, ce que la France voulait en 1789 et qu'elle n'a jamais oublié. *Manet alta mente repostum,* cela est vrai des pensées nationales plus encore que des pensées individuelles. L'individu est mobile, faible, mortel; il manque souvent de foi dans lui-même et n'accomplit pas sa propre destinée par défaut de persévérance et de courage. Il est si facile de tomber dans le découragement et de s'arrêter lorsqu'on sait que la mort n'est jamais qu'à quelques pas de distance! Il est si peu d'hommes qui comprennent nettement que la mort elle-même n'est qu'une phase de la vie! Mais les nations ne connaissent guère ces faiblesses de l'individu; elles ne meurent pas, elles ne vieillissent pas; le dire, c'est abuser de la métaphore. Sans doute, composées d'êtres libres et responsables, les nations aussi s'égarent, se corrompent et s'affaissent, comme elles peuvent s'éclairer, grandir, s'épurer. Mais tant qu'un principe nouveau, pénétrant jusqu'aux entrailles du corps social, n'en a pas profondément modifié la substance et fait du pays autre chose que ce qu'il était auparavant, ses tendances restent les mêmes; la nation a son idée fixe comme un individu, mais elle a de plus une ferme espérance et une perpétuelle jeunesse.

C'était le cas de la France sous le consulat et sous l'empire. Par des raisons qu'on a dites mille fois, il prit fantaisie à la France d'aller dans tous les champs clos de l'Europe gagner des couronnes pour la famille de Bonaparte. Mais quoi qu'on pense de ces guerres de géans, ce grand poème écrit à la pointe de l'épée n'était cependant qu'un long épisode du grand poème de la révolution. La grande armée, la nouvelle noblesse, les majorats, les décorations, tout l'attirail impérial, ne touchaient pas au fond des choses. C'était une couche superposée, et nullement une modification de la France. La France voulait toujours ce qu'elle avait voulu en 1789. Napoléon ne l'ignorait pas, et, comme il ne croyait point à la force d'un peuple libre, il s'écriait avec douleur : « Après moi les Cosaques! » La France,

mieux avisée, a répondu : « Après l'égalité et la gloire, la liberté! » Et il en est ainsi.

A la restauration, le cycle paraissait accompli par l'octroi de la charte, qui fondait et organisait la monarchie représentative. C'était encore une apparence trompeuse. La France ne croyait pas aux promesses constitutionnelles de la vieille dynastie; la vieille dynastie ne comptait guère sur l'attachement et la fidélité de la France. Ces opinions auraient été fausses, que l'erreur aurait suffi pour empêcher l'alliance de la vieille royauté avec la France nouvelle. Mais en réalité nul ne se trompait. Les Bourbons détestaient la charte, et le pays n'aimait point les Bourbons. Il aurait fallu des trésors de sagesse, des miracles de prudence, pour changer la situation naturelle des choses et des hommes; sagesse et prudence qu'on ne devait attendre ni des hommes *qui n'avaient rien appris et rien oublié*, ni du pays qui, lui aussi, n'avait rien oublié, tout en ayant en même temps beaucoup appris. De là cette loi de l'histoire que les faits ont désormais suffisamment confirmée : les restaurations sont impossibles. Entre le pays, que la révolution a fait avancer à pas de géans, et l'émigration nécessairement rancunière et stationnaire, il se creuse un abîme infranchissable et que rien ne peut combler. Au fait, la France n'avait point obtenu ce qu'elle voulait, je veux dire une monarchie représentative, franchement établie et solidement garantie. Le France n'était pas satisfaite, et la révolution continuait. En accusant le pays d'être toujours révolutionnaire, la restauration ne le calomniait point; mais, pour dire toute la vérité, elle aurait dû reconnaître en même temps que l'esprit révolutionnaire avait été entretenu, malgré la France, par le préambule hautain et impolitique de la charte octroyée, et par le fameux article 14 fatalement illustré et commenté, même avant les ordonnances, par les étranges doctrines de l'émigration et les témérités du pouvoir.

Ainsi la révolution de 1830 n'a été ni un accident, ni un fait isolé; elle n'a été que la continuation et l'achèvement de la grande révolution. Il fallait à la France une monarchie représentative, garantie par une nouvelle dynastie, et une charte qui fût un pacte librement consenti. C'est du jour où la déclaration du 7 août 1830 lui a donné l'une et l'autre, que la révolution a réellement achevé sa carrière. Aussi le pays a-t-il fermé l'oreille aux provocations et repoussé les tentatives de ceux qui prétendaient dépasser le but déjà atteint. Il y a plus, la France, sa grande tâche une fois accomplie, est évidem-

ment entrée dans une carrière nouvelle; ce n'est plus de son organisation politique qu'elle se préoccupe; avec le monde entier, elle aspire à un plus haut degré et à une forme nouvelle de développement moral et de prospérité matérielle.

Ce n'est donc qu'aujourd'hui que la révolution de 1789 est entrée dans le domaine de l'histoire. Aujourd'hui seulement on peut dire: Elle a été; on peut aujourd'hui l'embrasser tout entière, remonter à ses sources et en suivre le cours dans toutes ses sinuosités et dans tous ses détours. Aujourd'hui seulement il devient possible de l'envisager sans émotion et de la juger avec impartialité. L'historien n'est plus un combattant. Il a sans doute ses principes, ses tendances, ses préférences; mais il est moins enclin qu'il n'aurait été, il y a quelques années, à faire de l'histoire un moyen de guerre, à l'offrir aux lecteurs de son opinion comme un bouclier ou comme une arme offensive. Pouvait-il en être autrement lorsque la révolution était encore menacée dans son principe, incertaine dans ses résultats? Aurait-on pu désirer qu'il en fût autrement en présence du danger, en face de l'ennemi, lorsqu'il importait avant tout à la liberté, au progrès, à la dignité du pays, d'atteindre le but dont la révolution n'était que le moyen, de garantir à la France les résultats d'un long travail, d'une élaboration séculaire?

La restauration vit paraître, peut-être est-il plus exact de dire qu'elle fit naître deux ouvrages historiques qui sont dans les mains de tout le monde. Ce que tout le monde ne sait pas, ce que les deux écrivains ont négligé de rappeler au public, c'est que ces deux livres, d'une si rare maturité de talent, étaient l'ouvrage de deux jeunes hommes qui n'avaient pas encore atteint ou accompli leur vingt-cinquième année. Et cependant on retrouve dans le livre de M. Mignet cette pensée ferme, cet esprit de généralisation et de synthèse, ces formes nettes et arrêtées qui paraissent le partage de l'âge mûr et d'une longue expérience. Il est beau, à vingt-cinq ans, de rappeler Salluste. M. Thiers, avec sa manière plus libre, plus large, paraît jouer avec les difficultés du sujet. Évidemment l'œuvre se modifiait à mesure que l'artiste, avec son esprit vif et perçant, voyait ces immenses catastrophes se développer devant ses yeux, et tous ces hommes si ardens, si puissans, si dévoués, si coupables, retracer à son imagination brillante et fidèle le drame de la révolution. M. Mignet nous a donné dans deux volumes ce qui paraissait alors l'histoire complète de la révolution, de 1789 à 1814. M. Thiers, après avoir renfermé dans un seul volume l'histoire des préliminaires de la

révolution et de l'assemblée constituante, n'a pas dépassé dans le dixième la chute du directoire, le coup d'état de brumaire. Les deux écrivains ont obéi chacun aux lois de leur nature. M. Mignet ne pouvait pas ne pas publier un tout complet, uniforme, harmonique; à cette condition seulement son esprit pouvait être satisfait; tout annonçait en lui une vie de méditation et de travail, un homme de cabinet, un écrivain. Dans M. Thiers, on pouvait pressentir l'homme d'action et de tribune, mêlé aux affaires de la vie, maniant les hommes, faisant un livre pour faire quelque chose, et le faisant bien parce qu'il est des talens qui peuvent tout faire. Jamais deux amis intimes, travaillant au même sujet, en même temps, dans la même ville, n'ont donné le jour à deux ouvrages plus individuels, plus indépendans, plus divers.

M. Mignet, dans son amour de la symétrie et de la synthèse, laisse peu aux variétés et aux écarts de la liberté humaine; pour lui, les diverses phases de la révolution ont été presque obligées; avec les causes qui l'ont amenée, et les passions qu'elle a employées ou soulevées, la révolution ne pouvait avoir une autre marche ni une autre issue. En retraçant les préliminaires de la révolution, M. Mignet a voulu montrer qu'il n'a pas été plus possible de l'éviter que de la conduire.

M. Thiers, esprit moins théorique et nullement systématique, cherche moins à savoir si les évènemens étaient fatalement nécessaires, qu'à les bien comprendre, et à en bien démêler les causes et les nuances. L'un est plus l'historien des choses, de leur enchaînement, de leurs résultats; l'autre des hommes, de leurs passions, de leur influence.

Mais ils écrivaient l'un et l'autre sous l'empire des mêmes principes, des mêmes opinions, des mêmes passions politiques. L'un et l'autre regardaient la révolution comme une nécessité dans son principe, comme un immense progrès par ses résultats. Et tout en regrettant les résistances qu'elle eut à vaincre, et la lutte sanglante qui s'ensuivit, l'un et l'autre n'auraient voulu, à aucun prix, que la révolution n'eût pas eu lieu, convaincus que ses excès passagers étaient largement rachetés par ses bienfaits durables.

Enfin, ils écrivaient l'un et l'autre comme des hommes sur un champ de bataille, persuadés qu'il y avait de nouveaux combats à soutenir, d'autres victoires à remporter. La liberté, disait M. Thiers, en terminant son travail, n'est pas venue, elle viendra; ce qui explique ces paroles de son début : J'ai tâché d'apaiser en moi tout sen-

timent de haine. Ce n'était pas M. Thiers qui pouvait tomber dans l'erreur vulgaire de croire la révolution accomplie avant que la pensée motrice en fût réalisée. M. Mignet terminait également en signalant, en Europe, la guerre de la sainte-alliance contre les peuples, en France, le gouvernement d'un parti contre la charte, mouvement rétrograde, disait-il, qui doit avoir son cours et son terme.

C'est après la crise de 1830 que les esprits sérieux ont pu regarder la révolution comme un fait complet, achevé. On peut aujourd'hui en écrire l'histoire sans les inquiétudes d'une lutte toujours indécise, sans les ressentimens de la défaite ou les enivremens de la victoire. Et voici en effet un écrivain des plus distingués, et un ami sincère d'une liberté régulière, qui nous apporte le fruit de ses longues et patientes recherches, et d'un travail soigné et consciencieux.

M. Droz aurait pu aujourd'hui concevoir la période de 1789 à 1830 comme un tout, comme un problème posé et pleinement résolu. Ce vaste thème n'aurait pas été au-dessus de ses forces, je le dis avec une pleine conviction, et j'ajoute avec la même franchise que je ne l'aurais pas dit avant la publication des deux volumes que j'ai sous les yeux. M. Droz avait fait paraître des ouvrages dignes d'estime; mais les sujets qu'il avait traités ne lui avaient pas donné l'occasion de nous montrer des études aussi profondes, des vues si élevées, un jugement si ferme, un sens politique si exquis et si juste. Empressons-nous d'ajouter que si M. Droz n'a publié son *Histoire de Louis XVI* qu'en 1839, il avait formé le projet de l'écrire déjà en 1811, et qu'il s'était dès-lors journellement occupé des recherches qu'elle rendait nécessaires. Mais au lieu d'embrasser la période entière, M. Droz a préféré se renfermer dans des limites beaucoup plus étroites. Il s'est placé à un certain point de vue, partiel, incomplet en apparence, et qui cependant présente à l'œil de l'observateur attentif un tout, un ensemble qui renferme pour les peuples un haut enseignement historique. Qu'on nous permette d'expliquer notre pensée.

M. Droz laisse dans les affaires de la vie une large part à la liberté humaine. Il croit aux résolutions de l'homme plus qu'à la force des choses, et ne voudrait point, par une sorte de fatalisme historique, décharger les nations et les gouvernemens de toute responsabilité morale. Cette question : la révolution française pouvait-elle être prévenue et dirigée? M. Droz la suppose résolue affirmativement dans tous les esprits. Ce n'est pas même une question à ses yeux; aussi a-t-il intitulé son livre : HISTOIRE DU RÈGNE DE LOUIS XVI PENDANT

LES ANNÉES *où l'on pouvait prévenir ou diriger la révolution française.* Dès-lors la révolution, qu'en fait on n'avait pas prévenue, se partage, pour M. Droz, en deux périodes distinctes : celle où la révolution pouvait être dirigée et accomplie sans bouleversemens, et celle où, échappant désormais à toute direction sage et mesurée, elle se trouvait livrée à la violence des partis; en d'autres termes la révolution légale et la révolution par coups d'état, la révolution que les pouvoirs établis reçoivent dans leur sein en se modifiant, et la révolution qui les envahit et les renverse; la révolution qui, en associant la monarchie aux libertés publiques, la consolide, et celle qui, la proclamant ennemie implacable du peuple, l'attaque, la foule aux pieds et l'anéantit.

Ces deux périodes, on le voit, sont non-seulement différentes, mais jusqu'à un certain point indépendantes l'une de l'autre. Il existe sans doute entre elles un lien, un lien qui peut être regardé comme un rapport de cause à effet, la seconde phase n'ayant lieu que parce que, dans la première, on n'a pas eu le pouvoir, selon les uns, selon d'autres la volonté de réaliser les vœux légitimes de la révolution. Mais évidemment la seconde partie est dépendante de la première plus que celle-ci ne l'est de la seconde. La première forme un tout qui peut être étudié avec profit, sans qu'on ait besoin de connaître de la seconde autre chose que ses résultats généraux et notoires. C'est ainsi que, sans manquer aux lois de l'unité, on pourrait écrire la biographie d'un homme heureusement doué de la nature, en s'arrêtant au jour où les vices de son éducation, l'impéritie et les mauvaises passions de ses instituteurs l'auraient, malgré ses nobles dispositions et son heureux naturel, jeté dans les plus déplorables excès. On n'écrirait pas l'histoire d'une vie d'égarement et de désordre, mais celle d'une éducation manquée. Le but ne serait pas de mettre en relief et de montrer en détail les funestes résultats de la folie humaine, mais de faire sentir que notre avenir dépend toujours soit de nous-mêmes, soit de la moralité et de l'habileté de ceux qui ont le pouvoir et le droit de nous instruire et de nous diriger. Il y a là un enseignement complet, élevé, un puissant appel à la responsabilité morale de l'homme, un noble commentaire du vieil adage : *Principiis obsta, sero medicina paratur.*

On peut donc regretter que M. Droz n'ait pas mis la main à une œuvre plus étendue, élevé un plus vaste édifice; on peut le regretter comme on regrette tout ce qu'un homme habile pourrait faire et ne fait pas. Mais, tel qu'il est, le monument ne laisse rien à

désirer, il est complet. Ce n'est pas là une entreprise avortée ou interrompue, un de ces ouvrages qui ne laissent apercevoir qu'une pensée qui n'a pas eu le temps ou les moyens de se réaliser tout entière.

Il est cependant une question qu'on peut élever, c'est celle-ci : Le point de vue de M. Droz est-il heureusement choisi ? lui permettait-il de voir le sujet sous ses faces principales, en plein, d'en pénétrer tous les replis? le voyait-il d'assez haut? s'en est-il fait une juste idée? Au lieu de chercher ses données dans les réalités de la révolution, n'a-t-il pas écrit sous l'inspiration d'une idée systématique, d'une noble pensée malheureusement démentie par les faits? En d'autres termes, est-il vrai que la révolution française ait pu être prévenue ou dirigée?

Ici l'équivoque est facile, car la réponse peut être différente selon le point de vue, général ou particulier, où l'on se place. En effet, que veut-on dire? Qu'il n'y a jamais eu, qu'il n'y aura jamais de révolution, de rénovation politique ou sociale qui puisse être contenue et dirigée, qui s'accomplisse sans briser, sans réduire en poussière tout ce qui en gêne et en retarde la marche? Ce serait là une erreur insoutenable, le fatalisme dans l'histoire, la négation du progrès; il y a plus, ce serait une intolérable contradiction. Car ces grandes rénovations sociales supposent dans les peuples des besoins nouveaux, une civilisation de plus en plus élevée, un progrès, tandis que imaginer des résistances toujours aveugles, des haines toujours implacables, regarder la violence, les proscriptions, le crime, comme des faits à tout jamais inévitables, c'est dire que l'homme moral reste toujours le même, que les nations n'avancent qu'en prospérité matérielle, qu'il n'y aura jamais de progrès pour la raison et la morale publiques, pour le gouvernement des passions humaines. Dans ce cas, nous devrions souscrire aux opinions dédaigneuses de ces esprits frondeurs et chagrins pour qui le progrès n'est qu'un vain mot; il faudrait croire avec eux que l'humanité, toujours condamnée aux mêmes erreurs, toujours subjuguée par les mêmes passions, tourne incessamment sur elle-même.

Loin de nous cette pensée; et pour en revenir aux réformes sociales et politiques, nous sommes profondément convaincu que le jour arrivera où ces grandes mutations dans la forme et le gouvernement des états s'opéreront sans que la justice et la morale, en applaudissant au résultat, aient en même temps à gémir des moyens

qui l'auront amené. Les intérêts seront plus éclairés, les passions moins violentes, les tempéramens et les transactions plus faciles. Le monde réel ne marche jamais que de transaction en transaction. La transaction sera-t-elle prompte ou retardée, sanglante ou non? Il n'y a jamais d'autre question dans les crises politiques. Le jour où les masses comprendront cette vérité, les luttes seront courtoises, les accommodemens prompts et équitables. C'est l'ignorance qui le plus souvent rend les combats opiniâtres. Quoi qu'en disent les ennemis de l'instruction générale, tout comprendre, c'est peser tous les droits, excuser toutes les faiblesses; toute lutte acharnée devient alors impossible. On a peut-être moins d'énergie, moins de dévouement, moins d'enthousiasme pour sa cause; on y apporte plus de raison, plus d'habileté, plus de mesure. L'élan est moins grand, mais le succès est certain, sans regrets, sans complications, sans retours, et ce qui, plus est, l'avenir ne se trouve pas enchaîné par les souvenirs et la terreur du passé.

Mais si du général on descend au particulier, et du possible au réel, que doit-on penser de la révolution française? La France de 1789 étant donnée, avec ses prolétaires ignorans et grossiers, ses paysans misérables et opprimés, ses nobles sans aucune expérience politique, pleins la plupart de sottise et de vanité, ses bourgeois si inégalement éclairés et presque tous étrangers au maniement des affaires, une école philosophique tranchante, passionnée, ne tenant aucun compte de l'histoire, des parlemens irrités et ne reconnaissant d'autre liberté que la lutte de la robe avec les ministres, d'énormes abus à réformer, de grands sacrifices à demander, d'antiques possessions à contester, des intérêts très compliqués à concilier, pouvait-on espérer, était-il dans les possibilités humaines qu'il y eût une solution pacifique de l'effrayant problème que la révolution venait de poser? Je ne le pense pas. Et qui donc aurait pu le résoudre? ceux qui ne le comprenaient pas du tout? ceux qui n'en avaient encore qu'une connaissance instinctive et confuse? c'était le plus grand nombre; ceux qui le comprenaient, mais voulaient le dépasser? ou bien ceux qui, tout en voulant se renfermer dans de justes limites, pliaient cependant sous le joug d'une philosophie spéculative et orgueilleuse, ou enfin ceux qui voulaient importer en France, pays, depuis le 4 août 1789, de démocratie et d'égalité civile, non l'imitation, mais le calque des institutions anglaises? Certes, nous ne voulons, par nos paroles, justifier aucun crime, excuser aucun excès. Il

est moralement certain, les mœurs de la Corse étant connues, qu'il s'y commettra cette année un certain nombre d'assassinats. Est-ce à dire que les assassins soient innocens à nos yeux?

On se tromperait également si on croyait que nous voulons faire à M. Droz un reproche du point de vue où il s'est placé. Ce n'est pas là notre pensée. Au fond, notre manière de voir diffère peu. Nous croyons que les hommes et les choses de 1789 étant donnés, nul ne pouvait gouverner la révolution et en prévenir les écarts. M. Droz ne dit pas précisément le contraire; mais il reproche avec raison aux hommes leurs erreurs et leurs passions; il prouve que s'ils avaient ét autres qu'ils n'étaient, les choses auraient pu suivre un autre cours, que rien dans les choses elles-mêmes ne s'y opposait invinciblement. C'est, en effet, à nous-mêmes, aux vices de notre éducation, aux dérèglemens de nos passions, aux travers de notre esprit qu'on doit imputer tout ce que les réformes sociales entraînent avec elles de crimes et de malheurs. Les hommes de 1789 n'ont pas fait ce qu'ils devaient, et par là ils n'ont pas évité les maux qui pouvaient être évités. Nous sommes d'accord sur ce point. Seulement M. Droz paraît croire que ces hommes n'ont pas voulu ce qu'ils avaient le pouvoir de faire; nous, nous penchons à croire que cette puissance leur manquait, parce qu'ils n'avaient pas voulu l'acquérir en éclairant davantage leur esprit, pour arriver ensuite sur la scène du monde avec une intelligence plus développée et des sentimens plus élevés.

Quoi qu'il en soit, nous rendons grace à M. Droz du plan qu'il a adopté, du point de vue où il a placé son lecteur. C'est un service rendu à la morale publique et à la cause sacrée du progrès. Il importe de prouver aux ennemis de la liberté qu'en voulant l'étouffer, ils l'irritent et la rendent furieuse; à ses amis, qu'elle peut toujours être maîtresse d'elle-même, modérer son action, vaincre, non sans effort, mais sans colère; que la violence la déshonore, que les emportemens la tuent. Il importe de persuader aux peuples que le crime n'est jamais une nécessité, et que les révolutions légitimes dans leur principe, mais excessives ou iniques dans leurs moyens, n'ont pu atteindre qu'après de longs circuits le but qu'elles avaient sous la main. Il importe également de faire voir aux hommes du vieux temps qu'une résistance opiniâtre, absolue, est aussi mal fondée dans ses prétentions, que funeste à eux-mêmes par ses conséquences.

Le livre de M. Droz est un haut enseignement, d'autant plus op-

portun qu'il paraît dans un moment où les peuples se montrent d'eux-mêmes disposés à entrer dans la noble carrière qu'il leur signale. Tout enseignement a besoin, pour être efficace, de trouver des ames suffisamment préparées. On n'éclaire profondément que les esprits qui aperçoivent déjà quelques lueurs.

La révolution de 1830 n'a pas été souillée d'un seul crime. La Suisse a vu, à la même époque, des cantons travailler, au milieu des révolutions dont ils étaient entourés, à la réforme de leurs institutions politiques, sans commotion aucune, par l'accord du gouvernement et du peuple. Enfin l'Angleterre donne au monde le spectacle d'une magnifique expérience. Dominée par le privilége dans la famille, dans l'état, dans l'église, l'Angleterre, si riche, si éclairée, si libre, doit nécessairement naturaliser chez elle le principe de la civilisation moderne, l'égalité civile. Mais c'est là pour les Anglais une révolution tout entière, une profonde révolution, inévitable cependant; le canal de la Manche ne peut pas fermer à l'esprit moderne l'entrée de la Grande-Bretagne.

Cette grande révolution, l'Angleterre l'a déjà commencée par les voies légales, et la poursuit tous les jours. L'émancipation des catholiques et le bill de réforme en ont été jusqu'ici les deux faits les plus considérables. La résistance est grande, la lutte fort vive; mais, à l'exception de quelques émeutes de prolétaires, sans appui sérieux dans le pays, tout se passe dans l'enceinte du parlement, et dans les limites que la constitution impose aux partis. L'Angleterre pourra-t-elle accomplir sa tâche difficile, contenir et diriger jusqu'au bout, dans les voies légales, une révolution qui doit modifier de si grands intérêts, et pénétrer jusqu'au cœur de si puissantes institutions? Nul ne le sait; mais il n'est pas d'ami de la liberté et du progrès qui ne fasse des vœux pour l'accomplissement d'un fait qui serait une admirable leçon de sagesse et un témoignage irrécusable de la haute civilisation de l'Europe.

M. Droz a placé le terme de la première période de la révolution au 21 septembre 1789, au jour où l'assemblée constituante compléta, par un dernier décret sur le *veto* suspensif, son travail sur les bases principales de l'acte constitutionnel. Les deux chambres et le *veto* absolu avaient été rejetés, bien que Mirabeau lui-même eût soutenu le *veto* illimité; Mounier, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre et Bergasse donnèrent leur démission de membres du comité de constitution. Les hommes qui pouvaient se flatter de diriger la révolution

étaient vaincus. La révolution qui, selon M. Droz, aurait pu être mesurée, prudente, allait bientôt, furibonde, échevelée, franchir toutes les bornes. « L'assemblée, dit M. Droz, en rejetant le premier projet de constitution, fit voir aux esprits éclairés qu'on ne pouvait plus opposer une digue au torrent. »

Au surplus, M. Droz n'a pas seulement retracé l'histoire de la première période de la révolution, mais l'histoire du règne de Louis XVI jusqu'au mois d'octobre 1789, en la faisant précéder d'une introduction de plus de cent pages qui remonte à Louis XIV et qui est digne d'être proposée comme modèle, tant elle est substantielle, lucide, instructive, également éloignée de la pauvreté et de l'exubérance, de la pompe prétentieuse de l'histoire soi-disant philosophique et de la sécheresse des compilateurs.

« Peut-être, dit M. Droz, donnerai-je plus tard une suite à cet ouvrage. » Nous sommes convaincu qu'il n'est pas une personne ayant lu l'*Histoire de Louis XVI*, qui ne se réunisse à nous pour demander à M. Droz l'accomplissement de cette *quasi-promesse*.

ROSSI.

KANT

ET SA PHILOSOPHIE.

Kant est le père de la philosophie allemande : il est l'auteur ou plutôt l'instrument de la plus grande révolution philosophique qui ait eu lieu dans l'Europe moderne depuis Descartes. Or, toute révolution digne de ce nom est fille du temps et non d'un homme. Le monde marche, mais nul ne le fait marcher, comme nul ne peut l'arrêter. Je vois à la philosophie de Kant deux grands antécédens : l'esprit général, le mouvement universel de l'Europe, puis l'esprit particulier de l'Allemagne.

L'esprit général de l'Europe, à la fin du XVIII[e] siècle, est assez connu : à cette époque, il régnait une fermentation sourde, avant-coureur d'une crise prochaine. A la crédulité des siècles antérieurs avait succédé un goût passionné d'examen et d'investigation, favorable à la découverte de la vérité. La réflexion appliquée à la recherche des droits et des devoirs de l'homme faisait apercevoir le vide des institutions existantes; on sentait vivement le besoin d'une régénération complète du corps social. Je dois insister davantage sur l'état particulier de l'Allemagne avant Kant. Mais l'histoire d'une nation est essentiellement une, et, à parler rigoureusement, il est presque

impossible de bien comprendre la situation morale de l'Allemagne à la fin du XVIII[e] siècle, si l'on ne connaît dans une certaine mesure les temps qui ont précédé et préparé celui qu'on étudie; en sorte qu'il me paraît nécessaire de présenter ici une esquisse rapide de l'histoire de la civilisation germanique depuis ses plus faibles commencemens jusqu'à l'époque où Kant a paru, afin de faire bien saisir l'esprit fondamental et permanent de la grande nation à laquelle notre philosophe appartient, et dont il est le représentant.

Je suis très convaincu que le genre humain est partout le même, quelles que soient les diverses latitudes sous lesquelles sont distribuées les races humaines. Il n'y a point de race privilégiée pour la vérité, pour le beau, pour le bien. L'influence des circonstances extérieures a été souvent surmontée et vaincue, ici par la volonté de certains individus d'élite en ce qui les regardait eux-mêmes, là, pour les masses, par les gouvernemens et les institutions. L'histoire renverse les théories trop absolues qui attribuent la liberté ou l'esclavage à telle ou telle zône. Je pense, en un mot, qu'une civilisation commune appartient à l'espèce humaine tout entière dans toutes les parties du globe. Cependant, si l'humanité est une, il n'en est pas moins vrai que, selon les circonstances, les temps et les lieux, la civilisation affecte des formes très différentes. La distinction la plus saillante est celle des civilisations méridionales et des civilisations septentrionales. Les peuples du Nord aperçoivent les mêmes vérités que les peuples du Midi, mais ils les aperçoivent autrement. Cette différence se remarque à la fois et dans la poésie et dans la religion et dans les institutions politiques. La philosophie suit la même fortune, puisque la philosophie n'est tantôt que la base secrète, et tantôt le faîte de ces trois grands développemens de l'esprit, et leur expression la plus pure et la plus élevée. M. de Sismondi, dans son bel ouvrage sur les littératures du midi, a tracé le caractère de la poésie de l'Italie et de l'Espagne dans son rapport avec la religion et l'état politique de ces deux pays. On pourrait, à son exemple, indiquer aussi les caractères littéraires, politiques et religieux exclusivement propres aux nations du Nord. Le résultat le plus certain de toutes les observations qui déjà ont été faites, c'est que l'homme du Midi, tout en étant au fond le même que l'homme du Nord, est cependant plus expansif, et que l'homme du Nord, au contraire, par l'effet même des impressions que les circonstances extérieures produisent sur lui, est plus facilement reporté vers lui-même et vit d'une vie plus intime.

L'Allemagne est cette grande plaine septentrionale, coupée de plusieurs grands fleuves, séparée du reste du monde par des barrières naturelles rarement franchies, par l'Océan et la Baltique, par les monts Crapacks, le Tyrol et le Rhin. Dans ces limites vit et parle la même langue une nation profondément originale dont l'existence subit assez peu les influences des peuples voisins. L'esprit commun qui unit entre elles ces nombreuses populations est d'aimer la vie intérieure, celle de l'imagination, du sentiment ou de la pensée solitaire comme celle de la famille, de préférer ou de mêler la rêverie à l'action, et d'emprunter à l'ame, à quelque chose d'idéal et d'invisible, la direction de la vie extérieure, le gouvernement de la réalité.

L'histoire de cette nation me paraît se diviser en trois grandes époques.

La première, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, ne finit guère qu'à Charlemagne. Les anciens monumens, que Tacite résume, nous montrent les différentes peuplades germaniques répandues sur la surface d'un vaste territoire qu'elles occupent plutôt qu'elles ne le fertilisent. Accoutumées à une vie errante, toujours combattues par les Romains, jamais domptées, nous les voyons attendre dans leurs forêts que l'heure soit venue de refouler chez eux les conquérans, et d'attaquer leurs agresseurs. Jusqu'au moment où les peuples septentrionaux deviennent conquérans à leur tour, et quelque temps même après la conquête, ils ont une civilisation, une forme de gouvernement, une religion, une poésie qui leur est propre. Leur esprit politique consiste à ne reconnaître en général que des chefs élus par eux, à laisser une autorité presque arbitraire aux supériorités physiques ou morales, de sorte qu'on y voit tantôt l'anarchie de la faiblesse, quand le chef a peu de force, tantôt le despotisme d'un guerrier habile et heureux. Ouvrez l'*Edda* et les *Niebelungen;* la lecture la plus superficielle y découvre un goût de rêverie et des sentimens profonds, sombres ou exaltés, qui nous rappellent sans cesse que les héros et les bardes de ces vieilles poésies n'ont pas vu le ciel de l'Italie ou celui de l'Espagne. Ils ont beau s'agiter dans le monde extérieur, ils le revêtent toujours de formes empruntées à la vie intime. Cette époque a aussi sa philosophie, une philosophie à la manière des barbares, vague et indéterminée, parce qu'elle n'est qu'un développement instinctif, un fruit de la spontanéité et non pas de la réflexion, qui seule constitue la vraie philosophie. Cette philosophie primitive est la religion. Dans la mythologie de l'*Edda* et des *Niebelungen*, la supériorité de l'homme sur la nature est partout

exprimée, et là est déjà une sorte de théorie philosophique. Sigurd, Sigefried, Attila, les héros du Nord, se jouent des accidens naturels; ils se plaisent au milieu des tempêtes de l'Océan, soupirent après les combats comme après des fêtes, sourient à la mort comme à une amie, et joignent à un profond mépris de la vie un sentiment énergique du devoir, et le goût d'un amour infiniment plus pur que celui des peuples du midi. Ce sont là, dans le berceau même de l'Allemagne, des germes féconds de la philosophie de l'avenir.

Pendant cette première époque, le Nord est païen, guerrier, libre et poétique; cette première forme de la civilisation germanique commence à s'altérer avec la conquête. Lorsque les peuples du Nord franchirent les barrières qui les séparaient des Gaules et de l'Italie, tout en détruisant la forme romaine, ils furent bien forcés d'en retenir quelque chose. Plusieurs de ces conquérans rapportèrent dans leur patrie les habitudes de la conquête; le despotisme militaire suivit les chefs victorieux et s'établit à la faveur même de leurs services et de leur gloire. Ainsi la conquête enfante toujours le despotisme, non-seulement pour les vaincus, mais aussi pour les vainqueurs. Bientôt la religion des conquérans succomba sous la religion des peuples conquis. Le christianisme, avec son culte et ses pratiques de sacrifice et d'amour, gagna ces grands cœurs barbares, et repassant successivement toutes les barrières que les vainqueurs avaient eux-mêmes franchies, il pénétra jusqu'au sein de la Germanie. Le polythéisme scandinave et germanique, attaqué à la fois par l'épée, par la science, et par l'héroïsme jusqu'alors inconnu de la charité, ne put résister et fut vaincu; avec le paganisme périt la poésie qui naissait de cet état politique et religieux. Charlemagne, plus Franc que Gaulois, en remettant définitivement à l'église le soin de fixer et d'organiser la société barbare, termine cette première époque et commence la seconde.

Le caractère de cette nouvelle période de l'histoire de l'Allemagne est d'être profondément chrétienne et à la fois monarchique et libre. Les électeurs et les princes de l'empire choisissent leur chef tantôt dans une maison, tantôt dans une autre; le chef, l'empereur ainsi élu, reconnaît les limites de son autorité dans des lois grossières, mais religieusement observées, et surtout dans l'esprit électif qui n'était point alors un vain simulacre. Les peuples avaient eux-mêmes des droits défendus par les princes contre les usurpations du pouvoir impérial, et garantis contre les princes eux-mêmes par des institutions qui n'ont jamais été entièrement détruites : civilisation rude

encore, il est vrai, mais pleine de force; la liberté germanique, appuyée sur une unité religieuse qui trouvait dans tous les cœurs et dans tous les esprits une croyance absolue, fait alors de l'Allemagne une nation vraiment grande, respectée et redoutée de l'Europe entière.

La poésie de ces temps se trouve dans les chants des *minnesangers* et dans ceux des *meistersangers*, qui ont beaucoup de ressemblance avec nos troubadours de Provence, et qui peut-être en tirent leur origine. Déjà le nom de *meister* indique qu'ils formaient école; cette poésie paraît d'abord, par cela même, moins originale et moins populaire que celle de la première époque. Toutefois, elle est populaire encore en ce sens qu'elle est en harmonie avec l'esprit général du temps; en effet, elle est accueillie et fêtée, surtout, il est vrai, dans les châteaux. Eh bien! même dans cette poésie plus artificielle se retrouve ce charme de rêveries mélancoliques inconnu à l'Espagne et à l'Italie, et ce parfum de mysticité dans la religion et dans l'amour qui rappelle l'ancienne Allemagne.

La philosophie de cette époque est la scholastique, qui méritait alors autant de respect qu'elle s'est attiré plus tard de mépris, lorsque, voulant garder un empire que les siècles lui avaient ôté, de souveraine légitime qu'elle était, elle se fit tyrannique et persécutrice. La scholastique n'était autre chose que l'ensemble des formules plus ou moins scientifiques dans lesquelles la réflexion naissante, appuyée sur l'*Organum* d'Aristote, avait arrangé les doctrines chrétiennes à l'usage de l'enseignement. Les théologiens sont les philosophes d'alors, et ils se recommandent par un caractère de naïveté et de gravité, par une profondeur de sentimens et une hauteur d'idées qui leur assigne un rang très élevé dans l'histoire de la philosophie. Antérieurement aux universités, de grandes écoles florissaient de toutes parts en Allemagne, à Fulde, à Mayence, à Ratisbonne, et surtout à Cologne. La scholastique d'Allemagne est sans doute moins originale et moins féconde que celle de France, qui n'a ni égale ni rivale; toutefois elle présente de grands noms, dont le plus grand est celui d'Albert. Ne dédaignez pas cette philosophie, malgré sa forme quelque peu barbare; car la foi des docteurs et celle des disciples la vivifiait. Ainsi, d'un côté foi vraie dans le peuple, et liberté par conséquent, puisque le peuple croyait d'une croyance aussi libre que l'amour qui en était le principe; d'autre part, ferme autorité dans le gouvernement, parce que cette autorité se fondait sur le libre assentiment des peuples et sur de nobles croyances. Tel fut l'état philoso-

phique, religieux, littéraire et politique de cette seconde époque. Ce sont là les beaux jours de l'empire germanique, dont de grands écrivains invoquent encore le souvenir avec enthousiasme.

Cette forme passa comme l'autre, comme passent toutes les formes. Ce qui contribua à l'énerver d'abord et à la dégrader ensuite, ce fut la trop grande influence de la domination étrangère en politique et en religion. Peu à peu les étrangers jouèrent en Allemagne un plus grand rôle que les gens du pays. Une ville d'Italie finit par dicter les croyances, les mœurs et les moindres pratiques qui devaient s'observer au fond de la Thuringe. Un jour il arriva que sur le trône d'Allemagne se rencontra un prince dont la domination, s'étendant aussi sur les Pays-Bas, sur les Espagnes et sur la moitié de l'Italie, ne représentait plus aux peuples un gouvernement national. Charles-Quint, Belge et Espagnol bien plus qu'Allemand, était parvenu au faîte d'une puissance qui, ne pouvant s'accroître, devait décliner. L'Allemagne peut se soumettre dans l'ordre extérieur et politique, mais elle ne peut obéir qu'à son propre génie dans l'ordre intellectuel et moral; elle réclama quelque liberté de détail sur un point de médiocre importance : elle ne fut pas entendue; elle résista donc, et l'énergie de la résistance appelant la violence de la répression, et celle-ci redoublant celle-là, ainsi éclata et se répandit cette réformation religieuse et politique qui brisa l'unité de l'Europe et arracha le sceptre de l'Allemagne à la maison d'Autriche et à la cour de Rome.

Deux hommes commencèrent cette révolution, deux Allemands, deux hommes du Nord, dont l'un protesta avec une éloquence passionnée contre le despotisme religieux, et l'autre appuya cette protestation de son épée : je veux parler de Luther et de Gustave-Adolphe. Les discours de Luther minèrent le catholicisme; l'épée de Gustave abattit la maison d'Autriche et émancipa l'Allemagne. Mais, je dois le dire, ces deux grands hommes, en détruisant une forme qui ne convenait plus à l'esprit général, ne la remplacèrent par aucune forme nouvelle ferme et durable. De là l'anarchie qui dura long-temps et qui dure encore. Quand l'unité du saint-empire eut péri, et que le titre d'empereur fut devenu un titre vain qui n'était plus en réalité que celui d'empereur d'Autriche, les électeurs et les princes, rendus à l'indépendance, devinrent peu à peu des monarques absolus, et au despotisme régulier d'un seul succéda une foule de despotismes particuliers. De même, quand Luther eut détruit l'influence de Rome dans une grande partie de l'Allemagne, les

esprits une fois sortis de la vieille autorité, n'en surent plus reconnaître aucune; le luthéranisme eut aussi ses schismes, le calvinisme ses bûchers, et ce qui restait de foi ne sut plus à quelle forme se prendre et s'arrêter. La poésie, consacrée à chanter les croyances, les sentimens, les évènemens nés d'une forme religieuse et politique qui n'était plus, cessa d'être populaire; et comme une révolution n'est pas une situation, et que la poésie vit de formes déterminées, cette absence de formes ne fit pas éclore de poètes, et c'en fut fait de la poésie allemande. La philosophie du protestantisme suivit sa fortune. On vit s'élever en Allemagne une infinie variété d'écoles où la vieille scholastique subit des améliorations, c'est-à-dire des altérations continuelles; mais au milieu de cette confusion on ne trouve rien de grand, rien d'original, rien qui soit digne d'occuper sérieusement l'histoire.

Cependant un homme de génie, en France, détruisait à jamais la scholastique, et sur ses ruines élevait un système entièrement nouveau dans sa méthode et dans ses directions générales. Ce système, ou du moins son esprit, se répandit parmi les plus beaux génies du siècle de Louis XIV. Bossuet lui-même, quoiqu'il ne l'avouât pas, Fénelon, Malebranche et messieurs de Port-Royal étaient cartésiens. En Hollande, Spinoza n'a fait autre chose que tirer des conséquences rigoureuses des principes de Descartes. La philosophie nouvelle gagna aussi l'Allemagne, et elle fut enseignée et imitée par des docteurs allemands, comme autrefois les poésies provençales avaient eu des imitateurs sur les bords du Rhin. Leibnitz, dont on ne peut trop admirer le génie, Leibnitz lui-même est un disciple de Descartes, disciple, il est vrai, qui a surpassé son maître, mais qui, malheureusement entraîné par une curiosité universelle, la passion de toutes les gloires et les distractions de la vie politique, n'a jeté que d'admirables vues, sans fonder un système net et précis. Wolf tenta de ramener les vues éparses du grand polygraphe à un centre commun et de les réduire en un système régulier; mais Wolf reproduisit plutôt les formes que l'esprit de la philosophie leibnitzienne. Ceux qui vinrent après lui continuèrent cette nouvelle scholastique, et c'est un fait incontestable qu'au milieu et vers la fin du XVIIIe siècle on ne trouve en Allemagne aucun système qui domine assez les esprits pour paraître une véritable philosophie allemande.

Les choses en étaient là, lorsque l'Allemagne entra en relation plus intime avec l'Europe philosophique qui avait cessé d'être cartésienne. L'Angleterre était tombée sous le joug du système de Locke,

et la France avait échangé le cartésianisme exagéré, mais sublime, de Malebranche pour des imitations superficielles de la philosophie anglaise. Une politique, que je ne suis point appelé à retracer, avait abattu les courages. Le sensualisme était devenu la forme philosophique de l'Angleterre et celle de la France. Il passa bientôt en Allemagne avec tout ce qu'il traîne à sa suite, le goût du petit et du médiocre en toutes choses, et entre autres le goût de la petite poésie qui tue la grande. Frédéric régnait alors à Berlin, et ceux des beaux-esprits français qui ne se sentaient pas capables de briller en France à côté de l'astre éblouissant de Voltaire, allaient à Berlin faire en sous-ordre les amusemens de la cour et du maître. Ils frondaient ce qui restait de christianisme et de théologie en Allemagne. Frédéric se plaisait à cette lutte des vieux théologiens avec les nouveaux philosophes. Il payait les premiers, mais il les livrait aux sarcasmes de Lamettrie et du marquis d'Argens; et l'ancienne théologie recula devant l'esprit de la philosophie nouvelle.

Ainsi donc, nulle loi, nulle liberté, nulle poésie nationale; des gouvernemens despotiques soudoyant des sophistes étrangers pour la destruction du vieil esprit germanique; une théologie fléchissant sous l'incrédulité et sous le sarcasme, et ne se défendant même plus; et, pour toute philosophie, une espèce de frivolité dogmatique ne dictant plus que des épigrammes et des brochures de quelques pages à la place des in-folio, respectables témoignages de la vieille science théologique; tel est l'état dans lequel Kant trouva l'Allemagne.

Je me trompe; un homme précéda Kant, et c'est aussi à lui qu'il faut attribuer l'honneur de s'être élevé le premier avec courage contre les frivolités serviles et despotiques de la cour de Berlin. Klopstock, homme de province, simple et grave, chrétien et Allemand au XVIII[e] siècle, trouva dans son ame des chants inspirés qui, d'un bout de l'Allemagne à l'autre, furent accueillis comme l'aurore d'une poésie vraiment nationale. La cour de Berlin seule n'en fut point émue. En vain Klopstock présenta à Frédéric, en vers sublimes, l'apologie de la muse germanique : le grand roi ne comprit pas le loyal patriote; mais l'Allemagne l'entendit. La littérature tout entière entra dans la route que le génie de Klopstock lui avait ouverte, et, même avant la mort de Frédéric, on vit éclore un certain nombre de poésies nationales que tout le monde apprit par cœur. Or, quel fut le caractère de cette poésie nouvelle? Avec le sentiment patriotique reparut l'esprit religieux, le génie rêveur et mélancolique de l'ancienne et immortelle Allemagne, et ces amours suaves et purs qui, dans Klop-

stock et dans Bürger, contrastent si noblement avec la fadeur ou la grossièreté de la poésie anacréontique des salons et des cours du XVIIIe siècle.

Au milieu de ce grand mouvement, un homme né à Kœnisberg, et qui, comme Socrate, ne sortit guère des murs de sa ville natale, publia un ouvrage de philosophie qui, d'abord peu lu et presque inaperçu, puis, pénétrant peu à peu dans quelques esprits d'élite, produisit, au bout de huit ou dix ans, un grand effet en Allemagne, et finit par renouveler la philosophie, comme *la Messiade* avait renouvelé la poésie. Kant étudia d'abord la théologie et les langues savantes; il avait un génie extraordinaire pour les mathématiques; il a fait même des découvertes en astronomie. Mais la philosophie présida à tous ses travaux et finit par absorber tous ses goûts : elle devint sa vraie vocation et sa principale gloire. Son caractère distinctif était un vif sentiment de l'honnête, une conscience droite et ferme qui fut révoltée des honteuses conséquences de la philosophie à la mode. D'un autre côté, Kant était de son siècle, et il redoutait, presque à l'égal du sensualisme, les conclusions, selon lui hasardées, de la métaphysique des écoles. On peut dire que Hume est le fantôme perpétuel de Kant : dès que le philosophe allemand est tenté de faire un pas en arrière dans l'ancienne route, Hume lui apparaît et l'en détourne, et tout l'effort de Kant est de placer la philosophie entre l'ancien dogmatisme et le sensualisme de Locke et de Condillac, à l'abri des attaques du scepticisme de Hume.

Mais c'est particulièrement dans la philosophie morale que Kant a combattu le sensualisme du XVIIIe siècle, sans revenir au mysticisme du moyen-âge. Lorsque de toutes parts il n'était question en France, en Angleterre, en Italie, que de plaisir, d'intérêt et de bonheur, une voix s'éleva de Kœnigsberg pour rappeler l'ame humaine au sentiment de sa dignité, et enseigner aux individus et aux nations qu'au-dessus des attraits du plaisir et des calculs de l'intérêt, il y a quelque chose encore, une règle, une loi, une loi immuable, obligatoire en tout temps et en tout lieu et dans toutes les conditions sociales ou privées : la loi du devoir. L'idée du devoir est le centre de la morale de Kant, et sa morale est le centre de sa philosophie. Les doutes que peut laisser une métaphysique sévère, la morale les résout, et sa lumière éclaire à la fois et la religion et la politique. S'il y a dans l'homme l'idée d'une loi supérieure à la passion et à l'intérêt, ou l'existence de l'homme est une contradiction et un problème insoluble, ou bien il faut que l'homme puisse accomplir la loi qui lui est imposée; si

l'homme *doit*, il faut qu'il *puisse*, et le devoir implique la liberté. D'un autre côté, si le devoir est supérieur au bonheur, il faut donc sacrifier dans certains cas extrêmes le bonheur au devoir, et pourtant il y a entre eux une harmonie éternelle, qui peut être momentanément troublée, mais que la raison établit et qu'elle impose, pour ainsi dire, à l'existence et à son auteur; il faut donc qu'il y ait un Dieu, supérieur à toutes les causes secondaires, pour faire régner quelque part l'harmonie de la vertu et du bonheur. De là Dieu et une autre vie. Enfin, l'idée du devoir implique encore l'idée du droit : mon devoir envers vous est votre droit sur moi, comme vos devoirs envers moi sont mes droits sur vous; de là encore une morale sociale, un droit naturel, une philosophie politique, bien différente et de la politique effrénée de la passion et de la politique tortueuse de l'intérêt. Tels sont, en quelques mots, les traits généraux du nouveau système que Kant a donné à l'Allemagne et l'Allemagne à l'Europe. Sans doute la philosophie écossaise avait tenté quelque chose de semblable, et le sage Reid, à Édimbourg, avait eu à peu près les mêmes pensées que le grand philosophe de Kœnigsberg; mais ce qui n'avait été qu'une ébauche indécise en Écosse est devenu un dessein arrêté et parfaitement déterminé sous la forte main de Kant. Ici donc est le dernier degré, le plus haut développement du spiritualisme du XVIIIe siècle, dont l'école écossaise est le premier degré et le point de départ. Kant couronne et ferme le XVIIIe siècle. Je n'hésite point à le dire, il est pour ce siècle, en philosophie, ce que la révolution française est pour ce même siècle dans l'ordre social et politique. Kant, né en 1724, publia la *Critique de la Raison pure spéculative* en 1781, la *Critique de la Raison pure pratique* en 1788, *la Religion d'accord avec la Raison* en 1793, les *Principes métaphysiques du droit* en 1799, et, après d'autres ouvrages, il est mort à Kœnigsberg en 1804. Il appartient au XVIIIe siècle, et en même temps il ouvre un autre siècle, appelé à une tout autre destinée en philosophie comme en politique. C'est cette philosophie, née à la fin du XVIIIe siècle, mais qui remplit déjà le nôtre de sa renommée, de ses développemens et de ses luttes non encore achevées, c'est cette grande philosophie, considérée surtout dans sa partie morale, que je me propose de faire connaître avec quelque étendue. Je la suivrai en détail, et, pour ainsi dire, pied à pied, dans les principaux monumens qui la renferment; mais j'ai voulu d'abord signaler son caractère le plus général et son rapport avec l'esprit de la civilisation dont elle émane.

I.

Je ne viens pas présenter un résumé de la philosophie de Kant, tiré de ses différens ouvrages mis à contribution et comme recomposés pour servir à une exposition nouvelle; je veux faire connaître cette philosophie plus sincèrement à la fois et plus profondément. Le plus qu'il me sera possible, je laisserai Kant s'expliquer lui-même; j'analyserai successivement les divers monumens célèbres qui renferment son système entier : d'abord la *Critique de la Raison pure*, qui contient sa métaphysique, puis la *Critique de la Raison pure pratique*, qui contient sa morale; enfin, deux ou trois autres écrits qui développent la *Critique de la Raison pure pratique*, et transportent les principes généraux de la morale kantienne dans la morale privée, dans la morale sociale et dans le droit public. Commençons par la *Critique de la Raison pure*.

Cet ouvrage parut en 1781. C'était un très gros volume, composé à la manière de l'école de Wolf, avec une grande régularité, mais avec un tel luxe de divisions et de subdivisions, que la pensée fondamentale se perdait dans le circuit de ses longs développemens. Il avait aussi le malheur d'être mal écrit; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y eût souvent infiniment d'esprit dans les détails, et même de temps en temps d'admirables morceaux; mais, comme l'auteur le reconnaît lui-même avec candeur dans la préface de l'édition de 1781, s'il y a partout une grande clarté logique, il y a très peu de cette autre clarté qu'il appelle *esthétique*, et qui naît de l'art de faire passer le lecteur du connu à l'inconnu, du facile au difficile, art si rare, surtout en Allemagne, et qui a entièrement manqué au philosophe de Kœnigsberg. Prenez la table des matières de la *Critique de la Raison pure;* comme là il ne peut être question que de l'ordre logique, de l'enchaînement de toutes les parties de l'ouvrage, rien de plus lumineux, rien de plus précis. Mais prenez chaque chapitre en lui-même, ici tout change : cet ordre en petit que doit renfermer un chapitre, n'y est point; chaque idée est toujours exprimée avec la dernière précision, mais elle n'est pas toujours à la place où elle devrait être pour entrer aisément dans l'esprit du lecteur. Ajoutez à ce défaut celui de la langue allemande de cette époque poussé à son comble, je veux dire ce caractère démesurément synthétique de la phrase allemande qui forme un contraste si frappant avec le

caractère analytique de la phrase française. Ce n'est pas tout : indépendamment de cette langue, rude encore et mal exercée à la décomposition de la pensée, Kant a une autre langue qui lui est propre, une terminologie qui, une fois bien comprise, est d'une netteté parfaite et même d'un usage commode, mais qui, brusquement présentée et sans les préliminaires nécessaires, offusque tout, donne à tout une apparence obscure et bizarre. Aussi la *Critique de la Raison pure* ne produisit pas d'abord une grande impression; il lui fallut plusieurs années pour faire sa route; il fallut que quelques penseurs laborieux et indépendans, après avoir étudié la nouvelle doctrine, attirassent sur elle l'attention en l'exposant à leur manière. Kant en publia, en 1787, une seconde édition, corrigée sur plusieurs points; cette seconde édition est le dernier mot de l'auteur, et c'est sur elle que toutes les éditions subséquentes ont été faites.

La *Critique de la Raison pure* (*Critik der reinen Vernunft*) est précédée de deux préfaces (*Vorrede*), l'une de l'édition de 1781, l'autre de l'édition de 1787, ainsi que d'une longue introduction (*Einleitung*). Ces trois morceaux sont de la plus haute importance; ils contiennent ce qu'il y a peut-être de plus essentiel et de plus durable dans la *Critique de la Raison pure*, à savoir, la méthode de l'auteur. Or, dans tout inventeur, dans tout penseur original, c'est la méthode qu'il faut avant tout rechercher, car cette méthode est le germe de tout le reste; souvent elle survit aux vices de ses applications. Les deux préfaces et l'introduction de la *Critique de la Raison pure* sont pour la philosophie de Kant ce que le *Discours de la Méthode* est pour la philosophie de Descartes. Je m'attacherai donc à faire bien connaître ces trois écrits.

Kant avait la conscience de la révolution qu'il entreprenait; il avait jugé son époque et compris ses besoins. Les grands dogmatismes sans critique du XVII[e] siècle avaient engendré le scepticisme de Hume, et dans toute l'Europe l'indifférence en métaphysique était complète. Cette indifférence ne venait pas de la frivolité, mais du découragement; elle était même plus apparente que réelle, et ne signifiait qu'une seule chose, que l'ancienne métaphysique était morte et qu'il en fallait une nouvelle. Il fut un temps, dit Kant, où la métaphysique passait pour la reine de toutes les sciences; aujourd'hui abandonnée et répudiée, elle pourrait dire comme Hécube :

> Modo maxima rerum
> Tot generis natisque potens....
> Nunc trahor exsul, inops. (OVIDE).

Le gouvernement de la philosophie fut d'abord un despotisme, celui des dogmatiques; après le despotisme est venue l'anarchie, et cet esprit de rébellion appelé le scepticisme. Dans ces derniers temps une certaine physiologie intellectuelle introduite par Locke semblait avoir tout pacifié et tout ramené à une seule autorité, celle de l'expérience; mais on s'est aperçu que cette prétendue expérience était elle-même remplie d'hypothèses, et que la nouvelle autorité n'était rien moins qu'un dogmatisme tout aussi tyrannique que ceux dont on avait voulu délivrer la science. Toutes les autorités paraissant donc avoir été inutilement tentées, la dernière et la plus triste des dominations s'ensuivit, celle de l'indifférence, mère de la nuit et du chaos. Mais ce chaos, si la nature humaine subsiste avec ses instincts et avec ses forces, n'est que le prélude d'une transformation prochaine et l'aurore d'une lumière nouvelle.

Cette indifférence, qui désespère au premier coup d'œil, est digne d'une méditation profonde. Entre les écoles qui se battent depuis des siècles dans cette arène de disputes sans fin qu'on appelle la métaphysique, et le public de notre temps, qui confesse ne rien entendre à ces débats et ne pouvoir s'y intéresser, qui a tort et qui a raison? On ne voit pas que le public soit dégoûté des mathématiques et de la physique; pourquoi serait-il plus dégoûté de la métaphysique, si la métaphysique était une science aussi solide, aussi sûre que les deux autres? Notre âge est l'âge de la critique, à laquelle rien ne peut se soustraire, ni la religion, malgré sa sainteté, ni la loi et l'état, malgré leur majesté. Pourquoi donc n'appliquerait-on pas aussi la critique à la métaphysique?

Par là il ne faudrait pas entendre une critique de tel ou tel système. Non; il s'agit d'une critique plus profonde, et qui s'applique à l'instrument même de tout système, de toute métaphysique, à la faculté de connaître, à la raison, qui en détermine la constitution intérieure, l'étendue et aussi les limites :

> Tecum habita et nôris quàm sit tibi curta supellex.
>
> (Perse.)

Otez cette critique, et la philosophie n'est plus qu'une espèce de magie à laquelle Kant se déclare entièrement étranger.

Toutes les vieilles certitudes sont décriées; mais ce n'est pas à dire que l'esprit humain renonce à la certitude. Il y aspire toujours; mais il la cherche sur une autre route. Il est indifférent à la philo-

sophie des écoles; il ne le serait peut-être pas à une philosophie nouvelle qui s'établirait sur le fondement de la critique.

Pour établir cette nouvelle philosophie, pour arriver à cette nouvelle certitude, Kant passe en revue les sciences les plus avancées, et il cherche quel a été le principe de leur progrès, afin de connaître celui de l'incertitude qui règne encore en métaphysique.

En fait, on dispute beaucoup en métaphysique; on dispute peu en logique, en mathématiques et en physique, ou du moins, si l'on dispute, on finit par s'accorder. Pourquoi les mathématiques, la logique, la physique, sont-elles des sciences qui avancent et se perfectionnent sans cesse?

Depuis Aristote, la logique n'a pas reculé; il n'y a dans ses ouvrages aucune règle du syllogisme, aucun axiome logique qui ne soit aujourd'hui aussi incontestable à nos yeux qu'il ne l'était alors à ceux des Grecs. Disons tout : non-seulement la logique n'a pas reculé, mais elle n'a pas même avancé. On a pu y ajouter différentes parties, une digression sur les facultés de l'ame, une autre sur les causes et les remèdes de nos erreurs; mais ce n'est pas augmenter, c'est dénaturer les sciences que d'en méconnaître et confondre les bornes. La logique proprement dite n'a point fait un pas depuis Aristote, ni en avant ni en arrière. Pourquoi cela? C'est que la logique porte sur des règles qui peuvent se ramener à certaines propositions évidentes par elles-mêmes et indépendantes de toute application. Ces propositions, ramenées à leurs principes, sont des lois de l'esprit humain, lois auxquelles il est soumis toutes les fois qu'il raisonne. La nature de l'esprit humain ne variant pas, ses lois ne sauraient varier. Il y obéit donc toujours et partout; elles sont pour lui un fondement inébranlable de certitude; l'erreur ne saurait venir de là, il faut qu'elle vienne d'ailleurs. Quand donc on demande pourquoi la logique est une science certaine, on doit répondre : C'est qu'elle ne s'occupe d'aucun objet spécial et déterminé; c'est qu'elle est indépendante de ses applications, et que sa vertu réside dans les lois même de la raison, considérée en elle-même et pure de tout élément étranger.

Tel est aussi le principe de la certitude des mathématiques. Tant que les mathématiques s'arrêtèrent à la partie variable des objets mesurables, il est probable qu'elles eurent leur époque d'incertitude et de tâtonnement. Mais dès que Thalès, ou tout autre, négligeant la partie variable et ne s'occupant que de la partie constante des triangles équilatéraux, eut démontré la propriété essentielle du

triangle équilatéral, ce premier pas ouvrit la carrière. La formule de Thalès en fit découvrir d'autres, et peu à peu la science mathématique se forma. En quoi consiste-t-elle? Dans l'étude de propriétés constantes, qui n'existent pas dans la nature, et qui sont des conceptions de l'esprit, de la raison, agissant d'après les lois qui lui sont propres sur les données fournies par la nature, et abstraction faite de ce que ces données ont de variable et d'incertain.

Il en était de la physique avant Galilée comme des mathématiques avant Thalès. La physique ancienne n'était qu'un amas d'hypothèses. Les physiciens modernes antérieurs à Galilée abandonnèrent les hypothèses, se mirent en présence de la nature, observèrent et recueillirent les phénomènes qu'elle leur présentait. C'était déjà quelque chose; mais ce n'est pas encore de là que date la vraie physique, elle n'a commencé qu'avec Galilée. Galilée et d'autres conçurent l'idée de ne plus s'en tenir à la simple observation, aux classifications superficielles et aux lois empiriques qui en résultent. Ils reconnurent qu'il appartient à l'homme d'être le juge et non le disciple passif de la nature : ils posèrent des problèmes physiques *à priori*, et, pour résoudre ces problèmes, ils entreprirent des expériences qu'ils dirigèrent d'après les principes que leur suggéra la raison. Ce fut donc la raison qu'ils suivirent, même en travaillant sur la nature; ce furent les principes de cette raison qu'ils cherchèrent dans la nature, et c'est en devenant rationnelle que la physique devint une science. Mais au lieu d'interpréter Kant, il vaut mieux le laisser ici parler lui-même.

« Depuis que Galilée eut fait rouler sur un plan incliné des boules dont il avait lui-même choisi le poids, ou que Toricelli eut fait porter à l'air un poids qu'il savait être égal à une colonne d'eau à lui connue, ou que plus tard Stahl eut transformé des métaux en chaux, et celle-ci en métaux par la suppression et l'addition de certaines parties, depuis ce moment un flambeau a été donné aux naturalistes. Ils ont reconnu que la raison ne conçoit que ce qu'elle produit elle-même d'après ses propres plans, qu'elle doit prendre les devans avec ses propres principes, et forcer la nature de répondre à ses questions, au lieu de se laisser conduire par elle comme à la lisière. Autrement, les observations accidentelles et faites sans aucun plan arrêté d'avance ne peuvent s'accorder entre elles faute de se rapporter à une loi nécessaire; et c'est là pourtant ce que la raison cherche, et ce dont elle a besoin. La raison doit se présenter à la nature, tenant d'une main ses principes, qui seuls peuvent donner à l'ensemble et à l'harmonie

des phénomènes l'autorité de lois, et de l'autre main les expériences qu'elle a instituées d'après ces mêmes principes. La raison demande à la nature de l'instruire, non pas comme un écolier qui se laisse dire tout ce qui plaît au maître, mais comme un juge légitime qui force les témoins de répondre aux questions qu'il leur adresse. La physique doit l'heureux changement de sa méthode à cette idée : que la raison cherche, je ne dis pas imagine, dans la nature, conformément à ses propres principes, ce qu'elle doit apprendre de la nature, et ce dont elle ne peut rien savoir par elle-même. C'est ainsi que la physique s'est établie sur le terrain solide d'une science, après n'avoir fait qu'errer et tâtonner pendant tant de siècles. »

Maintenant, pourquoi la métaphysique n'est-elle pas aussi avancée que la haute physique, la logique et les mathématiques? Remarquons d'abord que la métaphysique n'est point une étude arbitraire, née d'un caprice de l'orgueil, et à laquelle il nous soit libre de renoncer. Dieu, le monde, l'ame, l'existence future, sont des objets qui provoquent sans cesse la curiosité de l'esprit humain, et auxquels il revient sans cesse, car notre nature se sent dégradée lorsqu'elle les néglige. L'esprit humain a eu beau vouloir se condamner et se résigner, non-seulement à l'ignorance, mais à l'indifférence en métaphysique; il a été forcé de casser les arrêts qu'il avait rendus contre lui-même. Il faut consentir à sa condition, et puisque notre condition est d'être hommes, nous devons agiter les problèmes humains.

Mais pourquoi tant de solutions à ces problèmes, et tant de diversité dans ces solutions? S'il était donné à la nature humaine de trouver la vérité en métaphysique, comment tant de grands hommes, tant de génies sublimes, qui en ont fait leur étude, n'y seraient-ils point parvenus? En un mot, pourquoi tant de certitude dans d'autres sciences, et tant d'incertitude en métaphysique?

Si l'on veut bien se rappeler la marche des sciences et réduire le principe de leurs progrès à sa plus simple expression, on trouve qu'elles avancent à condition de négliger la partie extérieure et variable des choses sur lesquelles elles travaillent, et d'en considérer exclusivement la partie invariable et constante, c'est-à-dire la partie que l'esprit humain met dans toutes ses connaissances. Les lois qui sont la base de la logique, de la métaphysique et des mathématiques, et qui fondent la certitude de ces sciences, ne sont autre chose que des lois de l'esprit humain lui-même; c'est donc, rigoureusement parlant, dans la nature de l'esprit humain, indépendamment de toute

application et de tout objet externe, que se résout la certitude de toutes les connaissances humaines.

Or, si nous examinons le point de vue sous lequel on a envisagé jusqu'ici la métaphysique, nous verrons qu'on a précisément négligé ce qui seul pouvait en fonder la certitude, c'est-à-dire la nature même de l'esprit humain et de ses lois considérées indépendamment des objets auxquels elles s'appliquent. On s'est occupé des objets de nos connaissances et non de l'esprit qui connaît; on a demandé ce que c'était que Dieu, s'il était ou s'il n'était pas; on a fait des systèmes sur le monde; on a comparé les divers êtres entre eux; on a saisi des rapports; on a tiré des conséquences, toujours en travaillant sur des objets, c'est-à-dire sur des existences hypothétiques. Il est peu de philosophes qui aient considéré les connaissances dans leur rapport avec l'esprit humain. C'était là cependant le seul moyen d'arriver à quelque chose de certain, et d'élever la métaphysique à la certitude de la physique, des mathématiques et de la logique.

Frappé de cette idée, Kant entreprit de faire porter sur le sujet même de la connaissance les recherches qui jusque-là ne s'étaient guère appliquées qu'à ses objets : il entreprit en métaphysique la même révolution que Copernic avait opérée en astronomie. Copernic, voyant qu'il était impossible d'expliquer les mouvemens des corps célestes, si l'on supposait que ces corps tournent autour de la terre immobile, fit tourner la terre avec eux autour du soleil; de même Kant, au lieu de faire tourner l'homme autour des objets, fit tourner les objets autour de l'homme.

Otez l'esprit de l'homme et sa constitution nécessaire, il ne vous reste des objets que des notions sans fondement; vous élèverez une théorie hypothétique qu'une autre théorie hypothétique renversera pour être renversée à son tour; les systèmes et les écoles se succéderont sans que la science avance, et la métaphysique, soumise à de continuelles révolutions, cherchera vainement une certitude qui la fuit toujours. Si au contraire, prenant l'esprit humain pour point de départ, on s'attache à déterminer exactement sa nature et à décrire avec rigueur ses lois et leur portée légitime, on donne à la métaphysique une base solide.

Une telle recherche n'est pas la science, mais elle en est la condition. « En nier l'utilité, dit Kant, c'est vouloir nier l'utilité de la police, parce que la seule fonction de la police est d'empêcher les violences auxquelles on pourrait se livrer sans elle, et de faire en sorte que tout le monde vaque à ses affaires avec sécurité. »

Kant avoue qu'une telle méthode pourra bien renverser tous les dogmatismes, qui, selon lui, ne sont pas autre chose que des hypothèses de la raison agissant à l'aventure et sans la critique préalable d'elle-même. Oui, dit-il, la critique détruira beaucoup d'argumens célèbres; mais elle y substituera d'autres argumens inébranlables, parce qu'ils seront fondés sur les lois mêmes de la raison. Et il indique les argumens en faveur de l'existence de Dieu, de la liberté, de l'immortalité que donnait l'ancienne métaphysique, et ceux que la nouvelle mettra à leur place; il soutient que la critique peut bien nuire au monopole de l'école, mais non pas à l'intérêt du genre humain, puisqu'elle-même répare les ruines qu'elle opère. Ici, nous ne contesterons rien d'avance à Kant, mais nous ne lui accorderons rien, et nous faisons toutes nos réserves, non pas en faveur du monopole des écoles, mais en faveur des argumens qu'elles emploient depuis deux mille ans, et qui ne sont peut-être pas aussi vains que Kant le suppose. C'est à la fin de la *Critique* qu'il convient d'ajourner cette discussion, et nous n'avons signalé les prétentions de Kant à cet égard que pour montrer l'étendue et la hardiesse de son dessein. Les deux préfaces que nous venons d'analyser indiquent ce dessein de la manière la plus générale; l'*introduction* le fera connaître avec tout autrement de profondeur et de précision.

II.

Il faut le dire : ici commencent les difficultés d'une exposition à la fois fidèle et claire des idées de Kant. L'*introduction* est déjà hérissée d'une foule de distinctions, fines et vraies, mais subtiles en apparence, exprimées avec une brièveté quelquefois énigmatique et dans un langage qui, par sa sévérité et sa bizarrerie, rappelle trop souvent la scholastique.

Voici la première distinction qui, pour n'être jamais nettement dégagée et exprimée dans l'introduction, la domine et sert de fondement à la *Critique de la Raison pure*.

Dans toute connaissance réelle, il y a deux points de vue qu'on ne peut pas confondre. Par exemple, prenez cette proposition : ce meurtre qui vient d'avoir lieu suppose un meurtrier; quels sont les élémens dont se compose cette proposition évidente par elle-même? Il y a d'abord l'idée particulière d'un certain meurtre commis dans telle ou telle circonstance, avec tel ou tel instrument déterminé; il

y a aussi l'idée non pas d'un meurtrier en général, mais de tel ou tel meurtrier, qu'il s'agit de découvrir. Voilà des élémens incontestables, et qui cependant peuvent varier à l'infini, car il y a un grand nombre d'assassinats qui tous se distinguent les uns des autres par mille circonstances diverses.

Mais n'y a-t-il pas autre chose dans cette proposition : ce meurtre suppose un meurtrier? Il n'est pas difficile d'y discerner encore ce principe général que couvrent les élémens particuliers, mais qu'ils ne contiennent pas, à savoir, tout meurtre suppose un meurtrier, principe qui lui-même se rapporte à ce principe plus général encore, et au-delà duquel il n'est plus possible de remonter : tout accident suppose une cause de cet accident. C'est là le fond même de la proposition en question. Niez ce principe, et vous pourrez consentir à ne point rechercher un meurtrier lorsqu'aura lieu un meurtre. Mais cela n'est pas possible. Le caractère de cet élément nouveau est de ne pas varier avec la foule des circonstances qui font varier sans cesse les autres élémens; celui-là est invariable et toujours le même.

Cette distinction est réelle. Kant, dans sa passion pour la rigueur et l'exactitude de l'expression comme des idées, l'a marquée par deux mots bizarres, mais énergiques, renouvelés du péripatétisme et de la scholastique. Dans la proposition en question, et dans toute proposition semblable, il appelle les élémens particuliers variables et accidentels, la matière (*materie*) de la connaissance, et il donne le nom de forme (*forme*) à l'élément général et logique.

Ainsi il y a dans la connaissance un élément emprunté aux circonstances, et un autre qui n'y est pas emprunté, mais qui s'y ajoute, pour fonder la connaissance. La matière de la connaissance nous est fournie par le dehors et par les objets extérieurs; la forme vient de l'intérieur, du sujet même capable de connaître. D'où il suit que la connaissance, qui se distingue en matière et en forme, peut se distinguer aussi en *subjective* (*subject, subjectiv, subjectivitat*), et *objective* (*object, objectiv, objectivitat*); connaissance subjective, c'est-à-dire qui vient du sujet et de la forme qu'il imprime à la connaissance, par le seul fait de son intervention dans la connaissance, — et connaissance objective, c'est-à-dire qui naît de l'extérieur, des circonstances et de la relation du sujet à ses objets. Dans cette proposition : il faut une cause à l'univers; — *il faut une cause*, voilà la partie subjective, la forme de la connaissance; — *l'univers*, voilà la partie objective, la matière de la connaissance.

La conséquence de cette distinction est de la plus haute impor-

tance. Comme la matière de la connaissance n'entre dans la connaissance réelle que par la forme, de même l'objectif ne nous est connu que dans et par le subjectif : on ne prouve point le principe par l'objet auquel il s'applique; on ne part pas de Dieu, par exemple, pour arriver au principe de causalité; c'est au contraire le principe de causalité qui nous fait parvenir à l'idée de la cause du monde; d'où il suit que, pour procéder logiquement, il faut partir de la pensée, de la forme, du subjectif, et non de l'objectif et de l'être. Par là se trouve changée la face de la métaphysique, et deux écoles rivales sont à la fois frappées du même coup et convaincues d'un procédé également vicieux, d'un point de départ également hypothétique. Quand on dit qu'il faut partir du monde extérieur pour arriver à l'homme, des sens pour arriver à l'intelligence, ou bien lorsque l'on pose tout d'abord l'existence de Dieu et que l'on en déduit l'homme et le monde, des deux côtés égale erreur. Ni la thèse du sensualisme, ni la thèse de la théologie ne peuvent se soutenir, car l'une et l'autre vont de la matière à la forme, de l'objet au sujet, de l'être à la pensée, de l'ontologie à la psycologie, tandis que le procédé opposé est le seul qui soit légitime. Nous proclamons hautement notre entière adhésion à ces vues simples et fécondes qui dérivent de la méthode d'observation bien entendue. Nous nous flattons qu'elles sont aujourd'hui solidement établies parmi nous, et sans nous y arrêter davantage, nous reprenons l'analyse de l'*introduction*.

Non seulement on peut distinguer la connaissance en matérielle et formelle, objective et subjective; mais on peut aussi la considérer par rapport à son origine, et rechercher si toutes nos connaissances viennent ou ne viennent pas de l'expérience.

A cette question, Kant répond avec l'esprit de son siècle entier que toutes nos connaissances présupposent l'expérience. On ne peut pas se prononcer plus nettement. « Nul doute, dit-il, que toutes nos connaissances ne commencent avec l'expérience; car par quoi la faculté de connaître serait-elle sollicitée à s'exercer, si ce n'est par les objets qui frappent nos sens, et qui d'une part produisent en nous des représentations d'eux-mêmes, et de l'autre mettent en mouvement notre activité intellectuelle et l'excitent à comparer ces objets, à les unir ou à les séparer, et à mettre en œuvre la matière grossière des impressions sensibles pour en composer cette connaissance des objets que nous appelons expérience? Nulle connaissance ne précède l'expérience; toutes commencent avec elle. »

Mais Kant distingue entre commencer avec l'expérience et venir

de l'expérience (*mit, aus*). Toutes nos connaissances présupposent l'expérience; mais l'expérience seule ne suffit pas à les expliquer toutes. Prenons l'exemple déjà employé : un meurtre suppose un meurtrier. Si l'expérience n'avait jamais montré de meurtre, l'esprit n'aurait jamais eu l'idée d'un meurtrier; c'est donc l'expérience et l'expérience seule qui peut ici avoir fourni la matière de la connaissance. Mais en même temps la partie formelle et subjective qui s'exprime ainsi : tout changement suppose une cause de ce changement, cette partie formelle, tout en présupposant l'expérience de tel ou tel changement, surpasse cette expérience. Elle n'a pu commencer sans elle, mais elle ne dérive pas d'elle, car il est démontré que l'expérience d'aucun fait ne peut donner à l'esprit humain la notion de cause. L'esprit humain recherche des causes, parce que telle est sa nature, et il les recherche à l'occasion de telle ou telle circonstance. D'où il suit que la proposition : un meurtre suppose un meurtrier, et celle-ci qui la renferme, tout changement suppose une cause, contient en même temps et quelque chose d'expérimental et quelque chose qui ne vient pas de l'expérience.

Kant appelle connaissances *empiriques* ou *à posteriori* (*Erkenntnisse empirischen, à posteriori*) celles qui non-seulement présupposent l'expérience, mais en dérivent, et il appelle connaissances *à priori* (*Erkenntnisse à priori*) celles qui, bien qu'elles ne puissent naître sans l'expérience (*Erfahrung*), n'en dérivent pas et nous sont données par la seule puissance de l'esprit. Et il ne faut point ici d'équivoque. Je juge, dit Kant, sans en avoir fait l'expérience, que si on ôte les fondemens de cette maison, elle tombera. Ce jugement, il est vrai, a l'air de devancer l'expérience, mais en réalité il la suit; car toute sa force repose en dernière analyse sur l'observation que les corps non soutenus tombent. Mais quand je porte cet autre jugement : quelque changement qui puisse jamais arriver, ce changement a nécessairement une cause; non seulement ce jugement anticipe l'expérience à venir, mais il ne repose sur aucune expérience passée, car l'expérience peut bien montrer que tel changement a telle cause, mais nulle expérience ne peut enseigner qu'il en est ainsi nécessairement. Et Kant remarque avec raison qu'il est impossible de réduire cette notion de nécessité à une habitude, née d'une liaison constante : c'est là détruire et non pas expliquer le principe de causalité, qui, pour agir, n'attend pas l'habitude et intervient dans le premier changement comme dans le centième pour nous faire affirmer qu'il ne peut pas ne pas avoir une cause. L'idée de la nécessité ne se

forme pas par morceaux et en détail, elle s'introduit pleine et entière dans l'intelligence. Mille et mille généralisations successives n'engendrent pas la nécessité, elle en diffère d'une absolue différence. Le jugement que tout changement a nécessairement une cause est donc un jugement qui ne repose pas sur l'expérience, c'est un vrai jugement *à priori*.

Eh bien! même dans les connaissances *à priori*, ainsi dégagées de toutes les autres, il faut encore distinguer. Il y a d'abord des principes qui sont appelés à juste titre *à priori*, puisqu'ils n'ont pas leur fondement dans l'observation, mais où se mêle néanmoins un élément que l'observation a donné; tel est ce principe : tout changement a nécessairement une cause. Il ne doit rien à l'expérience, quant à sa certitude, mais il renferme la notion de changement, à l'occasion de laquelle l'esprit conçoit la notion de cause, et cette notion de changement est évidemment empruntée à l'expérience. Le principe de causalité, bien que principe *à priori*, renferme donc un élément empirique. Mais il y a des principes *à priori* absolument (*schlechterdings*) indépendans de toute expérience, et qu'à cause de cela Kant appelle *purs* (*reine*) : tels sont les principes mathématiques.

Or, s'il est vrai qu'il y ait dans l'intelligence des connaissances pures *à priori*, il importe avant tout de rechercher les caractères de ces connaissances. Kant les réduit à deux, la nécessité et l'universalité. Il les avait déjà indiqués, ici il les détermine avec plus de rigueur. L'expérience nous dit ce que sont les choses, mais non ce qu'elles ne peuvent pas ne pas être; elle nous dit ce que les choses sont dans le moment de l'observation et dans le lieu où nous sommes, mais non ce qu'elles sont dans tous les temps et dans tous les lieux. L'universalité et la nécessité sont donc les caractères propres des connaissances pures *à priori*. Où manquent ces caractères, il est aisé de reconnaître les connaissances *à posteriori*. Toute connaissance fondée logiquement sur l'expérience est contingente; elle peut avoir une généralité de comparaison et d'induction, mais jamais une universalité absolue. En énonçant une loi empirique, vous vous bornez à affirmer que jusqu'ici on n'y a pas remarqué d'exception; mais vous ne pouvez pas prononcer qu'elle n'a jamais souffert ni ne souffrira jamais d'exception, encore bien moins qu'elle n'en peut pas souffrir.

La faculté en nous à laquelle se rapportent les principes marqués des caractères d'universalité et de nécessité, les principes purs *à priori*, est la raison (*Vernunft*), et la raison pure. L'étude approfondie

de cette faculté est la *critique de la raison pure*. On comprend maintenant la signification et la portée du titre de l'ouvrage de Kant.

En voyant notre philosophe s'engager dans la critique de la raison pure, des principes qui s'y rapportent et qui ne doivent rien à l'expérience, on est tenté de craindre qu'il ne se perde dans la profondeur même de son analyse, et qu'à force d'habiter le monde des notions pures *à priori* il ne se laisse entraîner à des chimères. Mais cette crainte est bien peu fondée; loin de trop accorder à la raison, nous verrons que Kant ne lui accorde pas même assez. Dès l'*introduction*, à peine a-t-il constaté en nous une faculté de connaître capable de produire les connaissances que nous venons d'énumérer, dès ce premier pas il se hâte de nous avertir que tout cela se passe dans l'esprit, dans la raison, dans le sujet, qu'il faut bien se garder d'y voir une réalité objective; il s'élève d'avance contre la prétention de l'idéalisme de transporter les idées hors de l'enceinte de la raison qui les conçoit, et il veut que, les notions de la raison pure une fois reconnues, on s'applique à rechercher quelle légitimité, quelle étendue, quelle portée on leur doit attribuer. « La raison, dit-il, parce qu'elle est capable de porter de pareils principes, abusée par une telle preuve de sa puissance, ne voit plus de bornes à sa passion de connaître. La colombe légère, lorsqu'elle traverse d'un libre vol l'air dont elle sent la résistance, pourrait croire qu'elle volerait encore bien mieux dans le vide; ainsi Platon oublie le monde sensible, parce que ce monde impose à la raison des bornes étroites, et se hasarde par-delà, sur les ailes des idées, dans l'espace vide de l'entendement pur. Il n'a point remarqué qu'il n'avance pas malgré ses efforts, car il n'a aucun point d'appui pour se soutenir et transporter l'entendement hors de sa place naturelle. Tel est le destin ordinaire de la raison humaine dans la spéculation : elle achève d'abord son édifice le plus vite qu'elle peut, et c'est beaucoup plus tard qu'elle s'inquiète de savoir si le fondement en est solide. »

Il faut donc une science qui, d'une part, recherche et constate les puissances naturelles de la raison, et qui, de l'autre, en mesure et en circonscrive la portée légitime. Encore une fois cette science est la *critique de la raison pure*. Kant, dans la partie de l'*introduction* qu'il nous reste à faire connaître, détermine les fondemens sur lesquels repose cette *critique* par une analyse approfondie du jugement.

Kant distingue deux sortes de jugemens. Tantôt le rapport lie l'attribut au sujet comme inhérent au sujet même, comme renfermé logiquement et nécessairement dans la nature du sujet, en sorte

qu'en exprimant ce rapport vous n'exprimez pas deux connaissances différentes, mais vous présentez deux points de vue ou deux formes de la même connaissance. Quand vous dites : tous les corps sont étendus, comme il est impossible de concevoir la notion de corps sans celle d'étendue, ni celle d'étendue sans celle de corps, vous n'énoncez pas une nouvelle connaissance, vous ne faites que développer celle que vous aviez déjà. Dans ces jugemens vous tirez la partie du tout, vous affirmez le même du même, en vertu du principe de contradiction. Mais il y a une autre espèce de jugemens, des jugemens dans lesquels nous rapportons au sujet un attribut qui n'y était point nécessairement et logiquement renfermé, en sorte que nous n'exprimons plus alors deux points de vue de la même connaissance ou la même connaissance sous deux formes distinctes, mais nous exprimons une nouvelle connaissance, nous ajoutons à la notion du sujet une notion qu'elle ne contenait point. En disant : tous les corps sont pesans, j'affirme du sujet corps un attribut qu'il ne renferme point logiquement. Il ne suffit plus ici d'analyser le sujet pour en tirer l'attribut; car j'aurai beau décomposer la notion de corps, la notion de pesanteur n'en sortira pas comme partie intégrante. Donc ce rapport n'est pas un rapport d'identité, comme le premier, car un des termes étant donné, l'autre n'est pas supposé nécessairement. Le rapport n'étant plus le même, le jugement qui l'exprime n'est donc plus de la même espèce que ceux dont nous avons parlé tout à l'heure.

Kant exprime cette distinction en appelant *analytiques* les jugemens qui affirment le même du même, parce qu'en effet il suffit d'analyser un des termes du rapport qu'ils expriment, pour en tirer l'autre terme, et pour avoir par conséquent et le rapport et le jugement, expression du rapport; et il appelle *synthétiques* les jugemens qui affirment d'un sujet un attribut qui n'y est pas contenu logiquement, parce que, pour trouver le rapport, il ne s'agit plus d'analyser un des termes, mais il faut joindre ensemble deux termes logiquement indépendans, et faire par conséquent un assemblage, une synthèse de deux notions auparavant isolées (*analytischer und synthetischer Urtheile*).

Pour marquer plus fortement encore la différence de ces deux jugemens et les caractères auxquels on peut reconnaître chacun d'eux, Kant leur impose aussi d'autres noms également significatifs. Comme les jugemens analytiques ne font que développer, expliquer, éclaircir une connaissance que nous avions déjà, sans y rien ajouter réellement, il les appelle jugemens *explicatifs*. Comme, au

contraire, les jugemens synthétiques n'expliquent pas et ne développent pas une connaissance déjà acquise, mais qu'ils ajoutent à cette connaissance une connaissance nouvelle, Kant appelle les jugemens synthétiques jugemens *extensifs*, parce qu'en effet ils étendent nos connaissances (*Erlauterungs — Erweiterungs Urtheile*).

Il faut maintenant distinguer deux classes de jugemens synthétiques. Le caractère commun des jugemens de cette espèce est de rapporter à un sujet un attribut qui n'y était pas renfermé logiquement. Or, cette connexion, que nous affirmons entre le sujet et l'attribut, peut nous avoir été donnée de deux manières : ou bien c'est l'expérience qui nous l'a révélée, ou bien nous l'établissons *à priori*, indépendamment de l'expérience. Les corps sont pesans, tout jugement suppose une cause, sont deux jugemens synthétiques, car ni la notion de pesanteur n'est renfermée dans celle de corps, ni la notion de cause dans celle de changement; mais ces deux jugemens diffèrent en ce que, dans le premier, c'est l'expérience qui nous a attesté la réalité de la connexion entre l'idée de pesanteur et celle de corps, tandis que, dans le second, ce n'est pas l'expérience qui a pu nous faire voir la réalité de la connexion entre l'idée de cause et celle de changement. En effet, l'expérience ne donne que des successions de faits, et jamais un rapport tel que celui de causalité. Les jugemens synthétiques sont donc de deux espèces. La vérité des uns repose sur l'expérience, et Kant les appelle jugemens synthétiques *à posteriori;* la vérité des autres ne repose pas sur l'expérience, mais sur la raison seule, et Kant les appelle jugemens synthétiques *à priori*.

Faites encore cette remarque que les jugemens analytiques sont eux-mêmes des jugemens *à priori*, car la réalité de la connexion qu'ils expriment n'est pas donnée par l'expérience, elle repose sur le principe de contradiction qui affirme que le même est le même. Ainsi, à moins de résoudre le principe de contradiction dans l'expérience, il faut admettre que tous les jugemens analytiques sont aussi non empiriques *à priori*.

Si toutes ces distinctions de Kant sont fondées, nous sommes maintenant en état d'apprécier deux assertions célèbres, savoir, 1° que toutes les connaissances humaines dérivent de l'expérience sensible; 2° que tous les jugemens humains sont soumis à la loi d'identité.

Il est faux que toutes les connaissances humaines dérivent de l'expérience sensible, car toute connaissance se résout en une proposition, et toute proposition en un jugement analytique ou synthétique, *à priori* ou *à posteriori*. Or premièrement, les jugemens analy-

tiques sont fondés sur le principe de contradiction qui n'est point empirique; secondement, les jugemens synthétiques *à priori* ne peuvent dériver de l'expérience. Restent les jugemens synthétiques *à posteriori* dont la certitude vient de l'expérience. Encore pourrait-on le contester quand ces jugemens sont généraux, c'est-à-dire quand ils concluent par induction des cas observés aux cas observables, car cette induction repose sur le principe de la stabilité des lois de la nature qui n'est point donné par l'expérience.

S'il n'est pas vrai que toutes nos connaissances dérivent de l'expérience, il n'est pas moins faux que tous nos jugemens soient soumis à la loi d'identité; car, pour cela, il faudrait que, dans les jugemens synthétiques *à priori* ou *à posteriori*, les deux termes du rapport fussent identiques, c'est-à-dire que, l'un étant donné, l'autre le fût logiquement. Or, comment prouver qu'on ne peut avoir la conception de corps sans avoir celle de pesanteur? Comment prouver que l'idée de changement renferme logiquement celle de cause? Ni les jugemens synthétiques *à priori*, ni les jugemens synthétiques *à posteriori* n'expriment un rapport d'identité. Loin donc que tous nos jugemens soient soumis à la loi d'identité, on ne peut ramener à cette loi qu'un seul des trois ordres de nos jugemens, les jugemens analytiques.

Chose singulière, la philosophie sensualiste, qui admet que toutes nos connaissances dérivent de l'expérience, admet en même temps que tous nos jugemens sont soumis à la loi d'identité. Elle prend pour point de départ unique en psychologie les jugemens synthétiques *à posteriori*, les jugemens d'expérience, et, lorsqu'elle en vient à la logique, elle donne pour fondement à cette logique le principe d'identité ou de contradiction. Mais de deux choses l'une : ou le principe de contradiction dérive de l'expérience, ou on est obligé de lui donner une autre base. S'il dérive de l'expérience, il est frappé d'un caractère de contingence et de variabilité, et alors la logique du sensualisme ne repose plus sur la nécessité, elle est variable comme la sensation elle-même, en d'autres termes elle n'est plus une logique. Si l'on maintient au contraire que le principe d'identité n'est pas contingent, mais nécessaire, afin de pouvoir servir de fondement à la logique, le sensualisme est dans l'impuissance de concilier ce principe avec la psychologie, il ne peut tirer le nécessaire du contingent, il est forcé d'admettre dans ses développemens des élémens qu'il rejette à son point de départ. La philosophie de Kant a

donc ruiné de fond en comble et la psychologie et la logique du sensualisme.

Après avoir divisé et classé toutes les connaissances humaines, c'est-à-dire tous nos jugemens, en jugemens analytiques *à priori* et en jugemens synthétiques, les uns *à priori*, les autres *à posteriori*, Kant examine sur quelle espèce de jugemens sont fondées les diverses sciences, et il en distingue deux sortes : celles qui sont fondées sur des jugemens synthétiques *à posteriori*, ou *sciences empiriques*, et celles qui sont fondées sur des jugemens synthétiques *à priori*, et qu'il appelle *sciences théorétiques* (*theoretische Wissenschaften*). Les premières sont les sciences de pure observation : observer, classer, généraliser, voilà toute la part de l'esprit dans leur formation. L'histoire naturelle des animaux, des plantes et des minéraux, une partie de la physique, etc., se rangent dans cette division. Les sciences théorétiques sont l'arithmétique, la géométrie, la haute physique, la mécanique et la métaphysique. Kant établit que cette dernière classe de sciences a pour base des jugemens synthétiques *à priori*.

Quand on étudie les procédés des mathématiques, on est frappé de retrouver partout le même procédé constamment employé. Elles s'appuient toujours sur le principe de contradiction; mais de ce que ce principe est inhérent à la marche de la science, on a conclu qu'il en est le fondement. Cette conséquence ne vaut rien. Le principe d'identité n'engendre pas les démonstrations mathématiques, il en est seulement la condition nécessaire; sans lui, les mathématiques ne peuvent faire un pas, mais ce n'est point par lui qu'elles avancent. S'il était le principe de toutes les vérités mathématiques, ces vérités seraient des propositions purement analytiques; or Kant prouve par des exemples tirés de l'arithmétique et de la géométrie qu'il n'en est point ainsi.

Pour savoir si cette proposition : sept plus cinq égale douze, est analytique ou synthétique, il faut examiner si l'on ne peut avoir la notion de sept plus cinq sans avoir la notion de douze, la notion du sujet sans celle de l'autre terme et du rapport d'égalité qui les unit. Or, après que vous avez ajouté sept à cinq, vous avez l'idée de la réunion de deux nombres en un seul; mais quel est ce nombre nouveau qui contient les deux autres? Vous savez que sept et cinq forment une somme; mais quelle est cette somme? Vous l'ignorez. Cette ignorance devient plus manifeste, si on fait l'expérience sur de plus grands nombres. Quand nous opérons sur de petites quan-

tités, l'habitude que nous avons d'aller des diverses parties à la somme, la rapidité avec laquelle nous saisissons leur égalité nous fait illusion sur le véritable procédé de l'esprit; mais quand nous voulons réunir plusieurs grands nombres en un seul, la difficulté que nous éprouvons à arriver au nombre total qui les renferme nous prouve que nous n'allons pas du même au même, et qu'il s'agit bien pour nous d'acquérir une nouvelle connaissance.

Pourquoi donc a-t-on regardé les propositions arithmétiques comme des propositions analytiques? C'est qu'on a moins considéré les procédés de l'esprit dans la formation de ses connaissances que ces connaissances en elles-mêmes, relativement à leurs objets et indépendamment de l'esprit. Comme sept plus cinq et douze sont en effet des nombres identiques, on a cru que dire : sept plus cinq égale douze, c'est passer d'une même connaissance à une même connaissance. Mais si l'idée du second terme est implicitement dans le premier, elle n'y est pas explicitement et psychologiquement; et la question est ici de savoir si, parce que nous avons la notion des deux unités sept et cinq, nous avons aussi la notion de l'unité totale douze qui les représente.

Les vérités géométriques ne sont pas non plus des vérités identiques. Si cette proposition : la ligne droite est la ligne la plus courte d'un point à un autre, est analytique, il faut prouver que logiquement l'idée de la ligne la plus courte est renfermée dans l'idée de ligne droite. « Mais l'idée de *droit*, dit Kant, ne renferme aucune idée de quantité, mais seulement de qualité. » Les vérités de géométrie sont donc de l'ordre synthétique. Il faut distinguer toutefois deux sortes de vérités géométriques, trop souvent confondues, les unes qui sont purement analytiques, les autres qui ont un caractère synthétique. Les premières sont les axiomes de la géométrie, les secondes sont ses véritables principes. Les axiomes tels que ceux-ci : — *a* égale *a;* le tout est égal à lui-même; le tout est plus grand que la partie; — ces axiomes, qui ne sont peut-être que diverses faces du principe de contradiction, sont indispensables à la science. Est-il, en effet, un seul théorème qui ne les suppose? Est-il possible de faire un seul pas en géométrie si l'on n'admet que le même est le même, que le tout est plus grand que la partie? Mais, d'un autre côté, qu'on nous montre quelque vérité géométrique sortant directement de ces axiomes comme de leur principe. Les axiomes sont donc à la fois indispensables et improductifs. Au contraire, prenez la dernière vérité de la géométrie, et cherchez d'où elle sort; elle sort de la vérité précé-

dente, qui, à son tour, sort d'une vérité antérieure, et chacune d'elles vous paraissant tour à tour principe et conséquence, il vous faudra remonter de théorème en théorème jusqu'à des vérités premières qui aient leur raison en elles-mêmes, qui soient principes, sans être conséquences, c'est-à-dire jusqu'à la définition du triangle, de l'angle, du cercle, de la ligne droite. Les définitions seules sont productives. Sans les axiomes, la science est impossible, mais ils ne font pas la science; sans eux, il n'est pas permis d'établir un principe, de déduire une conséquence, mais ils ne sont ni ces principes, ni ces conséquences. Il y a donc des vérités géométriques qui reposent sur le principe de contradiction, mais les vrais principes géométriques sont les définitions, c'est-à-dire des jugemens synthétiques *à priori*.

Les principes de la haute physique sont de la même nature. Je prends les deux exemples donnés par Kant : — Dans tout changement du monde matériel, la quantité de matière doit rester la même; dans toute communication du mouvement, l'action et la réaction doivent être égales. — Ce sont évidemment là des jugemens synthétiques, car l'idée de matière n'implique pas le moins du monde que dans tous les changemens la quantité de matière est la même; de même on peut avoir l'idée de mouvement sans en déduire que l'action et la réaction sont toujours égales. J'ajoute d'un côté à la notion de matière, de l'autre à celle de mouvement, des notions qui n'y étaient pas contenues, je fais un jugement synthétique. De plus, ce jugement a le caractère de l'universalité, de la nécessité, il n'est donc pas dû à l'expérience; il est donc synthétique *à priori*.

Il n'est pas difficile de se convaincre que la métaphysique repose également sur des jugemens synthétiques *à priori*. Il y a, selon Kant, une métaphysique naturelle qui a toujours été, qui sera toujours, à savoir l'ardente curiosité de voir clair dans des questions que l'intelligence humaine se propose éternellement; ces questions sont Dieu, l'ame, le monde, son éternité ou son commencement, etc. Voilà les objets de la métaphysique; ses principes sont les principes même à l'aide desquels l'intelligence humaine tente de résoudre les questions auxquelles elle ne peut échapper; il suffit d'en citer quelques-uns : tout ce qui arrive a une cause; tout phénomène, toute qualité suppose un sujet; tout évènement suppose le temps; tout corps l'espace, etc. Or, examinez ces principes, et vous verrez que ce ne sont pas moins que des jugemens synthétiques *à priori*, car le second terme du rapport que ces jugemens expriment n'est nullement renfermé dans le premier; le temps n'est pas renfermé dans l'évène-

ment, ni l'espace dans le corps, ni le sujet dans la qualité, ni la cause dans le fait qui commence à paraître; ces jugemens ne sont donc pas analytiques; ce n'est pas l'expérience qui introduit dans l'intelligence les notions de cause, de substance, de temps, d'espace, etc.; ce sont là des notions *à priori;* les jugemens qui les contiennent sont donc des jugemens synthétiques *à priori.*

Il doit être maintenant de la plus entière évidence que toutes les sciences dignes du nom de sciences théorétiques sont fondées sur des jugemens synthétiques *à priori;* reste à savoir comment de tels jugemens sont possibles, en d'autres termes, comment il y a des jugemens qui contiennent un élément indépendant de toute expérience, et quelle peut être la valeur de pareils jugemens. Cette question n'est rien moins que celle de la valeur même de la raison pure, auteur de ces jugemens. Hume est celui de tous les philosophes qui a osé aborder cette question avec le plus de fermeté, mais sous une seule de ses faces, dans le célèbre principe de causalité, et on sait comment il l'a résolue. Kant remarque, à cette occasion, que si Hume, au lieu de s'en tenir au principe de causalité, eût examiné tous les autres principes nécessaires, tous les autres jugemens synthétiques *à priori*, il aurait peut-être reculé devant les conséquences rigoureuses de son opinion. En effet, si Hume rejette la notion de nécessité impliquée dans le principe de causalité, il aurait dû la rejeter aussi des autres principes qui la renferment également, il aurait dû rejeter tout jugement synthétique *à priori*, c'est-à-dire les mathématiques pures et la haute physique, conséquence extrême, qui peut-être aurait retenu cet excellent esprit sur la pente du scepticisme.

Puisque les jugemens synthétiques *à priori* existent, ils sont donc possibles, et on peut en dire autant d'un certain nombre de sciences théorétiques qui reposent sur ces jugemens. Il faut bien que les mathématiques pures, que la physique pure soient possibles, puisqu'elles existent, mais on ne peut faire la même réponse pour la métaphysique; jusqu'ici elle a si peu atteint le but qu'elle s'était proposé, qu'on ne peut contester à personne le droit d'élever cette question : comment la métaphysique est-elle possible?

Si par métaphysique on entend une disposition naturelle de l'esprit humain à se poser et à résoudre un certain nombre de problèmes, on doit répondre assurément que la métaphysique est possible, puisqu'elle est; mais, selon Kant, tous les systèmes nés de cette disposition naturelle sont tellement défectueux et si peu satisfaisans, qu'il

n'est pas permis de leur donner le nom de science; de sorte que si par métaphysique on entend non pas une disposition naturelle, mais une vraie science, on est forcé de répondre que la métaphysique n'est pas. Mais en même temps Kant n'hésite pas à proclamer qu'elle est possible; il en appelle au besoin éternel de la nature humaine; il compare la métaphysique à une plante dont on peut bien couper tous les rejetons qui ont poussé jusqu'ici, mais dont on ne peut extirper les racines. Il ne désespère donc point de la métaphysique considérée comme science, mais il la renvoie à l'avenir, et il ne veut qu'en poser les fondemens et en vérifier l'instrument. Cet instrument, c'est la raison pure, avec les puissances qui sont en elle; ces fondemens, ce sont les jugemens synthétiques *à priori* que la raison pure développe à mesure qu'elle se développe elle-même. Autant valent et cet instrument et ces fondemens, autant, plus tard, vaudra l'édifice entier.

La *Critique de la Raison pure* n'est donc, à vrai dire, qu'une introduction à la science. Sa tâche est à la fois très vaste et très bornée : très bornée, car il ne s'agit pas ici des objets de la raison qui sont infinis, mais de la raison seule; très vaste, car il faut suivre cette raison dans tous ses développemens, pourvu que ces développemens n'aient rien à faire avec l'expérience et avec les sens, et qu'ils conservent ce caractère de pureté qui constitue les jugemens synthétiques *à priori*. Or, comme il plaît à Kant, dans la langue qu'il s'est faite, d'appeler *transcendental* ce qui porte le double caractère d'être indépendant de l'expérience et de ne point s'appliquer aux objets extérieurs, il appelle *philosophie transcendentale* le système parfait de recherches qui porteraient sur la connaissance *à priori*. Ce qu'il entreprend est un simple essai, une esquisse d'une telle philosophie. — Il reste à faire, dit-il, un *novum organum* qui ne serait ni celui d'Aristote, ni celui de Bacon, et qui serait l'*organum* de la raison pure. Cette critique est un canon de ce nouvel *organum*.

D'ailleurs Kant n'hésite point à le reconnaître : la critique doit être une réforme entière et radicale de la philosophie, et par conséquent celle de l'histoire même de la philosophie, puisque la critique seule peut fournir à l'histoire une pierre de touche infaillible pour apprécier la valeur des systèmes. Sans elle, que peut faire l'historien, sinon de déclarer vaines les assertions des autres, au nom de ses propres assertions qui n'ont pas plus de fondement?

L'*introduction* expose clairement les principaux traits de cette grande entreprise. Ce qui y frappe, au premier coup d'œil, comme

dans le *Discours de la Méthode*, c'est la hardiesse et l'énergie de la pensée. Kant s'y donne ouvertement comme un véritable révolutionnaire. Comme Descartes, il dédaigne tous les systèmes antérieurs à sa *critique*; il s'exprime sur le passé de la philosophie du ton tranchant et superbe des philosophes du XVIIIe siècle. En parlant avec ce dédain de tous les systèmes qui ont précédé, et en les présentant comme un amas d'hypothèses arbitraires, qui contiennent à peine quelques vérités comme par hasard, il ne lui vient pas une seule fois à l'esprit que les auteurs de ces systèmes, ce sont des hommes ou ses égaux ou ses supérieurs, Platon, Aristote, Descartes, Leibnitz. Mais pourquoi serait-il respectueux envers le génie? Il ne l'est pas même envers la nature humaine. Il lui accorde bien une disposition innée à la métaphysique, mais c'est une disposition malheureuse, et qui jusqu'ici n'a produit que des chimères, et il se flatte, lui, à la fin du XVIIIe siècle, de commencer pour la première fois la vraie métaphysique, après trois mille ans d'efforts inutiles. On serait tenté de supposer, dans un tel dessein, sous de telles paroles, un orgueil immense. Pas le moins du monde. Kant était le plus modeste et le plus circonspect des hommes; mais l'esprit de son temps était en lui. Et puis on ne fait pas les révolutions avec de petites prétentions, et Kant voulait faire une révolution en métaphysique. Comme toute révolution, celle-là devait donc proclamer l'absurdité de tout ce qui avait précédé, sans quoi il n'aurait fallu songer qu'à améliorer, et non pas à tout détruire pour tout renouveler. Kant, comme Descartes, auquel il faut sans cesse le comparer, préoccupé de sa méthode, ne voit qu'elle partout. Ce n'est pas de son propre génie qu'il a une grande opinion, c'est de celui de sa méthode.

C'est de là qu'il se relève, c'est de là qu'il triomphe. Descartes a dit quelque part qu'en se comparant aux autres hommes, il s'était trouvé supérieur à très peu et inférieur à beaucoup, et qu'il devait tout à sa méthode. Socrate aussi, deux mille ans avant Kant et Descartes, rapportait tout à sa méthode qui, au fond, était la même que celle du philosophe français et du philosophe allemand. Cette méthode est la vraie, c'est la méthode psychologique qui consiste à débuter par l'homme, par le sujet qui connaît, par l'étude de la faculté de connaître, de ses lois, de leur portée et de leurs limites. Elle naît avec Socrate, se développe avec Descartes, se perfectionne avec Kant, et avec tous les trois elle produit chaque fois une révolution puissante. Mais il n'appartient pas au même homme de commencer une révolution et de la finir. Socrate n'a été ni Platon ni Aristote, mais le père

de l'un et de l'autre. Descartes à son tour n'est point Leibnitz, et Kant, qui a commencé la philosophie allemande, ne l'a ni gouvernée ni terminée. Cette philosophie marche encore, et ne paraît pas avoir atteint son dernier développement. Plus heureuse, la révolution française, née en même temps que la révolution philosophique de l'Allemagne, partie à peu près du même point, de la déclaration des droits primitifs et éternels de l'homme indépendamment de toute société, de toute histoire, comme l'autre des lois pures de la raison humaine indépendamment de toute expérience, proclamant également et le mépris du passé et les espérances les plus orgueilleuses, a parcouru, en quelques années, ses vicissitudes nécessaires, et nous la voyons aujourd'hui arrivée à son terme, tempérée et organisée dans la charte qui nous gouverne. La charte de la philosophie du XIXe siècle n'est pas encore écrite. Kant n'était pas appelé à cette œuvre; la sienne était bien différente : il devait faire une révolution contre tous les faux dogmatismes, et contre les grandes hypothèses de l'idéalisme du XVIIe siècle, et contre les hypothèses mesquines et tout aussi arbitraires du sensualisme de son temps ; et cette entreprise, il l'a accomplie, grace à cette méthode dont je viens de faire connaître le caractère d'après les deux *préfaces* et l'*introduction* de la *Critique de la raison pure*. Peut-être une autre fois essaierons-nous d'aborder cette *Critique* elle-même, et d'introduire les lecteurs de la *Revue* dans l'intérieur de ce grand monument.

V. COUSIN.

LETTRES POLITIQUES.

—

LA CHAMBRE ET LE MINISTÈRE.

Nous voici, monsieur, assez loin de l'ouverture de la session pour pouvoir juger le grand débat par lequel s'inaugure chaque année la saison parlementaire. Il était facile, ce semble, d'en pressentir le résultat, et l'on peut affirmer, sans crainte de paraître prophète après coup, que la situation politique ne comportait pas une solution différente. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner avec quelque soin, et sans parti pris, dans quelles dispositions se sont retrouvés face à face la chambre et le cabinet.

Peu d'évènemens ont rempli l'intervalle des deux sessions; aucun n'a eu un caractère assez décidé pour mettre le ministère du 12 mai en mesure de prendre une couleur politique, en lui enlevant cette physionomie provisoire qu'il avait reçue des circonstances mêmes du sein desquelles il était sorti. Quelques actes maladroits, quelques tentatives imprudentes, dont le cabinet renvoyait la responsabilité à l'un de ses membres en faisant tous ses efforts pour s'en dégager, avaient seuls suscité des irritations et alimenté l'ardeur d'une polémique que l'opinion extérieure n'excitait plus. Le pays en est arrivé à comprendre en effet qu'il y a de la duperie à se préoccuper de noms propres, lorsque ceux-ci n'empruntent plus leur signification à une idée, et ne représentent que des individualités ambitieuses ou des personnalités égoïstes. Le seul résultat moral et utile de la coalition est assurément celui-là, et je le tiens pour acquis. Il existait donc, monsieur, contre le cabinet, des mécontentemens

assez nombreux: on estimait tel ministre insuffisant, tel autre malhabile; mais tous ces griefs ne se groupaient point autour d'une pensée commune, et quelque impolitiques que pussent paraître les dispositions relatives au conseil d'état, quelque imprudentes que fussent les tentatives concernant les offices, tout cela ne suffisait pas pour organiser une opposition systématique. Peut-être direz-vous qu'il n'en a pas fallu davantage pour renverser le 15 avril. Je vous concéderai, si vous voulez, qu'il en a fallu moins; mais qu'importe? les temps sont changés; une grande expérience a été faite, et la France n'entend pas la recommencer. Il peut être fâcheux de voir les fruits de cette expérience recueillis par quelques personnages politiques qui, en morale sévère, n'en devraient pas avoir le droit; mais les faits se présentent ainsi, et l'ancienne majorité se résigne à garder un ministère sorti d'une coalition plutôt que d'en essayer une autre pour le renverser.

Tel a été le sentiment dominant dans son sein le jour où elle a tenu le sort du cabinet entre ses mains, et où elle a pu mesurer toute la responsabilité qu'elle eût attirée sur elle en brisant un ministère qu'aucune combinaison sérieuse n'était en mesure de remplacer. Il n'est, en effet, douteux pour personne que si une combinaison vraiment grave avait préexisté à la discussion de l'adresse, ce débat n'eût présenté une issue très différente. La chambre ne s'est pas fait illusion sur la portée des bruits répandus à cet égard; elle n'a pas cru à des dispositions qu'on disait sincères, et qui l'étaient peut-être; elle a persisté à reconnaître des incompatibilités d'humeur ou d'ambition, à douter de sacrifices qu'elle serait heureuse de voir consommer, mais que son instinct, plus sûr que toutes les affirmations des couloirs, lui fait envisager comme improbables, sinon comme impossibles. Cette universelle incréance à des rapprochemens dont le moment n'est point arrivé, s'il doit jamais venir, est peut-être ce qui a le plus contribué à les faire échouer, car, pour que de telles négociations réussissent, il faut qu'elles soient énergiquement soutenues par l'opinion. Or, en ce moment, l'opinion ne soutient rien, parce qu'elle n'a foi en rien; elle accepte tout sans amour comme sans haine.

Que si nous entrons, monsieur, dans un examen plus étendu des dispositions de chacune des fractions de l'assemblée, il nous sera facile de montrer que le ministère pouvait presque partout compter sur une sorte de neutralité.

La gauche subit, sans trop de résistance, un cabinet qu'elle n'ose-

rait concevoir l'espérance de remplacer; elle comprend qu'une crise ministérielle l'éloignerait du pouvoir, loin de l'en rapprocher. Ce n'est pas trop présumer de la sagacité de M. Barrot que de supposer qu'il voit ceci clairement. Le pouvoir, en échappant aux mains du ministère du 12 mai, irait évidemment aux hommes de l'ancienne majorité, qui forment après tout la seule portion compacte de la chambre, et auxquels une alliance conclue, soit avec le chef du centre gauche, soit avec celui de l'ancien centre droit, assurerait une incontestable prépondérance. Un ministère formé par la réunion de l'élément doctrinaire à l'opinion gouvernementale, ou par l'association de M. Thiers aux amis de M. le comte Molé, c'est là une double éventualité que la gauche dynastique, ambitieuse et pressée pour son propre compte, ne saurait envisager sans une vive appréhension : elle sent que sa creuse rhétorique n'agite pas le pays, que les forces vives du parti démocratique l'abandonnent de plus en plus; et, réduite à un bagage de lieux communs sans portée dans le parlement en même temps que sans écho au dehors, elle comprend qu'une majorité constituée autour d'un ministère définitif lui porterait un coup dont il est difficile de prévoir comment elle parviendrait à se relever. La gauche entend donc maintenir le cabinet, qui lui fait après tout une assez supportable position. Celui-ci repousse, il est vrai, ses quatre cent mille électeurs; mais combien n'a-t-il pas jeté de gâteaux de miel aux agitateurs que vous savez! Combien certains de ses membres ne sont-ils pas empressés de complaire à ces intrépides solliciteurs qui dépensent en petite monnaie d'antichambre leur patriotisme de l'an dernier! Tant qu'à rester dans l'opposition, situation dont on commence à se lasser par pur amour du pays sans doute, mieux vaut en faire contre le 12 mai que contre le 15 avril ressuscité et rajeuni; ainsi raisonne la gauche à laquelle des défections éclatantes viennent révéler chaque jour tout ce qu'il y a dans ses rangs d'ambitions impatientes et de vertus faciles. Ce parti a grandement raison, monsieur, et vous pouvez tenir pour certain que s'il se décide à faire grand bruit à la tribune et dans ses journaux, que s'il attaque le cabinet, ce sera avec des fusils chargés à poudre.

Celui-ci rencontrera au centre gauche des adversaires plus sérieux, des passions plus irréconciliables. Il n'y a pas à s'étonner, en effet, qu'un parti parlementaire, qu'on s'était habitué à regarder comme maître de la situation, soit profondément blessé d'une défection qui lui a ôté une grande partie de son importance. Il est tout simple qu'on garde rancune aux lieutenans qui ont quitté l'armée

pour passer généraux, selon l'expression d'un spirituel orateur. Dans cette partie de la chambre, la blessure est profonde, les ressentimens sont amers et les antipathies implacables. Là est le noyau d'opposition le plus formidable, quoique le moins nombreux, et si cette opposition ne se manifeste pas dans toute l'âpreté que lui donnent des griefs tout personnels et très légitimes, il faut l'attribuer, d'une part, au tempérament de la chambre, de l'autre à la situation que l'illustre chef du centre gauche s'attache à reprendre dans l'opinion gouvernementale, situation qui impose comme un premier devoir la modération dans la pensée et la mesure dans la conduite.

Le parti des anciens 221 reste étranger à ces querelles de famille; et quoique les personnages portés aux affaires par la scission opérée dans les rangs du centre gauche ne soient assurément ni les hommes de ses complaisances, ni ceux de son choix, il ne saurait oublier que son initiative et son insistance ont plus que tout autre motif contribué à cette scission, originairement si difficile. Vous vous rappelez sans doute, monsieur, que ce fut du sein de la réunion Jacqueminot, constituée à l'ouverture de la session dernière, que partirent les propositions dont le premier résultat fut de porter M. Passy au fauteuil, par le concours des 221 et d'une faible partie du centre gauche. Ce jour-là l'œuvre fut consommée, et la formation de l'administration du 12 mai fut la conséquence logique et obligée de ce fait, dont je n'apprécie pas en ce moment la moralité, quant aux personnes, mais dont on ne saurait méconnaître les avantages politiques, il faut bien le dire, en se reportant aux circonstances où la coalition avait placé l'ancien parti conservateur.

Il était difficile que des hommes graves et désintéressés se fissent, contre le cabinet du 12 mai, une arme de la défection qu'ils avaient eux-mêmes provoquée; il était à croire qu'ils sauraient pousser le sacrifice jusqu'au bout en maintenant un contrat sollicité par eux, au mépris de leurs affections et de leurs intérêts personnels. Cet exemple, ils ont su le donner, et le pays doit leur en tenir compte. L'ancienne majorité a estimé plus moral et plus politique d'imposer ses conditions au ministère, que d'user de sa force pour le renverser: ce renversement était parfaitement facile, puisque les boules des deux fractions légitimiste et puritaine auraient fait l'appoint de toute majorité systématiquement hostile; mais il pouvait être sans résultat, et n'était pas sans danger. Dans les prudentes voies où s'est engagé le parti conservateur, il y a, au contraire, garantie pour ses opinions,

sécurité pour le pays, et honneur pour lui-même. D'une part, il a sagement évité à la France les périls d'une crise ministérielle, de l'autre il a contraint le ministère à se livrer à lui sans réserve. Telle est, en effet, la position du cabinet sorti de la coalition qu'il ne saurait dire une parole, ou accomplir un acte de nature à blesser l'ancienne majorité, sans signer par cela seul l'arrêt de sa chute immédiate. Les 221 font plus qu'occuper le pouvoir, ils le dominent, et sont en mesure de lui faire des conditions plus sévères que s'ils l'exerçaient eux-mêmes. M. le ministre de l'instruction publique s'est placé le premier, et ses collègues l'ont bientôt suivi sur le terrain dont l'opinion conservatrice ne pouvait les repousser sans se manquer à elle-même. En cela, M. Villemain s'est quelque peu écarté de la ligne de conduite qu'il avait si vivement poursuivie pendant la coalition; mais ce n'est pas à nous de l'en blâmer. La voie où il s'est engagé avec talent et avec courage a décidé des convictions jusqu'alors indécises; il s'est concilié la majorité en n'hésitant point à se rallier à son drapeau. Il était juste que le ministère fît toutes les avances dans ce traité, dont la conséquence n'était rien moins que le maintien de la politique suivie avant lui; à cet égard, il a su accepter de bonne grace toutes les nécessités qui lui étaient faites, et il a scellé l'alliance en se préoccupant moins des intérêts de sa vanité que de ceux de sa position.

La réforme électorale est le champ de bataille choisi pour rallier le parti conservateur: autant ce terrain qu'un autre; on peut trouver seulement que la question est trop peu sérieuse, et ne tranche pas assez dans le vif. Quand je dis qu'elle n'est pas sérieuse, on comprend que ce n'est pas en ce qui se rapporte au plan de réforme du comité radical : ici au moins il y a une pensée hardie, une machine formidable dont on mesure la portée; c'est une tentative qui ne va à rien moins qu'à changer l'esprit et les formes du gouvernement. Mais savez-vous quelque chose de plus parfaitement niais que la mesure délibérée par le comité de la gauche constitutionnelle, et imposée par le caprice de quelques journalistes aux hommes politiques de ce parti? Y a-t-il une pensée dont la France se préoccupe moins, connaissez-vous rien de plus dénué d'originalité, de portée politique et de vie populaire? Comment l'honorable M. Barrot n'a-t-il pas compris que toute cette agitation s'opérait au profit d'une autre pensée que la sienne? Comment a-t-il consenti à subir la responsabilité d'une conception bâtarde qui ne rencontre de sympathie dans aucun des grands partis nationaux?

Quoi qu'il en soit, si l'opposition a fait une faute immense, le ministère en a profité, et la réforme électorale lui servira à défrayer la session. Des questions plus graves s'élèveront sans doute, et au premier rang je place celles qui tiennent à nos relations diplomatiques, que l'hostilité d'une grande puissance et la froideur d'une autre compromettent de plus en plus. Les propositions itérativement adressées par la Russie à l'Angleterre, l'accueil qui leur serait fait par la majorité du cabinet britannique, la réserve de l'Autriche, qui, tout en reconnaissant la justice de nos prétentions et la sagesse de notre plan dans la question orientale, se refuse à le seconder, tout cela prépare pour l'avenir des péripéties bien inattendues au dedans comme au dehors.

On ne saurait se dissimuler que ce côté de la question acquiert d'heure en heure plus de gravité, et que si l'évènement éclate, il emportera un ministère trop faiblement constitué pour puiser un accroissement de force dans cette épreuve décisive.

J'ai raisonné d'abord en ne tenant compte que des dispositions de la chambre, et je crois les avoir exposées dans toute leur vérité. Livrée à ses impulsions seules, la chambre supportera le cabinet et ne fera rien ou presque rien pour le renverser; mais si au lieu d'un horizon pâle et terne, un prochain avenir nous prépare un ciel orageux, qui pourrait douter qu'elle ne se sentît soudain placée en présence de devoirs tout nouveaux? Un cabinet sous l'administration duquel se serait consommé l'acte le plus inattendu aussi bien que le plus fatal à la France, un cabinet qui, dans la plus importante négociation entamée depuis 1830, se verrait contraint de rappeler brusquement nos ambassadeurs des deux principales résidences diplomatiques, et qui viendrait au sein du parlement notifier un traité qu'il se serait montré impuissant à prévenir, ce serait là une impossibilité devant le bon sens comme devant l'honneur national.

Ce jour-là, de grands devoirs commenceraient pour tous les hommes politiques, et à la manière dont ils sauraient les remplir, l'Europe jugerait en dernier ressort de notre force et de la vitalité même de nos institutions. Le respect pour la France, si ce n'est le respect pour soi-même, suspendrait au moins dans ce jour décisif les querelles de vanité et les questions de préséance, et l'on saurait bien faire quelques sacrifices au pays, à l'instant où il s'agirait pour lui d'être ou de n'être pas.

Ce n'est pas qu'il y ait trop à s'effrayer de l'isolement qui nous serait imposé par deux ambitions rivales momentanément réunies.

L'immoralité même de cette alliance nous donnerait en Europe une force considérable; elle nous doterait de celle qui appartient toujours au droit, et nous serions à la fois puissance révolutionnaire par le souvenir ineffaçable de notre origine, et puissance modératrice par la position même qui nous serait faite. Nous pourrions utiliser au dehors toute l'énergie du principe qui est en nous, sans inquiéter l'opinion européenne en nous montrant ambitieux, et nous serions agressifs par la contagion de nos idées tout en conservant une position défensive et en protégeant l'indépendance des peuples. Que de perspectives nouvelles une telle politique ouvrirait devant nous, que de sympathies à exploiter, quelles terribles facilités pour se faire craindre des gouvernemens sans se faire redouter des peuples! Mettre en œuvre cette double puissance de la révolution et du bon droit, remuer jusqu'au fond de l'Asie les haines accumulées par l'oppression séculaire de deux peuples dominateurs, se préparer en Amérique des alliances maritimes, reprocher aux puissances allemandes le rôle honteux qu'elles subissent, et les menacer, si elles n'en changent, de ce drapeau qui représenterait moins désormais la conquête territoriale que celle de la liberté constitutionnelle : c'est là un rôle assez grand pour être accepté avec une pleine confiance. Le cas échéant, le cabinet de M. le maréchal Soult jugera si ce programme est à sa taille!

Peut-être, monsieur, la tribune et la presse vont-elles se trouver dans le cas de débattre bientôt ces hautes et brûlantes questions, entre lesquelles un changement de ministère serait assurément la moindre de toutes; peut-être aussi l'alarme est-elle prématurée, et la session reprendra-t-elle son cours naturel. Dans ce cas, on doit s'attendre à voir se prolonger une situation qu'aucune des grandes fractions de la chambre n'a un intérêt très prononcé à changer. On voudra peut-être maintenir une transaction qui ne compromet pas l'avenir et contribue indirectement à le préparer.

Mais la victoire obtenue sur le terrain politique sera chaque jour compromise dans les questions de détail que doit soulever une session laborieuse, car le ministère sait sans doute mieux que personne que, s'il a à peu près conquis l'adhésion silencieuse de la majorité, il n'a pas acquis pour cela la sympathie individuelle de tous ses membres; il n'est point assez fort dans la chambre pour arrêter l'essor des rancunes privées ou des pensées excentriques qui viendront sans nul scrupule à l'encontre de ses combinaisons administratives et financières. Or, il n'a jamais été débattu, depuis l'origine du gouvernement représentatif en France, de questions administratives et économiques

d'une solution plus ardue que celles qui résultent des projets de lois sur la conversion de la rente, le renouvellement du privilége de la Banque, l'indemnité réclamée pour le sucre indigène, le système des retraites, la réorganisation du conseil d'état et la liberté de l'enseignement secondaire. Dans la disposition actuelle des esprits, avec le fractionnement et l'indiscipline de toutes les opinions, il est impossible qu'en face de tels problèmes des échecs nombreux ne signalent pas la campagne qui vient de s'ouvrir. Si ces échecs ne sont pas une cause de mort, ils amoindriront de plus en plus un corps déjà bien faible par lui-même; ils inciteront à poser le problème de savoir si un cabinet dépourvu des principales influences parlementaires et d'une haute direction politique peut fonctionner régulièrement, quelle que soit la valeur incontestée de plusieurs d'entre ses membres. Ce problème ressort de l'esprit même du gouvernement représentatif; les circonstances peuvent retarder sa solution, mais rien ne saurait faire qu'il ne soit incessamment posé.

Gouverner par l'ascendant de la parole et de la renommée, agir en vertu d'une pensée qui vous soit propre et dont vous soyez en mesure de défendre la responsabilité, ce sont là, ce me semble, monsieur, les premières conditions de ce gouvernement parlementaire que la France s'est décidée, pour parler le langage de l'adresse, à chercher à travers tous les hasards d'une révolution. Mais en proclamant ces principes, ne dissimulons pas les faits et soyons justes pour tout le monde. Reconnaissons qu'il n'y a pas moins en ceci de la faute de la chambre que de celle du cabinet, et qu'il est au moins difficile d'organiser un gouvernement dans des conditions normales et permanentes, lorsqu'il y a si peu d'hommes politiques groupés autour d'un centre commun. Quel est le personnage éminent dont le nom servît de lien à une majorité compacte, quel est celui qui n'écarterait pas des suffrages au lieu d'en rallier? A cet égard il faut bien reconnaître que le ministère exprime une mauvaise situation sans en être précisément la cause, et qu'il subit l'empire de circonstances auxquelles il serait difficile à tout autre de se dérober. Réunir une majorité, la grouper autour d'idées nouvelles et fécondes, si faire se peut, associer des hommes nouveaux aux influences anciennes, préparer enfin l'avenir sans compromettre le présent, tel sera le programme de cette session, dont j'aurai soin, comme la *Revue* l'a déjà fait pour les sessions antérieures, d'esquisser pour vos lecteurs les phases principales, avec le désintéressement d'un spectateur qui ne voit que de la galerie, mais qui croit voir juste.

***

REVUE

LITTÉRAIRE.

Il est fort question depuis quelque temps des comédies qu'on ne joue pas, et même de celles qu'on joue à peine. Les feuilletons spirituels abondent; on livre des combats pour et contre; on en cause partout durant huit jours : ce sont des succès qui rappellent les beaux salons littéraires dans leurs plus élégans loisirs. La pièce de M. Walewski, qui a fait tant de bruit hors de la scène et tant de chuchoteries dans la salle, vient de paraître avec préface et dédicace. Nous venons de la lire à tête reposée, et de tâcher de nous former un avis sur cette œuvre controversée, qui résume l'observation de *plusieurs années que l'auteur a données au mouvement du monde*. Mais, dès le premier mot à dire, nous nous sentons arrêtés par un scrupule. Sommes-nous, ou non, des critiques *bien placés* pour juger de la pièce? Prenons garde de ressembler à notre tour à ceux qui *ont voulu décider en des matières où ils n'étaient pas tout-à-fait compétens*. Ce sont là les termes que l'auteur de la comédie sème à chaque page de cette préface, qui vient bien après une dédicace à Victor Hugo; car elle est cavalière et de cette école autocratique, avec un certain parfum singulier d'auteur de qualité et d'homme du monde qui veut bien condescendre aux lettres. Qu'est-ce à dire que tout cela? M. Walewski est un excellent gentilhomme qui, pour faire dans le monde un personnage plus considérable, a acquis un journal et l'a dirigé; qui, pour compléter et rehausser encore ce rôle à demi littéraire, a songé à la scène française, et s'y est risqué. M. Walewski est dans le cas de nous tous, journalistes et littérateurs par goût, par convenances (qu'il le sache bien, car en bonne compagnie les nécessités même s'appellent des convenances), littérateurs à nos momens perdus

(et nous en perdons beaucoup); il ne faut pas qu'il s'imagine que nous soyons plus contraints au métier que lui; nous sommes tous des amateurs, et il est étrangement venu à nous dire : « La presse qui semblait devoir, au moins par générosité, accueillir avec indulgence un homme du monde et lui faire les honneurs de la république des lettres, la presse, c'est-à-dire une partie de la presse, s'est montrée peu courtoise. » La presse ne devait et ne doit rien à M. Walewski que de le juger comme un de ses pairs, et, depuis sa préface, comme un de ses pairs qui laisse trop voir la peur maladroite d'avoir dérogé.

De la dédicace et de la préface il résulte que l'auteur a reçu force complimens et cartes de visite pour sa pièce : avant la représentation, c'était *le suffrage* (je copie textuellement) *des hommes les plus éminens dans le monde littéraire, dans le monde politique et dans le monde social;* depuis la représentation et pour contrecarrer les impertinences qu'en ont dites des critiques *mal placés,* « les juges réels de la pièce, ceux qui vivent parmi les choses et qui les voient, viennent tour à tour, auprès de l'auteur, s'inscrire en témoignage et lui apporter leur formelle adhésion. » Le moyen, maintenant, de refuser cette adhésion formelle et de prétendre à passer pour un juge!

Une chose entre mille a frappé M. Walewski depuis qu'il observe le monde, c'est le danger, dit-il, auquel se trouve exposée une jeune femme qui, jetée sans défense parmi les médisances des salons, peut voir, dès le premier pas, sa réputation compromise et son avenir perdu : il en a fait le sujet de sa pièce. Une autre chose l'aurait pu frapper aussi, ce me semble, c'est le danger d'illusion et le travers auquel se trouve exposé un galant homme qui, jeté, jeune et riche, au milieu de l'éclat et des politesses du monde, et s'avisant un beau jour de s'y vouloir faire une réputation d'auteur, se met à croire à tous les complimens qui lui arrivent, et aux cartes de visites sur lesquelles on lui crayonne des *bravos*. Il aurait pu en faire le sujet de sa préface, et l'aurait rendue moins hautaine et moins naïve, mais plus amusante.

J'admire et je vénère le talent d'un illustre poète, je crois aux grandes qualités de son cœur; mais le cœur humain est là aussi, et je me risquerai à dire qu'une pièce de théâtre qui lui fera motiver au crayon un si chaleureux bravo, sera celle qui n'inquiétera jamais sa gloire. L'auteur de *l'École du Monde,* de cette pièce si *usagée,* en est-il donc à ne pas savoir encore cela? — Il est vrai que c'est le cœur des littérateurs qui est fait ainsi; celui des gens du monde l'est tout autrement.

La comédie de *l'École du Monde* est assez agréable à la lecture; elle n'a rien qui choque; on ne laisse pas de s'intéresser à Émilie; les autres caractères y sont assez bien esquissés; on n'y manque pas aux usages; il y a dans le dialogue de la correction, une certaine élégance, quelques traits spirituels. L'auteur se plaint qu'on l'ait traité en *novateur;* il ne l'est pas le moins du monde, et il n'a pas là-dessus à se justifier. On lui a contesté encore la vérité des mœurs qu'il s'est piqué de rendre et l'espèce de haute société où il s'est voulu tenir. C'est M. Janin, dans les très spirituels feuilletons qui récidivent depuis quelque temps sous sa plume de plus en plus heureuse, c'est lui qui a intenté et

soutenu l'accusation. Le grand monde, l'espèce de grand monde où s'est confiné M. Walewski, existe-t-il dans cette pureté au milieu de nous, ou n'est-il qu'une convention scénique?

La question, s'il m'est permis d'intervenir en si grave controverse, n'est pas là à mon sens. M. Janin, dans ses feuilletons sur la pièce de M. Walewski, a contesté la réalité de ce grand beau monde, comme dans sa lettre sur *l'École des Journalistes* il avait contesté la réalité du vilain monde des journaux. Je crois que l'un et l'autre existent plus qu'il ne l'a dit, et lui-même il le sait aussi bien que moi. Mais que fait M. Janin, quand il a un feuilleton à écrire? Il considère son sujet en plein, sans tant de façon, rondement; il voit ce qu'il en peut faire avec esprit, avec verve, avec bon sens à travers; son parti pris, il va; il s'agit, avant tout, que son feuilleton ait vie, qu'il se meuve, qu'il amuse; son feuilleton, c'est sa pièce à lui, il faut qu'elle réussisse; il ne l'écrit pas ce feuilleton, il le joue. Le plus ou moins de vrai et de réel dans le détail, que lui importe? S'il a mis le doigt au milieu sur une idée juste et jaillissante, cela lui suffit. Il pousse au bout et il a gagné son jeu. Eh bien! pour nous en tenir à M. Walewski, l'essentiel reproche à lui adresser, c'est de n'avoir pas fait en grand, avec son sujet, précisément comme M. Janin fait avec son feuilleton. Le mouvement dramatique, comique, voilà ce qui lui a surtout manqué. En petit comme en grand, ne l'a pas qui veut. Dampré est vrai, je le crois volontiers; nous savons tous une quantité de Dampré qui ne sont occupés, en effet, qu'à ce genre de séduction et à tendre leurs filets soir et matin. C'est le Valmont des *Liaisons dangereuses*, un peu moins sensuel et moins pressé d'arriver, c'est le don Juan, plus civilisé et sans trop d'esclandre. Mais il ne s'agit pas de savoir si Dampré et la duchesse, et chacun des personnages pris un à un, et trait pour trait, peuvent être plus ou moins des copies d'un certain monde réel; il s'agit de savoir si tout cet ensemble est comique, intéressant, saisissant. Vous seriez La Bruyère et vous peindriez Onuphre (lequel est une critique pointilleuse et un contre-pied de Tartuffe (1)) que vous n'en seriez pas plus comique à la scène pour cela. Il y a une manière pleine, franche et sensée de prendre les choses (même finement observées en détail) et de les confondre un peu en les *créant*, qui est le vrai procédé et le vrai mouvement dramatique.

Le monde est plein de détails plus ou moins piquans à noter, à relever entre soi, mais qui ne sont matière à drame ni à comédie. Le monde restreint, choisi par M. Walewski pour les évolutions de son œuvre, peut exister quelque part, et il existe plus ou moins; mais il n'offre guère rien que de glacé. M. Walewski, en voulant y être fidèle de ton, a précisément compromis sa pièce; quand Molière a voulu faire rire aux dépens des *précieuses*, il a eu grand soin de charger. D'ailleurs, les restes de l'hôtel Rambouillet étaient

(1) La Motte le premier l'a très bien remarqué : « Molière est à la vérité un grand peintre, mais il lui est échappé de faux portraits. On peut voir dans La Bruyère un tableau de *l'Hypocrite*, où il commence toujours par effacer un trait du *Tartuffe* et ensuite en *recouche* un tout contraire. »

encore menaçans du temps de Molière, et voilà pourquoi il en voulait, avant tout, déblayer la scène, afin d'y établir son franc-parler. Ici, rien de moins menaçant pour le gros du public que ce coin de monde de Dampré, de la duchesse et du commandeur : n'étant ni plus menaçant ni plus amusant qu'il ne l'est, il n'y avait nulle urgence de s'en occuper.

De cette objection générale sur le peu de vérité scénique, si l'on passait à la vérité réelle, et, pour ainsi dire, biographique des personnages, il y aurait beaucoup à dire. Il est faux, par exemple, que Dampré ait pu attendre si long-temps pour s'expliquer avec Émilie; avec ces sortes d'assiégeans, les années entières ne se passent pas dans des manœuvres si discrètes et si respectueuses. Cet hiver de retraite d'Émilie, pendant la maladie du général, était une trop belle occasion pour que Dampré la manquât. Ce retard admis, la scène dans laquelle le fat se démasque, l'impudence qui lui fait tirer argument de son tort même et de son manége prolongé près de la femme compromise, pour en arracher un succès, la menace misérable qui termine, tout cela est vrai, bien vu, animé : « C'est la seule scène de la pièce, » disait à côté de moi une femme.

Les scènes *assises,* dont il a été tant question, sont clairsemées de petits traits, de petites épigrammes anecdotiques qui ne seraient piquantes que si on en savait les personnalités, et qui ne peuvent, dans aucun cas, passer pour plaisantes. Nulle verve, nulle saillie, ni imprévu de détail; toutes les surfaces semblent exactement frottées et polies. La plus grande invraisemblance dans une pièce si exacte d'étiquette est cette lettre remise à Dampré en pleine soirée chez la marquise, et décachetée devant tout le monde. Et que deviendrait la mince action de la pièce sans cela?

M. Victor Hugo, à qui *l'École du Monde* est dédiée, prépare, nous assure-t-on, un nouveau recueil de poésies, qui suivra de près le résultat de la prochaine élection académique. Tout fait espérer que le retard apporté à cette élection aura été favorable au poète dans l'esprit de plusieurs académiciens, auxquels il ne manquait que de laisser tomber d'anciennes préventions et de le mieux connaître. La seconde place vacante à l'Académie par la mort de M. l'archevêque de Paris a suscité jusqu'ici peu de compétiteurs : il semble qu'on ait senti qu'une haute décence venait ici se mêler à la littérature et la dominer en quelque sorte, pour restreindre les choix. M. Molé paraît indiqué dans l'opinion comme le plus convenablement placé pour hériter de ce fauteuil, qui a gardé un je ne sais quoi imposant. Nous n'avons pas besoin de renouveler ici l'expression de nos vœux et de notre entière sympathie pour ce noble esprit, judicieux, élégant, ami des lettres, nourri par elles de bonne heure, et l'ayant prouvé par deux ouvrages que ses *Mémoires,* dès long-temps écrits, devront un jour couronner. M. Molé nous paraît offrir en lui véritablement cet heureux ensemble de considération personnelle, de politesse, de bon goût et de bon langage, qui désigne et qui, pour ainsi dire, définit avec une bienséance parfaite un membre de l'Académie française.

Les divers *on dit* littéraires et politiques, les propos courans sur les per-

sonnes et les choses sont devenus depuis quelque temps matière à des publications légères, périodiques, qui, sous cette forme nouvelle, ont assez réussi pour qu'on s'en occupe en passant et qu'on en relève l'espèce d'influence commençante. Il s'agit des *Guêpes* de M. Alphonse Karr, qui en sont à leur quatrième livraison du 1er février. Dans les trois premières, l'auteur a su amuser avec malice sans être par trop méchant. Qu'il y prenne garde pourtant : l'écueil est là. Il est difficile en ce métier de persévérer sans passer outre ; on ne pique pas *au premier sang*, aussi long-temps qu'on veut, et il vient un moment où l'action l'emporte et où l'on ne calcule plus. M. Karr a eu l'idée de dire dans ses *Guêpes* ce qu'on ne lui laisserait dire dans aucun journal, car tout journal a son genre de vérités particulières à l'usage des rédacteurs et des abonnés. Mais ce n'est pas tel ou tel journal qui a seulement ce genre de vérités restreintes, c'est la société elle-même qui ne peut jamais entendre qu'une portion de vérités, et, dès qu'on en est avec elle aux personnes, cette limite est bien vite atteinte. M. Karr a-t-il été toujours vrai dans ce qu'il a dit jusqu'ici ? S'il n'a guère pour son compte d'animosités bien vives, n'a-t-il pas eu déjà ses complaisances ? Et qu'est-ce que des *Guêpes* parfois complaisantes ? Nous n'en voulons que tirer une conclusion, c'est que, si isolé qu'on se fasse, si désintéressé de tout et si moqueur absolu, on tient toujours à quelque chose ou à quelqu'un, ce qui est heureux, mais ce qui gêne le métier. Je concevrais plutôt encore une indignation réelle, sincère, ardente, souvent injuste, une vraie *Némésis ;* mais ces guêpes, si acérées qu'elles soient d'esprit, pourtant sans passion aucune, ces guêpes-là ne peuvent aller long-temps sans se manquer à elles-mêmes. Comme tous les recueils d'épigrammes, même des meilleures, les *Guêpes* de M. Karr n'échappent pas à l'épigraphe de Martial : *Sunt bona, sunt quædam mediocria,* etc. ; il suffit qu'il y en ait de fort piquantes, en effet, et que l'auteur y fasse preuve en courant d'une grande science ironique des choses. On voudrait voir tant d'esprit et d'observation employé à d'autres fins. Et puis il y a fort à craindre que ces *Guêpes* ne pullulent ; on parle déjà d'imitations ; allons ! *le Charivari* ne suffisait pas ; nous aurons mouches et cousins par nuées.

Confession générale, par M. Frédéric Soulié (1). — Le *Diable* de M. Soulié devient bien vieux ; mais, quoiqu'il se confesse aujourd'hui, ce n'est point pour se faire ermite. Ce démon, cette muse inépuisable du romancier, si l'on aime mieux, loin de pratiquer le silence et la retraite, abonde plus que jamais en interminables histoires. Ce sont encore et toujours des récits bien mélodramatiques, bien compliqués, des aventures bien invraisemblables, dont le public des cabinets de lecture peut s'amuser de plus en plus, mais où se complaisent un peu moins les esprits sensibles à la délicatesse de l'art. Je ne veux pas contester la verve de M. Frédéric Soulié, une certaine puissance habile qu'on s'accorde assez à lui reconnaître, et qui rencontre souvent des combinaisons intéres-

(1) Deux volumes in-8o, chez Souverain, rue de Seine.

santes, des situations dramatiquement conçues. Sans nul doute, à quelques endroits, on oublie dans quel style tout cela est écrit, et le récit vous prenant de force, pénétrant comme dans votre chair et dans votre sang, vous attache brutalement à ce char qui court à toutes brides dans l'arène. Mais, dès qu'on a le moindre sentiment littéraire, l'illusion se dissipe vite, car la curiosité seule était en jeu.

Dans tous les livres de M. Soulié se retrouve l'empreinte d'une imagination féconde. Certes, l'auteur n'est pas avare de descriptions, de personnages, de situations; au besoin, il amplifie les évènemens, les descriptions se dilatent et s'étendent, les situations se compliquent à l'infini; puis le romancier mène à sa guise les personnages, les pousse au hasard de la passion, les tuant quand ils le gênent, les mettant dehors sans reparler d'eux quand ils deviennent une entrave. Les caractères ne lui coûtent pas davantage, il les prodigue; mais les traits sont partout appuyés, et le crayon pousse incessamment au noir. C'est que la main se fatigue à la longue dans cette continuelle mise en œuvre, dans cette fécondité sans arrêt que rien ne contrôle, qui se produit la même sous toutes les formes, qui donne aujourd'hui en feuilletons ce qu'elle doit donner demain en romans, en romans ce qu'elle doit traduire demain en drames. C'est l'histoire du repas des langues d'Ésope; seulement le public pourrait bien n'être pas toujours d'aussi bonne humeur que Xantus. Hélas! les feuilletons passent, les drames attirent un instant la foule curieuse pour disparaître bientôt de l'affiche; et, quand les feuilletons du journal sont devenus des volumes, ce sont souvent des histoires aussi vieilles et aussi ennuyeuses que les vieilles nouvelles, que les vieux articles politiques du journal. Il y a un autre malheur; les volumes s'accumulent et demeurent comme les témoins accusateurs du passé. Alors arrive le jour où chacun se demande ce qu'est devenu l'art en définitive dans de pareilles conceptions, et si cette hâte besogneuse, si cet entassement multiple des mêmes choses sous tant de formes, sont exclusivement intellectuels; si, enfin, c'est bien là de la littérature? — On prétend en bonne économie politique que la création des machines n'est pas à regretter; mais les lettres ne ressemblent pas à l'industrie, et là il faut, avant tout, admirer l'ouvrier patient, consciencieux, qui se consacre à son œuvre et ne remplace pas la perfection par le nombre. Le génie lui-même ne suffirait pas à une semblable prodigalité d'improvisation. Décidément, au train dont y vont nos contemporains, Lope de Vega ne sera bientôt plus une exception. Il est vrai que les *maréchaux de France littéraires* ne peuvent se contenter, comme les humbles, de quelques sentinelles sûres, et qu'il leur faut tout au moins un gros corps d'armée. Peu importe donc le choix des recrues. Cela fait bonne figure dans la plaine.

La *Confession générale* de M. Soulié n'a encore que deux volumes; elle peut en avoir cent, et je ne vois aucune raison pour que cela finisse, si les acteurs futurs sont tous aussi verbeux qu'un certain M. Valvins, lequel, faisant son droit à Rennes, s'amusait (je ne comprends pas pourquoi) à écrire en dialogues entremêlés de descriptions et de jugemens philosophiques, la vie, les

conversations, les aventures des personnes de sa connaissance. Un premier roman assez vulgaire sert de cadre à des épisodes qui sont autant de romans eux-mêmes : voilà, si je devine bien, le plan de M. Soulié, plan commode qui peut se dilater ou se resserrer, selon l'accueil fait au livre. Rien ne réussit comme le succès, disait spirituellement M. Janin. Cela est vrai, mais le succès ne réussit guère deux fois. Or, la *Confession générale* ne nous paraît qu'une contre-épreuve assez pâle des *Mémoires du Diable*. Asmodée, Asmodée, pourquoi donc sortir encore une fois de cette bouteille magique où vous avait enfermé Lesage? Le confessionnal où vous vous cachez furtivement n'est pas si obscur qu'on ne découvre encore vos griffes. Vous n'avez fait que changer d'habit, et, comme vos histoires n'ont plus leur fraîcheur, et qu'il leur manque l'entrain vif des premiers récits, vous ne tardez guère à les mettre sur le compte d'un M. Valvins, qui n'en peut mais.

Dès l'abord on est en pleine révolution, et, avec son goût de détails *sincères*, M. Soulié n'épargne à ses lecteurs aucun juron sans-culotte. En 93, à Toulon, un soldat épouse la fiancée de son officier pour la sauver de la mort et la lui rendre bientôt. Mais l'officier disparaît. — Rejoignit-il la jeune fille plus tard? Je ne sais, car le récit se brise, et l'explication est réservée pour les volumes à venir. En attendant, une vingtaine d'années se passe entre deux chapitres, et l'on est en présence d'une mère mourante et d'un jeune homme qui recueille son dernier soupir. Nous retrouvons là nos héros de tout à l'heure, nos héros de la révolution; seulement Mme de Varneuil a eu un fils. L'enfant a grandi, il a été élevé, bien entendu, dans l'ignorance absolue du passé; il n'en sait pas même autant que le lecteur, lequel ne sait pas grand' chose. Sa mère lui laisse quatre lettres de recommandation pour quatre personnages différens qui lui font tous le plus singulier, le plus disgracieux accueil. Tout ceci est plein de mystères, d'acteurs bizarres, inconnus, qui s'expliqueront plus tard. A cette date, le sans-culotte est devenu un riche baron; le soldat dont Noël porte le nom, qu'il n'a jamais vu et qu'il croit son père véritable, a fait fortune et se prélasse dans son titre de général. Il y a aussi un vieil original podagre dont Noël, j'imagine, sera réellement le fils; puis un évêque qui ne vaut pas celui de *Gil Blas* et qui figure aussi en cette affaire. Que veut dire cet imbroglio? C'est un nœud gordien que M. Soulié dénouera longuement dans les tomes suivans, si son livre est lu, ou qu'il tranchera sans doute comme Alexandre si le public n'y prend pas goût.

M. Valvins, un ami de Noël, se charge de lui expliquer ces incompréhensibles rencontres, et, pour ce faire, il tire de ses cartons de volumineux manuscrits qui ne sont autre chose que l'histoire particulière de chacun des personnages. Comment ce M. Valvins en sait-il si long? C'est ce que peut seul dire M. Soulié, lequel l'ignore peut-être lui-même à l'heure qu'il est, car tout ceci semble quelque peu écrit au simple et premier courant de la plume. Valvins raconte deux épisodes *féminins*, et encore nous laisse-t-il, pour le second, au milieu de l'histoire d'une blanchisseuse séduite par un étudiant. Voilà donc deux caractères de femmes, Victorine et Carmélite, une dame et une ouvrière.

L'ouvrière sera intéressante et la femme du monde hideuse. Cela est de rigueur et de bon goût. Victorine n'a presque rien à envier à M[me] de Tourvel, et Laclos lui eût fait place dans les *Liaisons dangereuses*. Afin de garder pour amant le fiancé de sa belle-fille, elle compromet la vie de trois honnêtes gens, l'honneur d'une enfant et la bonne foi de son mari, rien que cela. Pour ma part, j'aime mieux Carmélite ; c'est, jusque-là au moins, une bonne et spirituelle fille. Elle plaît assez, malgré les détails de lessive et de table d'hôte, les orgies d'étudians, les duels de toute sorte, les provocations continuelles, les interminables conversations que l'auteur a prodiguées à son sujet. M. de Balzac doit envier ces pieds *flûtés,* ces chevilles d'*une attache admirable*, ces *hanches où bondissent les plis d'une robe courte;* car c'est presque le style du *Lys dans la Vallée*. M. Soulié se vante pourtant, dans la *Confession générale*, de ne point inventer des *ingénuosités d'amour*. C'est trop de modestie. Il est vrai qu'il ajoute *d'amour bien élevé,* ce qui rend la phrase plus juste. Quant à Poyer, l'adorateur de Carmélite, c'est une sorte de fier-à-bras, d'étudiant forcené, dont on n'aime guère les succès amoureux. Malgré ses *étreintes de fer,* et bien qu'il soit l'*homme de cette femme,* on n'en veut pas à Carmélite de son infidélité, qu'on ne fait toutefois que prévoir, car les volumes publiés s'arrêtent en pleine intrigue. Pour ma part, je souhaite bonne chance à Fabien, le rival de Poyer.

M. Soulié, employant à un endroit le mot *désétouffer,* prévient en note que l'expression n'est pas française. C'est un avertissement qu'il aurait fallu rendre plus fréquent. Malgré toute sa verve et tout son talent, M. Soulié écrit trop pour écrire bien.

Le Marquis de Létorière, par M. Eugène Sue (1). — M. Sue a été doublement heureux dans ce livre : d'abord il n'avait point à parler de Louis XIV qu'il poursuit en presque tous ses romans d'une haine acharnée, peu intelligente et à la longue fort ennuyeuse; puis il n'a pas songé aujourd'hui à faire de ses héros, comme d'ordinaire, des mannequins à ficelle qui paraissent remuer d'après la nature et d'après leurs passions, mais qui en réalité n'agissent que dans l'intérêt de quelque paradoxe philosophique, rêvé par l'auteur dans une de ses matinées de misanthropie. Par là, M. Sue n'a perdu aucun avantage, et il a évité deux graves défauts : le premier, de faire de quelques lignes caustiques de Saint-Simon, ou de quelque note bien sèche de Dangeau, une amplification déclamatoire ; le second, de développer en plusieurs volumes deux ou trois maximes moroses échappées bien avant lui à la mauvaise humeur de La Rochefoucauld ou de Vauvenargues.

Il est vrai que M. Sue pourrait prendre ici la critique en apparente contradiction. On lui a dit bien souvent : Pourquoi ces prétendues intentions philosophiques? Faites plutôt de bons romans qui ne prouvent rien, qui n'aient point de prétention à la profondeur érudite, mais qui plaisent et amusent.

(1) Un vol. in-8°, chez Gosselin, rue Saint-Germain-des-Prés.

Aujourd'hui M. Sue n'est pas ennuyeux à coup sûr, il n'est ni savant ni philosophe, et cependant, la lecture de son livre achevée, on est en droit de lui adresser la question de d'Alembert sur une tragédie de Racine : « Qu'est-ce que cela prouve? » Seulement d'Alembert disait une sottise, et l'objection de la critique serait au contraire fort sensée. D'admirables vers ne touchaient pas une nature sèche de géomètre, rien de plus naturel. Mais où est dans le livre de M. Sue la valeur littéraire? quelles nuances délicates de sentimens ont été surprises par l'observateur? quels caractères dessinés? quelle éternelle vérité mise en relief sous une forme rajeunie et éclatante? Nous nous intéressons fort peu, pour notre part, à la théorie de l'*art pour l'art*, comme on dit, ou à la théorie contraire de l'*utilité sociale* dans les lettres. En dehors de ces esthétiques transcendantes et fort peu applicables en réalité, la suprême condition demeure toujours : la beauté. Je ne m'imagine pas que M. Sue ait eu la prétention d'y atteindre et qu'il ait voulu donner *le Marquis de Létorière* autrement que comme un conte qui se laisse lire et dont quelques pages sont d'un assez bon comique.

On est tout d'abord sous Louis XV, sous ce roi « bon et spirituel, » comme dit M. Sue, qui, en homme de bon ton, aime son monde de la régence et ne regrette pas les temps durs et la tyrannie cruelle de ce monstre nommé Louis XIV. Notre marquis donc est un garçon charmant, spirituel, plein de séductions, mais qui n'a pas un sou vaillant pour soutenir un gros procès, lequel peut le rendre millionnaire. Toute la première partie du volume est prise par le récit de cette triste phase de misère et par les dons mystérieux, l'appui secret d'une grande dame qui veut demeurer inconnue. C'est là un bien vieux procédé, mais dont les romanciers ne se lassent pas, parce qu'il excite toujours la curiosité. Enfin Létorière fait un chemin brillant à la cour. Les faveurs et les succès mondains l'accablent; pourtant il n'oublie pas la protectrice des premières années qui lui a assigné une date lointaine comme dernier terme de ces mystères. Le jour fixé arrive, et il se trouve que cette providence inconnue est précisément Mlle de Soissons que Létorière adore. L'important procès, qui dure toujours, pourra, s'il réussit, faire du marquis un riche héritier et sauver, pour ce mariage, les convenances aux yeux du monde. Létorière tient avant tout à cette solution judiciaire; mais Mlle de Soissons veut que sa main ne soit pas à ce prix, et elle déclare sa volonté définitive à sa parente, la vieille douairière de Rohan, très stricte sur l'étiquette. De là un éclat et une rupture; mais Louis XV est pour son favori, et un ordre du roi permet à Mlle de Soissons de se retirer provisoirement au couvent, jusqu'au retour de Létorière, qui va en Allemagne pour avoir raison de son procès. Là commence la partie vraiment comique du livre. Le marquis a pour juges trois bons Allemands : un vieux chasseur forcené qui vit dans son château délabré en baron du moyen-âge, un érudit qui a la manie des bouquins et des vers de Perse, enfin un mari ridicule soumis à une femme bizarre, qui cite la Bible à tout propos, comme un puritain. L'affaire était désespérée : Létorière la rend excellente et la gagne en courant le cerf chez le premier juge, en citant

Perse chez le second, en disant modestement des versets sacrés chez le troisième. Quelques passages de mauvais goût, quelques détails empreints d'exagération, déparent ces chapitres peu vraisemblables, mais très amusans.

Les romans de M. Sue finissent d'ordinaire fort mal. A son retour, Létorière trouve Louis XV mourant, et sa faveur tombe avec le maître. Je ne sais plus quel suppôt de la douairière de Rohan le provoque alors en duel et le tue. Quelques années après, Mlle de Soissons se console par le mariage.

Dix ou douze lignes des *Mémoires* apocryphes de Mme de Créquy ont servi de thème à cette histoire facilement racontée, et qui n'est pas assez prétentieuse pour que la critique y attache plus d'importance que l'auteur n'a prétendu lui en donner lui-même. C'est en somme un récit assez piquant ajouté à tous les romans qui le sont déjà. Mais cela suffit-il, et où est l'art?

Chroniques chevaleresques d'Espagne et de Portugal, publiées par M. Ferdinand Denis (1). — L'auteur d'*Ivanhoë* disait que la belle chronique de *la Mort d'Albayaldos* valait bien qu'on apprît l'espagnol, et Mme de Staël, comme Walter Scott, était saisie d'une vive admiration à la lecture des touchantes et dramatiques légendes du romancero. C'est qu'en effet l'âge héroïque de l'Espagne s'est continué, pour ainsi dire, jusqu'au seuil même de notre temps, toujours fécond en puissans souvenirs; c'est qu'on trouve, sur cette terre des ardentes passions et des implacables vengeances, l'amour et la foi dans leur plus redoutable exaltation, en même temps qu'on y retrouve, près des mœurs chevaleresques, quelque chose de la dureté du monde antique. La civilisation, malgré l'effort, n'atteint jamais sa limite, et les plus grandes figures de l'histoire d'Espagne gardent toujours, dans leur héroïsme, quelque chose d'âpre et de fauve, comme les moines de Zurbaran. Il y a donc là, de même qu'en Portugal, de la terreur et des larmes au fond de chaque récit, et le drame est partout dans la chronique. L'Évangile et le Coran sont en présence. Le cachot de l'inquisition est creusé sous l'église, et, quand le monde mystique du moyen-âge est prêt à crouler, des mondes nouveaux se découvrent pour des merveilles nouvelles. Du xe siècle au xvie, des Infans de Lara à dona Lianor, il y a comme une succession non interrompue d'éclatantes infortunes, si terribles *qu'elles furent pleurées,* comme les infortunes d'Inez, *par les statues de bronze et de marbre*. Corneille, prompt à sentir la grandeur et l'héroïsme, avait puisé largement à ces sources fécondes. Mais en France, où l'on n'est d'ordinaire curieux des voisins que par accès et par mode, on était passé vite, à l'égard de la littérature espagnole, d'un enthousiasme exagéré à une indifférence injuste. Il fallait le génie de Lesage pour faire souvenir le xviiie siècle de Salamanque; je ne parle pas de *Gonzalve de Cordoue*, fort innocemment défiguré par Florian : cet essai n'était guère de nature à nous intéresser, une fois sortis du collége, aux chevaliers et aux Arabes de la Péninsule. Depuis, la poésie du romancero a eu ses retours. M. de Châ-

(1) Deux vol. in-8°, chez Ledoyen, Palais-Royal.

teaubriand a évoqué les Abencerrages, et l'attention s'est de nouveau tournée vers l'Escurial et l'Alhambra. M. Ferdinand Denis a donc rendu un service réel en restituant avec goût, sous une forme accessible à tous, à la science comme à la simple curiosité littéraire, les plus remarquables chroniques du Portugal et de l'Espagne. Une longue étude lui rendait familières les littératures qu'ont illustrées Cervantes et Camoëns, et il a apporté, dans le choix des légendes poétiques et des récits historiques, ce tact sûr que donne l'habitude d'un travail spécial. *Les Sept Infans de Lara* ouvrent le premier volume. C'est la chronique guerrière; mais le mysticisme surgit bientôt, et *Sainte Casilda* offre à son tour l'un des types les plus élevés de la légende pieuse : de la sorte, du xe siècle au xvie, on rencontre tour à tour, serrés dans un même cadre, les rêves et les pieuses extases, les triomphes ou les désastres qui ont influé, pendant six cents ans, sur les destinées de deux grands peuples. M. Denis a su prendre, entre tant de souvenirs, ceux qu'un intérêt plus vif a rendus toujours présens; et ces héros de l'amour ou des aventureuses conquêtes, dont l'Europe entière a adopté la mémoire, Inez, Fernand Cortez, don Sébastien, par exemple, sont aussi les héros de son livre. Il y a vraiment du charme à retrouver dans le récit original, tout empreint d'une couleur étrangère, et comme entourées de leur manteau castillan, ces nobles figures, tant de fois travesties dans des pastiches de seconde main. La traduction de M. Denis est rapide et concise; il a fait souvent, au texte des historiens, des romanciers et des poètes, de nombreuses coupures, et ce procédé de dégagement nous paraît, en fait de chroniques et de poèmes du moyen-âge, d'une heureuse application. Nous ne doutons pas que cette publication ne fournisse au théâtre quelque canevas nouveau, car il y a dans toutes ces draperies mauresques de quoi tailler bien des costumes pour la scène. Les souvenirs de l'Espagne chevaleresque avaient inspiré *le Cid*, le Portugal a inspiré *Pinto;* en voilà, sans doute, plus qu'il ne faut pour tenter bien des ambitions littéraires. Par malheur, le Tage ou le Guadalquivir ne roulent pas seulement des paillettes d'or, et je crains bien que tel qui voudrait atteindre à Corneille ne retombe tout simplement dans l'imbroglio de Bois-Robert ou de Scudery, et ne se retrouve à 1630, tout en criant au progrès. Quand nous passons les Pyrénées pour en rapporter des études d'art, ne secouons pas toute discipline, parce que nous sommes en pays de guérillas; on pourrait nous reprocher bientôt de faire du drame comme Cabrera fait la guerre.

Histoire des Français depuis les Gaulois, par M. Th. Lavallée (1). — Notre histoire nationale est devenue à cette heure une chose commune et accessible à tous. Mais c'est trop peu de l'étudier : chacun veut l'écrire, ce qui, du reste, est assez facile, car au-delà de MM. Guizot, Thierry, Fauriel, Daunou, au-delà des maîtres dont on s'inspire en les louant, il y a Daniel, Velly, Hénault, Anquetil, que l'on copie, en ayant l'air de les dédaigner; il est, en

(1) Trois vol. in-8°, chez Paulin, rue de Seine.

effet, de bon goût de ce temps-ci, quand on aspire à l'Académie des Inscriptions, de crier bien haut qu'en matière d'érudition, tout reste à faire, que les bénédictins n'avaient que de la patience, que le XVIIIe siècle ne savait rien, et que nous pouvons justement, comme Vico, appeler l'histoire la *scienza nuova* (il faut cependant excepter M. Capefigue, qui n'a de sympathie et d'admiration que pour les morts, y compris M. Le Ragois). A l'aide de quelques citations des bollandistes, de dom Bouquet, et autres recueils dont on n'a consulté que les tables, on prend vite son vernis de savant. On ajoute *des vues* aux très innocens récits de ses devanciers, et l'on fait son histoire comme Vertot faisait son siège, comme au XVIe siècle on faisait un sonnet, au XVIIIe un bouquet à Chloris. Pour peu qu'on aime la variété, on peut même, sans qu'il y ait scandale, commencer, en manière d'introduction, par l'étude de quelques rois méconnus de l'Égypte et de la Perse, découvrir des olympiades, ou réhabiliter des Pharaons, et un beau jour, sans transition apparente, arriver des plateaux *de l'immobile Asie* sur la butte Montmartre, et dévoiler à bien des gens qui ne s'y attendaient guère nos origines obscures et mal comprises. Il y a, dans ces improvisations, dans cet accès facile pour tous, de quoi défigurer tout notre passé, de quoi nous ramener au chaos, tout en criant bien haut: *Fiat lux*. Heureusement on rencontre encore çà et là, mais trop rarement, des hommes d'études sérieuses et dévouées, lesquels pensent avec raison qu'avant de juger les générations qui nous ont précédés dans la vie, il faut au moins apprendre à les connaître. Pour nous parler des morts, ils les évoquent, conversent longuement avec eux, et méditent dix ans avant d'écrire. M. Lavallée a sagement apporté dans son travail cette lenteur de réflexion, ce soin consciencieux du détail et de l'ensemble, et par là il est arrivé à donner un livre qu'on peut citer parmi les plus estimables travaux qui ont notre histoire pour sujet. La religion, la liberté, la patrie, lui ont inspiré, dit-il, la pensée première de son œuvre; il l'a écrite avec foi, avec trop de foi peut-être, et il est parvenu à se faire lire avec intérêt; c'est un succès que des historiens de plus haute réputation n'obtiennent pas toujours.

M. Lavallée a divisé son travail en grandes époques. La première comprend l'histoire de la Gaule avant et pendant la conquête romaine; viennent ensuite les invasions barbares; puis, avec le Xe siècle, commence une époque nouvelle, que l'auteur appelle l'âge héroïque de la féodalité. L'église aspire et atteint en quelque sorte à la monarchie universelle; mais, dans l'éternelle vicissitude des choses humaines, l'église descend bientôt de ce rang suprême. La monarchie féodale, appuyée sur les états-généraux, domine la société du XIVe au XVIe siècle, et fait place à son tour, lors de l'avènement des Bourbons, à la monarchie absolue. On arrive ainsi à 89. Sur cette route, il conviendrait peut-être de déplacer quelquefois les jalons. Une ère nouvelle ne commence pas ainsi pour les sociétés à telle année, à tel quantième, et il faut quelquefois se défier des époques, presque autant que des *mythes* et des *élémens;* mais, pour être juste, on doit reconnaître que les divisions adoptées par M. Lavallée sont en général exactes. Elles attestent un remarquable esprit d'ordre et de mé-

thode; et si parfois elles donnent au livre une certaine sécheresse, je préfère encore, et de beaucoup, cette rigueur qui marche au but par la ligne droite, aux ambages et aux détours sans fin d'un lyrisme érudit, qui vise à l'épopée à propos des capitulaires. La méthode, la clarté, telles sont donc les qualités dominantes du livre de M. Lavallée, livre consciencieux où il y a bien des parties estimables, d'abord une connaissance suffisante des documens originaux et des travaux modernes, et aussi une grande sobriété de détails, et une impartialité d'autant plus remarquable, que l'auteur paraît fort épris du passé et des splendeurs du moyen-âge. Après avoir blâmé, quand il y a lieu, M. Lavallée fouille, jusque dans les replis les plus obscurs, les grandes mémoires historiques, et regarde jusqu'au fond de tous les souvenirs pour voir s'il n'y a pas aussi quelque chose à louer. Louis XI n'est pas seulement pour lui le terrible ami de Tristan; c'est aussi le politique habile et fort qui suit, même à travers le sang, la voie qu'il s'est tracée, pour acquérir à son pays, au prix de ses propres remords, la force et l'unité. L'auteur est juste envers les erreurs, les ambitions de l'église, bien qu'il ait fait, dès les premières pages, une très religieuse profession de foi, et son respect pour les hautes et mystérieuses destinées du catholicisme n'entrave en rien la liberté de sa critique; mais, par malheur, M. Lavallée n'a point échappé complètement à l'influence des idées *humanitaires*. Il voit des élémens de progrès là où d'autres seraient disposés à ne voir que de tristes et lamentables désastres, et il se console volontiers de la honte de Courtray, de Crécy et d'Azincourt, attendu que ces impitoyables tueries de nobles et de barons tournaient, en dernière analyse, au plus grand profit des serfs et des vilains, qu'elles débarrassaient de maîtres incommodes. Je doute fort, du reste, que le lendemain de ces mémorables funérailles, ce système de compensation ait trouvé beaucoup de partisans, même parmi la *pédaille* des communes. En général, M. Lavallée n'est heureux ni dans l'idée ni dans la forme, quand il rencontre sur sa route « l'humanité en travail et en progrès. » Il est vrai qu'il a souvent occasion de la trouver hors de la voie droite et plus près de la perdition que du salut; mais il ne se désole point pour cela, car le progrès arrive à son heure, et sous toutes les formes, et l'humanité finit par *se ruer toujours à la porte de l'avenir*. Nous engageons M. Lavallée à ne pas confondre en une même admiration les écrivains qu'il signale dans sa préface comme les sources habituelles de ses inspirations philosophiques, et je ne sais trop comment il ne s'est point perdu dans un labyrinthe inextricable, en suivant tour à tour Bossuet et M. Buchez, Herder et M. Ballanche, Vico et Saint-Simon. Si, comme nous l'espérons, M. Lavallée conduit jusqu'à nos jours son remarquable travail, il lui sera difficile, sans aucun doute, de dégager avec unité, d'après les systèmes divers de ces esprits élevés, *la formule humanitaire et progressive* de notre société moderne, surtout en la soumettant au contrôle des souvenirs officiels du *Moniteur*.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1840.

Le vote de l'adresse avait ranimé les espérances du cabinet et donné aux ministres dirigeans plus de confiance dans leur avenir politique. L'administration n'avait pas été sérieusement attaquée; même les orateurs les plus acerbes n'étaient pas montés à la tribune avec le projet de renverser le ministère. Ils ne voulaient que l'inquiéter et soigner en même temps leur propre situation dans la chambre. Point de plan d'attaque, point d'hostilités concertées; le ministère n'avait rien à craindre; il avait pour lui les souvenirs de la coalition, la terreur de tout ce qui aurait pu lui ressembler. Aussi n'a-t-il pas trouvé devant lui un corps d'armée, mais seulement des tirailleurs guerroyant chacun pour son compte. La victoire, si on peut employer ce mot dans un cas pareil, était plus facile. N'importe; il est toujours bon et heureux de vaincre. L'essentiel est de savoir profiter de ses succès.

C'est ce que les amis du ministère n'ont cessé de lui dire. — Profitez des bons jours; l'adresse n'est pas hostile : faites-en quelque chose. Reformez-vous, renforcez-vous; donnez-vous une organisation plus forte, plus sérieuse. Ce n'est pas dans le danger, en face de l'ennemi, en lui prêtant le flanc, qu'on peut, sans crainte d'une défaite, se reformer, changer ses positions. Demandez plutôt à l'illustre capitaine qui vous préside. Qui mieux que lui connaît l'art de la guerre et tous les secrets du champ de bataille? Aujourd'hui vous avez acquis de la force; des hommes forts pourront s'allier avec vous. Aujourd'hui vous pouvez être écoutés; le serez-vous demain? — Le conseil était sage et devait plaire, ce nous semble, à la majorité du cabinet. Il a cependant eu le sort de la plupart des conseils : il n'en a pas été tenu compte. A-t-on cru que le ministère pouvait traverser tel qu'il est la session tout entière? A-t-on craint que tout essai de réorganisation n'entraînât la dissolution complète du cabinet? Sont-ce les personnes, sont-ce les choses qui ont tout empêché? Nous l'ignorons. Nous savons seulement ce que tout le monde sait; nous savons que le ministère a laissé échapper une occasion honorable pour lui, unique peut-être, de se reconstituer, de donner au pays une administration forte, proportionnée à l'importance des affaires, à la gravité des circonstances.

Aujourd'hui, que reste-t-il de la discussion de l'adresse? Rien, que le souvenir de quelques beaux discours. M. Barrot, M. Villemain, M. de Lamartine, M. Thiers, M. Rémusat, ne sont pas oubliés. Mais comme fait politique, comme moyen d'influence et de gouvernement, que reste-t-il de l'adresse? qu'en reste-t-il au ministère? A peu près rien. La lutte n'ayant pas été sérieuse, elle ne pouvait laisser que des impressions fugitives. Quand la question de cabinet n'a pas été posée, l'adresse, quelle qu'elle soit, ne peut ni renverser le ministère tout à coup, ni lui donner sur la chambre une influence durable. La discussion de l'adresse rentre alors dans la catégorie des faits ordinaires, de ces faits que le règlement impose aux chambres, et qui n'ont presque pas de signification politique. Dans le cas particulier, on ne pouvait lui en donner une qu'en essayant de s'en faire un moyen, en prenant l'initiative franchement, hardiment, pour arriver à une réorganisation du cabinet, en donnant à l'adresse une interprétation tant soit peu forcée, en lui faisant dire un peu plus qu'elle n'avait dit, pas trop toutefois, car il ne faut pas abuser, même des interprétations ingénieuses. « La majorité, une grande majorité est prête à nous accepter, à nous prendre comme le noyau d'une administration forte et compacte; elle nous demande seulement de ne pas rester tels que nous sommes, tels que nous-mêmes nous n'avons jamais cru pouvoir rester; elle nous fait sentir la nécessité de réaliser une pensée qui est la pensée de tout le monde, qui a toujours été celle de la majorité du cabinet. C'est à ce prix, mais à ce prix seulement, qu'on pourra éviter une véritable crise ministérielle, une crise qui serait à la fois dangereuse et ridicule, dangereuse par l'immense responsabilité qu'imposent dans ce moment les affaires du pays, ridicule aux yeux de l'étranger par le contraste qui s'établirait entre la gravité des circonstances et l'impuissance d'un cabinet tombé en dissolution. Si l'occasion n'est pas saisie au vol, le ministère ne tardera pas à déchoir dans la chambre, il s'affaissera tous les jours de plus en plus, il perdra tout principe de force et de cohésion, et, ne pouvant plus servir de noyau à une forte combinaison, l'administration retombera dans cet état de marasme où tout devient impossible, où les hommes les plus habiles deviennent impuissans, et cela précisément lorsque le pays aurait le plus besoin de leur force, de leur capacité et de leur influence politique. » C'est là ce que le cabinet pouvait dire; c'est là, ce nous semble, ce qu'il devait faire et pour lui-même et pour nous; c'est là ce qu'il n'a pas fait. Les conséquences tarderont-elles à s'en faire sentir?

Des symptômes d'abaissement ne sont déjà que trop visibles. Quel accueil a fait la chambre à plus d'un projet, à plus d'un acte ministériel? On dit que les bureaux de la chambre refusent à l'un de MM. les ministres la somme de 6,000 fr.! Mieux vaudrait se faire refuser deux projets de loi. Il importe, avant tout, pour eux-mêmes et pour la France, que les hommes du pouvoir soient pris au sérieux, que nul ne puisse imaginer de jouer avec eux un jeu d'espiégleries et de malices, qui n'est bon à rien ni à personne.

C'est là une position à laquelle il faut s'empresser de mettre un terme. Aussi le bruit a couru que demain, à l'occasion d'une pétition de je ne

sais quels notaires, M. le garde des sceaux veut soulever dans la chambre la question de cabinet pour son compte particulier. Nos paroles pourront être suspectes; elles pourront même donner à M. le ministre l'envie de s'abstenir. Nous ne le dirons pas moins : cette démarche haute et franche lui est également imposée par l'intérêt du pays et par sa dignité personnelle.

Au surplus, tout annonce à l'avenir une discussion plus vive, une opposition plus franche, des attaques impétueuses et directes. On assure que les armes courtoises seront affilées, et que le combat sera sérieux. Sur le champ de bataille, la position des neutres deviendra difficile, celle du ministère plus difficile encore; car, tel qu'il est, il prêtera nécessairement le flanc à l'ennemi, qui saura se porter en masse sur les points faibles et y faire brèche.

Parmi les questions pendantes, il en est une qui, secondaire en apparence, ne laisse pas d'avoir une assez grande portée politique et de sérieuses difficultés de discussion. Nous voulons parler de la dotation de M. le duc de Nemours. Qui ne sait les préventions, les préjugés qu'on a eu soin d'inspirer au public contre toute mesure de cette nature? Ces préventions ne sont pas étrangères à la chambre. Sur neuf commissaires, elle en a nommé trois qui ne paraissent pas disposés à accorder les sommes demandées. Les opposans vont sans doute s'appuyer de l'exemple du parlement anglais, qui vient de réduire de deux cinquièmes les 50 mille livres sterling que les ministres demandaient pour le prince Albert. En dernier résultat, la chambre des députés accordera, nous le croyons, les cinq cent mille francs, mais probablement à la suite d'une discussion fâcheuse, peut-être inconvenante, et qui, au lieu de dissiper les préjugés répandus dans le public, ne sera propre qu'à les répandre encore davantage et à les envenimer. Les critiques tombées de la tribune ont un grand retentissement, et il est si peu d'hommes dont, je ne dis pas l'éloquence, mais l'autorité morale, puisse les repousser avec succès et enlever avec toute la dignité qui appartient à un ministre de la couronne le *verdict* du pays.

Mais ce qui préoccupe dans ce moment l'opinion publique, nous avons presque dit ce qui l'inquiète, ce qui l'agite, c'est la question étrangère, ce sont les négociations qui ont lieu à Londres entre le cabinet anglais et l'envoyé russe. Il s'est répandu à cet égard des bruits divers; on a donné les nouvelles les plus contradictoires. Les uns affirmaient qu'un traité avait été signé, ils ajoutaient même qu'il avait déja été notifié à notre gouvernement, que les parties contractantes nous avaient en quelque sorte mis le marché à la main, et donné à entendre que nous n'avions que deux partis à prendre, y accéder ou nous résigner à voir la question égyptienne tranchée par le sabre russe et le canon des Anglais. Les autres au contraire persistaient à dire que M. de Brunow avait échoué dans toutes ses tentatives, que ses propositions avaient été formellement refusées, qu'en aucun cas le cabinet anglais ne serait assez oublieux des vrais intérêts de l'Angleterre pour conclure avec la Russie un pacte qui pût rompre l'alliance anglo-française.

Nous croyons qu'il y avait exagération dans l'une et l'autre nouvelle. C'était un optimisme par trop crédule que d'imaginer que tout était rompu entre les

négociateurs russes et anglais, et c'était supposer lord Palmerston et le cabinet anglais plus aventureux qu'ils ne le sont en réalité, que de croire que tout était conclu, et qu'on avait fait à la France une communication qui serait à peine soufferte par une puissance de second ordre.

Tout n'est pas terminé ni près de là, comme tout n'est pas rompu, tant s'en faut, entre la Russie et l'Angleterre. Cet état d'incertitude n'est pas près de finir. M. de Brunow rencontre plus de difficultés que ne l'imaginent ceux qui regardent désormais notre alliance avec l'Angleterre comme dissoute. Il n'en est rien. On ne quitte pas légèrement l'alliance française, on ne brise pas brusquement des liens qui nous sont utiles sans doute, mais qui ne le sont pas moins à l'Angleterre.

Les faits sont assez graves par eux-mêmes sans qu'on s'applique à les grossir et à les exagérer.

C'est déjà un fait grave pour l'Europe entière que le refroidissement survenu entre l'Angleterre et la France, que l'affaiblissement d'une alliance qui a été jusqu'ici la clé de voûte du système de paix. C'est un fait grave que cet *à parte* de l'Angleterre et de la Russie sur une question qui n'appartient à personne, ou qui appartient à la France autant qu'à qui que ce soit au monde. Enfin c'est un fait d'une haute gravité que ces négociations isolées des deux puissances qui seules pourraient avoir sur la question d'Orient des intentions secrètes, absolument incompatibles avec l'équilibre et la paix de l'Europe. Le monde n'a pas oublié la Pologne, et la France n'est pas au temps de Louis XV.

Nous ne voulons pas rechercher ici à qui doit être imputée la tournure si peu conforme à la dignité et aux intérêts de la France que paraissent prendre les affaires d'Orient. Est-ce la faute du cabinet anglais ou du nôtre? Faut-il en accuser l'impéritie de nos diplomates ou l'habileté des agens russes? Dans les momens critiques, ce n'est pas sur la conduite des personnes qu'il faut disserter et s'appesantir, et ce ne sont pas les récriminations et les plaintes qui peuvent être utiles à la France : elle a besoin de résolution, de fermeté, d'action, surtout d'union.

La partie est loin d'être perdue. Le cabinet anglais n'est pas sur des roses. Nous ne connaissons pas l'issue du débat solennel du 28 janvier. Mais à supposer, ce qui est probable, que le cabinet ait obtenu une majorité de dix ou douze voix, est-ce là une position forte qui lui permette des évolutions audacieuses, des changemens de front si peu corformes à l'opinion publique de l'Angleterre? Le traité pourrait cacher des projets ultérieurs, des arrière-pensées qui plairaient peut-être au peuple anglais. D'accord; mais ces projets et ces arrière-pensées, quand même ils ne seraient pas de vaines suppositions, de pures chimères, ne pourraient pas être criés aujourd'hui sur les toits : ce ce seraient là *arcana imperii*, et ce n'est pas avec des mystères diplomatiques qu'on peut agir sur l'opinion publique.

D'un autre côté, il n'est pas vrai que les gouvernemens des pays libres puissent, autant que certains diplomates l'imaginent ou se plaisent à le dire, ne tenir aucun compte de la nature des gouvernemens auxquels ils s'allient. Le

cabinet anglais, le cabinet wigh, le cabinet ne vivant que de la tolérance des radicaux et des Irlandais, briserait son alliance avec la France de juillet pour se faire l'allié, l'ami intime de l'oppresseur de la Pologne, de celui qui enlève à l'église catholique, à l'église d'O'Connel, ses temples et ses ouailles, et qui arrache aux habitans de Cracovie jusqu'à l'ombre de la liberté polonaise!

Enfin l'Angleterre n'ignore pas, l'Europe entière sait que la France sera toujours en état de maintenir ses droits, son rang, sa dignité, et de se rendre redoutable au besoin, et que ce n'est pas elle qui aurait le plus à craindre le jour où les circonstances, où le fait d'autrui la forceraient, bien malgré elle, à chercher des alliés et à se donner de puissans auxiliaires à tout prix.

Aussi y a-t-il, ce nous semble, plus de mauvaise humeur, d'entêtement et d'embarras que d'hostilité dans la conduite du cabinet anglais. On a fait grand bruit du silence qu'il a gardé, dans le discours de la couronne, à l'égard de l'alliance française; on a voulu y voir une intention malveillante, un procédé discourtois, une annonce indirecte du pacte qui allait être signé avec la Russie. Très probablement, il n'y avait rien de semblable; nous n'y avons vu qu'un peu de cette gaucherie que donne toujours une situation nouvelle et embarrassée. Le cabinet anglais a été comme ces hommes qui n'ont pas l'esprit prompt et docile, qui ne trouvent le mot propre, la repartie convenable qu'au bas de l'escalier. Allié de la France, il traitait avec la Russie; il ne savait au juste ni ce qu'il faisait, ni ce qui en résulterait; à la veille d'une grande lutte intérieure, il avait des ménagemens à garder vis-à-vis de toutes les opinions. Il a pris le parti qui s'offre le premier dans de telles circonstances, le parti de ne rien dire, de laisser chacun interpréter ce silence à sa guise : il ne voulait ni faire à la France un compliment qui aurait pu nous sembler une ruse, ni décourager la Russie par des paroles amicales pour la France, ni lever au milieu des partis un étendard trop vivement coloré; il a laissé dire aux amis de l'alliance française que le discours ne contenait rien qui lui fût contraire, et au parti russe, s'il y a telle chose en Angleterre qu'un parti russe, que le discours par ses réticences renonçait à l'alliance française. Tout cela n'est pas grand, peut-être même cela n'est pas fort habile; mais nous sommes persuadés que cela est ainsi, et que notre susceptibilité n'avait pas à s'alarmer du discours de la jeune reine.

Quoi qu'il en soit, la question de l'alliance et la question d'Orient ne sont pas décidées. Le moment de l'action est loin d'être passé; certes les choses ne sont pas entières, mais rien n'est encore perdu; c'est sans doute là l'opinion du ministère, puisqu'il s'est décidé à rappeler notre ambassadeur à Londres et à confier ces importantes négociations à M. Guizot.

L'Angleterre, nous le reconnaissons, est placée, pour la question d'Orient, à un point de vue qui lui est particulier. La question commerciale est pour elle la question dominante, une question de vie et de mort. Surchargée d'une population laborieuse dont l'agriculture n'absorbe qu'une faible partie, il lui faut à tout prix avoir de grands marchés ouverts à sa production manufacturière. Le jour où ces marchés lui seraient fermés, ce serait pour elle un jour

de deuil et de ruine. Non-seulement sa richesse, sa prospérité, en recevraient une rude atteinte, mais ses institutions elles-mêmes en seraient ébranlées. C'est alors que ses lois des céréales seraient violemment déchirées par une foule affamée; c'est alors que le système de la grande propriété serait sapé dans sa base. Des millions d'ouvriers sans salaire ne tarderaient pas à se persuader que la division des terres en augmenterait le produit brut, et leur fournirait à tous des moyens de subsistance et de travail. Que nous importent, diraient-ils, ces riches moissons que vous obtenez à peu de frais, si nous n'avons pas de quoi payer le blé que vous portez sur le marché? Ce raisonnement ne serait pas sans réplique, mais la faim raisonne mal.

Le gouvernement anglais ne perd jamais de vue cette face si importante de la question nationale. Il n'est pas d'affaire politique qui puisse en détourner ses regards. Dirigé toujours par cet esprit pratique qui est le caractère distinctif des Anglais, il s'embarrasse peu des théories, des principes; peu lui importe d'être d'accord ou en contradiction avec lui-même, de chercher à obtenir ici ce qu'on lui refuse ailleurs, de faire aujourd'hui le contraire de ce qu'il faisait hier, ou de ce qu'il fera demain. Il ne s'occupe que du résultat. Les producteurs anglais auront-ils un marché de plus ouvert à leurs denrées ou bien une concurrence de moins à redouter? Toute la question est là.

Le continent s'est fait, lui aussi, producteur industriel et manufacturier. Les Anglais lui prêchent aujourd'hui la liberté du commerce. Ils prouvent aujourd'hui fort savamment qu'Adam Smith est le prince des économistes. Son livre est un évangile dont ils propagent les principes avec une rare ferveur. Ils ont leurs apôtres et leurs missionnaires, apôtres fort actifs, missionnaires très habiles.

Peuvent-ils, au contraire, favorisés par les circonstances, par l'habileté de leurs négociateurs, ou à l'aide de leurs immenses possessions et de leur puissance maritime, se flatter d'avoir seuls la jouissance d'un marché, d'en exclure toute concurrence? Les Anglais n'hésitent pas; peuple et gouvernement sont parfaitement d'accord sur ce point. Ils assureront, s'ils le peuvent, ce privilége, ce droit exclusif par tous les moyens possibles. Ils feront la guerre aux Chinois, parce que leur gouvernement ne veut pas qu'ils s'enivrent d'opium.

C'est sous l'influence de cette préoccupation commerciale que l'Angleterre s'est emparée sans façon, dans les deux hémisphères, des points qui sont à sa convenance ou qui pourraient l'être un jour : dans la Méditerranée ou dans l'Océan Pacifique, dans la Nouvelle-Zélande ou en Asie, peu importe. L'Angleterre, il faut l'avouer, a l'œil à tout, ne laisse échapper aucune occasion, ne néglige rien. Seulement elle est toujours disposée à s'exagérer ses besoins et ses dangers, et à ne pas hésiter sur le choix des moyens.

C'est la même préoccupation qui lui donne une inquiétude si soupçonneuse et de si vives jalousies pour tout ce qui, de près ou de loin, aujourd'hui ou dans cent ans, pourrait toucher le moins du monde à ses immenses possessions asiatiques et à son commerce avec l'Orient.

De là sa tendresse pour la Porte faible, impuissante; de là ses antipathies contre Méhémet-Ali, prétendant implanter en Égypte un gouvernement fort

et qui pourrait un jour garantir également à toutes les nations la grande route du commerce de l'Orient avec l'Europe. De là enfin sa position actuelle vis-à-vis des autres puissances, et en particulier de la Russie et de la France. Ses craintes réelles, ses profondes méfiances, sont sans doute pour la Russie. La Russie a fait son dernier effort vers l'Occident; elle ne passera jamais la Vistule; ce serait puéril de le craindre. C'est sur l'Orient que pèse la Russie; c'est vers l'Orient que la portent sa nature, sa géographie, sa civilisation. Il y a là dans l'avenir une lutte inévitable, que l'Angleterre a raison de prévoir, car les deux empires se rapprochent de plus en plus comme deux mers qui débordent et qui auront bientôt franchi l'espace qui les sépare. C'est là le point de vue général; mais on se tromperait souvent si on croyait que tous les faits particuliers de la politique en découleront avec toute la rigueur logique qui rattache les conséquences à leur principe. La Prusse et l'Autriche devaient, à la fin du siècle dernier, se méfier de la Russie, en redouter la puissance croissante, en prévenir l'agrandissement. Elles ne partagèrent pas moins la Pologne avec elle, elles ne contribuèrent pas moins à briser un des boulevarts de l'Occident. Des considérations particulières l'emportèrent sur le point de vue général, une grande erreur fut commise et une grande injustice consommée.

Nous ne voulons pas dire qu'il se prépare quelque chose de semblable en Orient. Nous voulons seulement faire comprendre qu'il ne faudrait pas croire tout traité entre la Russie et l'Angleterre impossible, par cela seul que l'une tend vers l'Orient et que l'autre est intéressée à s'opposer à cette tendance. Un accord temporaire, des concessions partielles peuvent toujours se réaliser. En allant au plus pressé, l'Angleterre désire maintenant protéger le sultan et humilier le pacha, dût-elle sacrifier quelque chose à ce résultat immédiat; ce qui l'inquiète dans ce moment, ce qui trouble son jugement, c'est la puissance de Méhémet-Ali. La Russie lui offre un traité et son concours pour maintenir les droits de la Porte. L'Angleterre prête l'oreille, sans doute sans rien perdre de ses méfiances envers la Russie à l'endroit de l'Orient. Pour éteindre l'incendie de la maison qui sera un jour en litige, l'Angleterre s'unirait à son adversaire, sauf ensuite à faire de la maison un champ de bataille.

La France croit qu'il n'y a rien d'important à changer en Orient. Elle prend les faits accomplis tels qu'ils sont. Maintenir la Porte malgré ses défaites, retenir le pacha malgré ses victoires, rendre ce qui existe stable et régulier, voilà sa politique. La France ne prétend à rien, ni présentement ni dans l'avenir, mais elle veut le maintien de l'équilibre européen et la liberté pour tous. C'est là le but; la consolidation du pacha en est le moyen. De là notre dissentiment avec l'Angleterre, qui veut, comme nous, l'équilibre européen, l'équilibre territorial, mais qui n'aime pas voir s'établir en Égypte et en Syrie une puissance qui serait également liée avec tous les états commerçans de l'Europe, et qui pourrait faire respecter son indépendance et ses droits.

Ainsi, au point de vue général, c'est la Russie qui est la rivale de l'Angleterre en ce qui concerne l'Orient; c'est la France qui est son alliée naturelle.

Dans la question particulière, les préoccupations excessives de l'Angle-

terre peuvent intervertir les rôles et engager le cabinet anglais dans une route funeste. Certes, il serait difficile d'imaginer un expédient plus dangereux pour la paix générale que celui que la Russie et l'Angleterre paraissent vouloir adopter. La Russie peut tout oser : les complications en Orient ne l'effraient pas. Ce serait un grand fait pour elle d'avoir adroitement délié l'alliance anglo-française, entraîné l'Angleterre dans ses projets, et détruit la force qui avait refoulé dans le Nord l'influence que la Russie exerçait en Europe. Mais l'Angleterre est-elle donc si à l'aise à l'intérieur et à l'extérieur, pour courir de semblables aventures, pour sacrifier ainsi des intérêts positifs, majeurs, immédiats, à des jalousies, à des craintes exagérées? Comme si la puissance commerciale et maritime de l'Angleterre pouvait être sérieusement menacée par la consolidation du pacha, comme si le maître de l'Égypte et de la Syrie n'avait pas toute raison de désirer la bienveillance de l'Angleterre; enfin, comme si l'Angleterre ne pouvait pas obtenir, à cet égard, des garanties, non pour aucun privilége, mais pour un égal traitement, garanties qui certes ne laisseraient rien à désirer à la puissance dont la marine est la plus développée et l'industrie la plus riche et la plus active.

L'alliance anglo-française et la politique digne et pacifique de la France en Orient nous paraissent fondées sur des considérations si puissantes, sur des motifs si décisifs pour l'une et pour l'autre nation, que nous nous surprenons souvent à nous demander: Comment se fait-il que ces considérations, que ces motifs n'aient pas prévalu dans les conseils de l'Angleterre? Comment se fait-il que l'Angleterre ait pu un instant être tentée de les méconnaître? Et alors, malgré notre désir de ne pas nous livrer ici à des récriminations et à des plaintes, il nous est difficile de ne pas accuser les hommes plus que les choses, et notre cabinet tout autant que le cabinet anglais. Il nous est impossible de ne pas faire une remarque qui doit frapper tout homme impartial, tout ami sincère de son pays, quelle que soit d'ailleurs la nuance de ses opinions politiques : c'est que rien de pareil n'est arrivé sous l'administration de M. de Broglie et de M. Molé. La France n'était pas alors sur le point de ne pas avoir un seul allié, et de se trouver renfermée dans la politique d'isolement. L'expression même est nouvelle. Ce qui prouve, pour le dire en passant, que la responsabilité se trouve effectivement là où elle doit être et où la constitution la place. S'il en était autrement, notre conduite et nos relations diplomatiques ne dérogeraient pas.

L'Espagne est toujours le pays des énigmes et des mystères. Cabréra est-il mort? Qui le sait? Les modérés l'emporteront-ils dans les élections? Personne ne peut l'affirmer. Que fait Espartero? Autre énigme, autre mystère. Cabréra est malade, Cabréra est mourant, Cabréra est mort; c'est égal; Espartero ne sort pas de ses lignes. Jamais on n'a vu un homme de guerre plus immobile, plus impassible. Nous ne connaissons pas suffisamment les faits pour le condamner; qu'il nous soit permis cependant de nous étonner un peu d'une inaction si prolongée. On dirait qu'il n'a pas mission de vaincre l'insurrection, mais de la garder à vue. Tout ce qu'on nous a appris de particulier sur lui depuis longtemps, c'est sa colère des paroles de M. Dufaure, qui a dit à la

tribune que M. le maréchal Soult avait donné des conseils à Espartero. Nous ne pouvons pas croire à l'exactitude de la nouvelle. Les conseils ont été donnés; M. Dufaure l'a dit, nous n'en doutons pas. Dès-lors que faudrait-il penser du général Espartero, s'indignant d'avoir reçu quelques conseils d'un des premiers lieutenans de l'empereur? Certes, nous ne sommes pas les flatteurs de M. le ministre des affaires étrangères; mais qui aurait pu donner, avec plus d'autorité et plus de droit que le maréchal Soult, des conseils au général de notre allié, se trouvant en face de l'ennemi, devant se battre ou négocier avec lui? Le roi de Prusse avait la manie de faire des vers: ils étaient, certes, fort médiocres; mais ils n'ôtaient rien à la gloire et à l'autorité du grand capitaine.

La chambre ne tardera pas à s'occuper des affaires d'Afrique. Dans les bureaux, toutes les vieilles opinions se sont reproduites avec la même énergie et la même ténacité. Sans doute, personne ne veut refuser au gouvernement les moyens de réprimer sévèrement l'agression d'Abd-el-Kader. Mais cela une fois accordé, quel est le parti définitif qu'il convient de prendre sur l'Algérie? A cette occasion, il est impossible de ne pas faire remarquer un expédient singulier qu'on dit avoir été pris par M. le ministre de la guerre. Ministre depuis neuf mois, ayant joui des loisirs de l'intervalle des deux sessions, ayant auprès de lui une direction des affaires d'Afrique, on pouvait, on devait croire que M. le ministre savait à quoi s'en tenir sur l'Algérie et sur le système à suivre pour l'avenir de cette grande colonie. On devait croire qu'à l'ouverture de la session il était en état de prendre sur la question une initiative forte, raisonnée, propre à rallier la majorité dans la chambre. C'est ainsi qu'on gouverne, c'est ainsi qne le gouvernement est chose sérieuse.

M. le ministre de la guerre en a jugé autrement. C'est après la réunion du parlement, c'est lorsque la question est déjà abordée dans les bureaux, qu'il se serait rappelé tout à coup que lui aussi devait avoir un avis sur la colonisation. Alors il n'a pas hésité à employer le remède héroïque: il a nommé une commission composée de députés qui devront, Dieu aidant, dire ce qu'on peut faire de cette pauvre Algérie, le dire à M. le ministre, qui le dira à la chambre. Certes, c'est là un circuit assez inutile; ces messieurs auraient tout aussi bien donné leur avis directement à leurs collègues. Ainsi, pour dire à la chambre des députés ce qu'il faut faire, M. Schneider attend qu'elle soit convoquée, et qu'elle s'occupe déjà de la question, et alors il prie la chambre de lui fournir quelques-uns de ses membres pour qu'ils lui apprennent, à lui ministre du roi, l'opinion qu'il doit porter à la tribune. Mais, nous en convenons, la faute n'est pas à M. le ministre, elle est à ceux qui ont imaginé de placer une des plus hautes et difficiles questions de législation, d'administration, d'économie et de politique, dans le portefeuille d'un ministre de la guerre.

V. de Mars.